

STRATÉGIE

par
Alexandre A. Svetchine

CONTENU

- Préface de la 1ère édition
- Préface de la 2è édition
- Introduction. La stratégie dans l'ensemble des disciplines militaires

Stratégie et politique

1. Politique et économie
2. Le but politique de la guerre
3. Plans pour la sauvegarde de la sécurité intérieure
4. Le plan économique de la guerre
5. Le plan diplomatique
6. La politique en temps de guerre

Préparation du front armé

1. Principes initiaux
2. Construction des forces armées
3. Mobilisation militaire
4. Préparation des théâtres frontaliers
5. Plan d'opération

Combinaison des opérations en vue d'atteindre l'objectif militaire ultime

1. Les formes de la conduite des opérations militaires
2. Les communications
3. Opération à but limité
4. Ligne de conduite stratégique

Commandement

1. Direction stratégique
2. Méthode de commandement

Préface à la Première Édition

Le dernier exemple concret de la stratégie de Moltke, à savoir la guerre franco-prussienne, et la dernière opération de Napoléon, décidée près de Waterloo, ont eu 55 ans d'écart. Et il y a 55 ans entre nous et l'opération Sedan.

Il n'est pas possible de dire que l'évolution de l'art de la guerre s'est ralentie. Alors que Moltke avait des raisons de réviser la pensée stratégique et opérationnelle qu'il avait héritée de Napoléon, nous avons encore plus de raisons de réviser la pensée stratégique que nous avons héritée de Moltke. Nous pourrions nous référer à un certain nombre de nouveaux facteurs matériels qui nous ont poussés à porter un nouveau regard sur l'art de la stratégie. Par exemple, nous pourrions parler des chemins de fer, qui à l'époque de Moltke ne jouaient un rôle essentiel que dans le déploiement opérationnel initial, alors qu'à l'heure actuelle, les manœuvres ferroviaires sont impliquées dans toutes les opérations et en constituent une partie essentielle ; Nous pourrions souligner l'importance plus grande de la logistique, de l'économie et de la politique dans la guerre, et la permanence de la mobilisation pour la guerre, qui a déplacé le moment de la plus grande intensité stratégique du vingtième jour d'une guerre à plusieurs mois à venir, et ainsi de suite.

Un certain nombre de vérités qui étaient encore valables à l'époque de Moltke ne sont maintenant que des reliques.

Dans une large mesure, le splendide art militaire de Napoléon a rendu le travail théorique de Jomini et Clausewitz sur la stratégie beaucoup plus facile : les travaux de Jomini ne sont qu'une codification théorique de la pratique de Napoléon. Moltke a laissé à Schlichting une richesse non moins abondante, avec un certain nombre de solutions magistrales, bien que moins complètes. L'étudiant contemporain en stratégie, s'appuyant sur l'expérience de la guerre mondiale et de la guerre civile, ne pouvait bien sûr pas se plaindre d'un manque de nouveau matériel historique, mais ses tâches sont beaucoup plus difficiles que celles qui sont arrivées à Jomini et Schlichting, car ni la guerre mondiale ni la guerre civile n'ont eu de praticiens qui étaient pleinement à la hauteur de toutes les exigences présentées par les nouvelles conditions et qui auraient pu confirmer une nouvelle stratégie théorique par l'autorité de leurs solutions magistrales couronnées par la victoire. Ni Ludendorff, ni Foch, ni les militaires de la guerre civile n'ont dominé les événements, mais ont plutôt été emportés par le maelström.

C'est de là que vient la plus grande liberté de l'écrivain stratégique moderne, mais il doit payer pour sa liberté par beaucoup de travail acharné et peut-être même plus de difficulté à faire reconnaître ses points de vue. Nous nous attaquons à un grand nombre de préjugés stratégiques, qui, peut-être, aux yeux de beaucoup, n'ont pas encore subi une défaite finale dans la vie et sur le théâtre de la guerre. De nouveaux phénomènes nous ont obligés à faire de nouvelles définitions et à établir une nouvelle terminologie ; 1 Nous avons essayé d'éviter d'abuser des nouveautés, et compte tenu de cette approche prudente, peu importe à quel point les termes obsolètes sont confondus, ils trouveront leurs défenseurs. Le maréchal de Marmont, qui a été réprimandé pour avoir utilisé les termes de « ligne opérationnelle » au lieu de « ligne défensive », qui avaient un tout autre sens, a cependant été suffisamment déconcerté pour traiter de « charlatans » ceux qui essayaient d'obtenir une terminologie militaire en accord avec la réalité militaire !

La nature de notre travail fait qu'il nous est impossible de citer des autorités pour confirmer nos opinions. Quand on reproche aux stratèges la « simple politesse militaire », qui dissimule le vide, dans le dicton des vieilles casernes, un rôle majeur de discrédit de la stratégie a été joué par les compilations pures, qui contiennent une multitude d'aphorismes empruntés à de grands hommes et à des écrivains de différentes époques. Nous ne nous appuyons sur aucune autorité ; Nous avons essayé d'encourager la pensée critique, et nos références se réfèrent soit à une source de matériel factuel que nous avons utilisé, soit à la source primaire de certaines idées bien usées qui ont pris racine dans notre théorie. Notre plan initial était d'écrire un traité de stratégie sans aucune citation ; C'est dire à quel point ces collections d'aphorismes étaient devenues odieuses. Nous avons essayé de douter de tout et de construire une théorie de la guerre sur la seule base de la réalité des guerres

modernes, mais nous n'y sommes pas parvenus. Nous n'avons pas non plus voulu entrer dans la polémique, et c'est pourquoi nous n'avons pas insisté sur les contradictions entre les définitions et les explications qui sont les nôtres et les opinions de très nombreux écrivains remarquables. À notre grande déception, notre travail contient beaucoup plus de contradictions qu'il n'en faudrait pour le considérer comme original. C'est dommage, car cela pourrait rendre le livre difficile à comprendre si l'on se contentait de le feuilleter.

Nous espérons que ces difficultés seront en partie atténuées par la familiarité du lecteur avec notre travail sur l'histoire de l'art de la guerre et plusieurs cours de conférences sur la stratégie que nous avons donnés au cours des deux dernières années et qui ont quelque peu popularisé nos vues sur plusieurs sujets.

Nous sommes en train d'examiner la guerre moderne avec toutes ses possibilités, et nous n'avons pas essayé de réduire notre théorie à un aperçu de la doctrine stratégique soviétique. Il est extrêmement difficile de prédire une situation de guerre dans laquelle l'Union soviétique pourrait s'impliquer, et nous devons gérer toute restriction sur la science globale de la guerre avec une extrême prudence. Une politique stratégique particulière doit être conçue pour chaque guerre ; Chaque guerre est un cas particulier, qui nécessite sa propre logique plutôt qu'une sorte de stéréotype ou de modèle, aussi splendide soit-il. Plus notre théorie englobe tout le contenu de la guerre moderne, plus vite elle nous aidera à analyser une situation donnée. Une doctrine étroite nous confondrait probablement plus qu'elle ne nous guiderait. Et il ne faut pas oublier que seules les manœuvres sont unilatérales, tandis que les guerres sont toujours bilatérales. Nous devons être capables de saisir la guerre telle qu'elle est perçue par le camp adverse et de clarifier les désirs et les objectifs de l'autre camp. La théorie n'est capable de profiter qu'à ceux qui se sont élevés au-dessus de la mêlée et sont devenus complètement impartiaux ; nous avons choisi cette voie, malgré l'insatisfaction avec laquelle plusieurs de nos jeunes critiques ont rencontré l'excès d'objectivité, « la posture d'un observateur américain » dans les questions militaires. Tout changement dans l'objectivité scientifique sera en même temps un changement dans la méthode dialectique à laquelle nous avons fermement décidé d'adhérer. Dans le cadre général de la science globale de la guerre moderne, la dialectique permet une caractérisation beaucoup plus vivante de la ligne de conduite stratégique qui doit être choisie pour un cas donné que ne pourrait le faire au moyen d'une théorie, même si elle n'a que ce cas particulier à l'esprit. La connaissance n'est rendue possible que par la distinction.

Mais nous n'avons pas l'intention d'écrire quelque chose comme un Baedeker stratégique qui couvrirait tous les détails les plus fins de la stratégie. Nous ne nions pas l'utilité de mettre en place un tel guide, qui serait probablement au mieux une sorte de dictionnaire explicatif stratégique qui élaborerait tous les concepts stratégiques avec une cohérence logique. Notre traité est une tentative plus pratique. Nous n'avons couvert qu'environ 190 sujets et les avons regroupés en 18 chapitres. Notre exposé, qui est parfois plus profond et bien pensé, peut être parfois incomplet et superficiel et parfois sembler être une défense et une défense d'une certaine compréhension de la guerre et une ligne directrice pour les préparations à la guerre et les opérations militaires et les méthodes de commandement stratégique. Notre traité est loin d'être de nature encyclopédique.

Notre exposé des sujets politiques, qui sont assez fréquemment abordés et qui jouent un rôle majeur dans ce traité, peut sembler particulièrement unilatéral. Une étude plus approfondie nous aurait probablement conduits à une répétition faible et banale des idées fortes et vives développées avec beaucoup d'autorité et de persuasion dans les écrits de Lénine et de Radek consacrés à la guerre et à l'impérialisme. Malheureusement, notre autorité dans l'interprétation contemporaine du marxisme est si négligeable et si douteuse qu'il serait inutile de tenter une telle interprétation. Par conséquent, en analysant la relation entre la superstructure de la guerre et sa base économique, nous avons décidé d'examiner les sujets politiques uniquement du point de vue de l'expert militaire ; D'une part, nous nous sommes rappelé et avons averti le lecteur que nos conclusions sur des sujets politiques tels que le prix des céréales, la ville et la campagne, la couverture des dépenses de guerre et ainsi de suite ne sont que quelques-unes des nombreuses lignes directrices qu'un politicien devrait suivre pour résoudre ces questions. Ce n'est pas une erreur si un cordonnier critique le

tableau d'un artiste célèbre du point de vue de la chaussure qui y est dessinée. Ce genre de critique peut être instructif même pour l'artiste.

Nous avons réussi à garder notre traité relativement court en évitant une présentation détaillée de l'histoire militaire. Nous n'avons pas l'intention de faire accepter au lecteur nos conclusions sur la foi aveugle : laissons le lecteur se familiariser avec elles et peut-être apporter certaines corrections après l'avoir analysée lui-même. Nous pourrions obtenir une véritable étude de laboratoire de la théorie stratégique si un cercle de lecteurs se chargeait de répéter notre travail, de répartir les références aux différentes opérations entre eux et, après les avoir réfléchies, de comparer leurs pensées et leurs conclusions avec celles données dans ce livre. Un traité théorique de stratégie ne devrait que fournir le cadre du travail indépendant de la personne qui l'étudie. L'histoire devrait être un matériau d'étude indépendante plutôt qu'un ensemble d'exemples illustratifs, souvent déformés, à apprendre par cœur.

Il est probable que beaucoup de gens n'approuveront pas l'absence d'agitation en faveur de l'offensive ou même d'une victoire par la destruction. Ce livre aborde les sujets de l'offensive et de la défensive, de la victoire par la destruction et de la victoire par usure, de la guerre de manœuvre et de la guerre de position de manière tout à fait objective car son but est de cueillir les fruits de l'arbre de la connaissance du bien et du mal et d'élargir autant que possible la vision du lecteur plutôt que de l'entraîner à penser dans une direction particulière. Ce livre ne prône pas une sorte de paradis stratégique. À une certaine époque, Victor Cousin prônait la subordination de la vérité philosophique à l'utilité morale. De nombreux doctrinaires stratégiques, qui ont formé une sorte de culte de l'offensive, ont évité une approche objective des phénomènes de guerre, ont cru à ce point de vue et ont même déformé les faits pour faire passer leurs vues. Mais nous sommes assez éloignés de ces points de vue. Nous ne pensons pas que la théorie stratégique soit le moins du monde responsable de l'impulsion offensive d'une armée. Cette impulsion offensive provient de sources complètement différentes. Clausewitz, qui considérait la défense comme la forme de guerre la plus puissante, n'a pas perverti l'armée allemande.

Nous avons évité de courir après les détails et de donner des règles. L'étude des détails est l'affaire des disciplines liées à la stratégie qui s'attardent sur les détails des caractéristiques de pays particuliers. Les règles ne sont pas appropriées en stratégie. Il est vrai que le proverbe chinois dit que la sagesse a été créée pour les sages et que les lois ont été créées pour les insensés. Cependant, la théorie stratégique a tenté en vain de créer des règles et a essayé de populariser sa pensée sous la forme de règles pour les personnes qui ne sont pas en mesure de se plonger dans l'étude de sujets stratégiques et d'aller au cœur du sujet. La théorie est incapable de prendre une décision ferme et rapide sur n'importe quelle question de stratégie et devrait faire appel à la sagesse de la personne qui prend la décision.

De ce qui précède, le lecteur doit éviter de conclure que l'auteur voit le sommet de la perfection dans son travail. L'auteur aurait pu travailler sur ces sujets pendant des décennies encore. C'est ce qui s'est passé avec Clausewitz, qui n'a jamais réussi à achever son étude de la guerre et n'a fait qu'une édition finale du premier chapitre, mais a néanmoins réussi à écrire un livre qui est encore significatif en partie dans le deuxième siècle de son existence. Ce type d'analyse fondamentale globale est inapproprié pour notre époque. Les idées évoluent à un tel rythme que si l'on devait travailler à rendre un livre plus profond pendant des décennies et des décennies, il serait plus susceptible d'être à la traîne des développements plutôt que de les rattraper. Il nous semble que ce livre répond dans une certaine mesure aux exigences actuelles d'une certaine généralisation stratégique et que, malgré toutes ses imperfections, il peut encore s'avérer utile pour expliquer les caractéristiques contemporaines de la guerre et convenir à des personnes se préparant à des travaux pratiques dans le domaine de la stratégie.

Ce sont les seules considérations qui ont poussé l'auteur à publier ce livre. Bien sûr, tout n'est pas original. En de nombreux endroits, le lecteur rencontrera des idées qu'il connaît grâce aux travaux de Clausewitz, von der Goltz, Blume, Delbrueck, Raguéneau et d'un certain nombre de penseurs militaires et politiques les plus récents. L'auteur pensait qu'il serait inutile de remplir le

livre de références sans fin aux sources primaires des idées qui sont à la base de ce livre et en font partie en tant qu'ensemble logique.

Préface de la Deuxième Édition

En 1923 et 1924, l'auteur a été chargé d'enseigner un cours sur la stratégie. Ce livre est le fruit de ces deux années de travail. L'auteur était confronté à deux tâches. La première, qui était le centre de gravité du livre, était de faire une étude minutieuse des guerres récentes et d'observer la manière dont l'art stratégique a évolué au cours des 65 dernières années et d'étudier les conditions matérielles préalables qui ont déterminé cette évolution. La deuxième tâche était d'inscrire la réalité de notre époque dans un certain cadre théorique et de faire un certain nombre de généralisations qui aideraient à rendre les questions stratégiques pratiques plus profondes et plus significatives.

Dans cette deuxième édition, l'auteur a développé de nombreux points et a développé dans une certaine mesure les bases historiques militaires de ses conclusions. Il a consciencieusement examiné tous les nombreux commentaires critiques qu'il a reçus, soit sous forme de publications, soit dans des lettres écrites par certains militaires et politiciens obscurs. Parce qu'il a été capable de comprendre et de saisir le point de vue des critiques, il s'est servi de ces critiques et est reconnaissant de l'attention qui a été accordée à ce livre. En général, les idées de l'auteur sur l'évolution de la stratégie n'ont pratiquement pas rencontré d'arguments, mais sa terminologie, en particulier sa définition des catégories de victoire par destruction et de victoire par attrition, a rencontré différentes interprétations et contre-définitions.

Dans cette édition, l'auteur a développé et complété sa réflexion antérieure sur des sujets de controverse. Il ne peut pas s'accorder avec d'autres limites entre la victoire par destruction et la victoire par l'usure : la vision critique la plus développée est qu'une guerre est une guerre d'usure si son centre de gravité se trouve sur les fronts économique et politique, tandis qu'une guerre devient une guerre de victoire par destruction si son centre de gravité se trouve sur le front militaire. C'est faux, car il faut chercher la frontière entre une victoire par destruction et une victoire par usure à l'intérieur plutôt qu'à l'extérieur du front militaire. Les concepts de victoire par destruction et de victoire par usure s'appliquent non seulement à la stratégie, mais aussi à la politique, à l'économie et à la boxe, à toute forme de conflit, et doivent être expliqués en termes de dynamique du conflit lui-même.

Plusieurs difficultés ont surgi du fait que nous n'avons pas inventé ces termes. Le professeur Delbrück, qui a développé les concepts qui les sous-tendent, y a vu un outil de recherche historique nécessaire pour donner un sens au passé historique militaire, qui ne peut être compris en un seul échantillon transversal mais nécessite l'application de l'échelle de destruction ou de l'échelle d'usure dans l'évaluation des faits de guerre, selon l'époque. Pour nous, ces phénomènes sont vivants dans le présent et se sont réunis en une seule époque, et nous considérerions qu'il est impossible de construire une théorie de la stratégie sans concepts et termes appropriés. Nous ne sommes pas responsables de l'interprétation de quelqu'un d'autre d'une victoire par destruction et d'une victoire par attrition.

Nous nous considérons liés à la splendide définition de la destruction de Clausewitz, et il serait pitoyable d'essayer de remplacer sa définition vivante et riche de la destruction par un concept édulcoré de demi-destruction ou de destruction attritionnelle, qui ne produit ni corollaires ni inférences, sous prétexte que la destruction sous forme pure est inapplicable aujourd'hui. Nous sommes plus désireux d'aller dans la direction opposée et de pousser à l'extrême le concept de destruction, ce qui ne serait guère réalisé même par une véritable stratégie napoléonienne, mais plutôt son idéalisation. La pensée des théoriciens stratégiques précédents était presque

exclusivement liée à l'idée de destruction maximale, et afin d'adhérer à la logique de la destruction, ils ont énoncé le principe d'une victoire partielle, cherché des tournants, nié l'existence de réserves stratégiques, ignoré la résurrection de la puissance militaire au cours d'une guerre et ainsi de suite. Cela a fait passer la stratégie de destruction pour une stratégie du passé, et en raison du contraste, l'auteur, qui s'est efforcé d'être objectif mais a brusquement rompu avec ses prédécesseurs, comme une sorte d'amoureux de l'usure. À notre avis, cette division en destruction et attrition n'est pas un outil de classification des guerres. Ce sujet a été débattu de différentes manières depuis trois millénaires. Ces concepts abstraits se situent en dehors du domaine de l'évolution. Les couleurs du spectre n'ont pas évolué, mais les couleurs des objets se sont estompées et ont changé. Et il est raisonnable pour nous de laisser certains concepts généraux en dehors du domaine de l'évolution elle-même. Nous ne voyons pas le moindre sens à faire évoluer la guerre par destruction en guerre par usure au lieu de reconnaître que l'évolution a couru de destruction en usure.

INTRODUCTION

LA STRATÉGIE DANS L'ENSEMBLE DES DISCIPLINES MILITAIRES

Classification des disciplines militaires. L'art de la guerre, au sens large, englobe tous les aspects de la profession militaire, y compris : 1) l'étude des armes et autres équipements utilisés dans la guerre et l'étude des fortifications défensives ; 2) l'étude de la géographie militaire et l'évaluation des ressources dont disposent les différents pays pour faire la guerre, l'étude des tendances sociales et l'analyse des théâtres possibles d'opérations militaires ; 3) l'étude de l'administration militaire, qui analyse les aspects de l'organisation des forces armées, de leur administration et de leur logistique, et enfin 4) l'étude de la conduite des opérations militaires.

Jusqu'à l'époque de la grande Révolution française, les sujets techniques militaires inclus dans la première catégorie représentaient le contenu fondamental du concept de l'art de la guerre. L'art de mener des opérations militaires était un domaine que seuls quelques historiens militaires avaient étudié, s'intéressant principalement à des sujets formels et élémentaires tels que les formations, les réformes et les formations de bataille, et était analysé dans les cours de tactique en tant que sujet des exercices militaires quotidiens.

Récemment, les sujets liés à la conduite des opérations militaires sont devenus beaucoup plus complexes et plus profonds. Or, il serait impossible de compter sur le succès d'une guerre contre un ennemi préparé si les commandants n'étaient pas prêts à l'avance à résoudre les problèmes auxquels ils seraient confrontés une fois que les opérations militaires commenceraient. Cet aspect de l'art de la guerre est devenu si vaste et si significatif que nous considérons actuellement la conduite des opérations militaires comme l'art de la guerre au sens étroit du terme.

L'art de mener des opérations militaires ne peut pas être divisé par des frontières claires en sections complètement indépendantes et délimitées. Il s'agit d'un tout unique qui comprend l'attribution de missions aux fronts et aux armées et la conduite d'une petite patrouille de reconnaissance. Cependant, il est très difficile de l'étudier dans son ensemble. Ce genre d'étude risquerait de ne pas accorder à tous les sujets l'attention qu'ils méritent : d'une part, on pourrait aborder les questions fondamentales de la guerre du point de vue des exigences triviales, ou d'autre part, on pourrait aborder l'étude des opérations de petites unités de manière excessivement généralisée et en ignorant des détails très essentiels. Il serait donc tout à fait raisonnable de diviser l'art de conduire des opérations militaires en plusieurs parties individuelles, à condition de ne pas ignorer la relation étroite qui les unit et de ne pas oublier le caractère arbitraire de cette division. Nous devrions procéder à cette division afin d'éviter de fragmenter les questions qui doivent être résolues sur la base de conditions similaires entre les différentes sections. Nous devons mentionner qu'il est tout à fait naturel de diviser l'art de conduire des opérations militaires en l'art de faire la guerre, l'art de conduire une opération et l'art de conduire des opérations de combat. Les exigences de la bataille moderne, de l'opération moderne et de la guerre dans son ensemble constituent trois étapes relativement définies, qui forment la base la plus naturelle pour classer les disciplines militaires.

Tactiques. L'art tactique est plus étroitement lié aux exigences de la bataille que les autres composantes de l'art militaire. Les exigences de la bataille, compte tenu d'un type d'équipement spécifique, de conditions culturelles nationales spécifiques, d'un théâtre d'opérations militaires spécifique et d'une intensité spécifique de la guerre, constituent une certaine entité ; sur la base de la réalité du champ de bataille moderne, la tactique orchestre des opérations techniques spécifiques dans un type de bataille intégrée, et la tactique tente de rationaliser tout l'équipement militaire, d'établir des critères pour l'organisation, l'armement et l'endocinement des troupes, pour les mouvements de troupes et pour le repos, la reconnaissance et la sécurité conformément aux

exigences du combat. La théorie tactique n'est rien de plus que des sujets techniques (c'est-à-dire les techniques de mouvement des troupes, etc.) qui sont examinés ensemble plutôt que séparément du point de vue des conditions de combat modernes qu'ils engendrent dans leur ensemble¹.

Si nous définissons l'essence de la tactique comme l'adaptation de l'équipement aux conditions de combat, nous réduisons considérablement les limites de la tactique par rapport aux définitions précédentes. Les anciennes définitions de la tactique étaient basées sur la notion de bataille décisive, et l'art de mener une telle bataille était classé comme tactique. Mais aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus de batailles décisives : les opérations de combat sont fragmentées dans le temps et dans l'espace en un certain nombre de batailles distinctes qui constituent une opération qui ne peut pas être un sujet d'étude tactique. La tactique doit concentrer son attention uniquement sur une bataille individuelle qui suit le déploiement de troupes se déplaçant sur la même route, et donc la tactique ne peut pas se concentrer sur l'étude de formations organisées plus grandes qu'une division. Néanmoins, il est nécessaire d'étudier les opérations à l'intérieur d'une division, car la division est la plus petite formation organisationnelle dans laquelle les différentes branches des forces armées et du matériel sont pleinement représentées. En étudiant les opérations de petites unités telles que les régiments d'infanterie, nous nous intéressons toujours à la tactique parce que nous ne devons pas oublier qu'une bataille n'est pas un combat unique entre unités d'infanterie, mais l'opération combinée de tous nos hommes et de notre équipement contre tous ceux de l'ennemi.

Art opératif. À son tour, la créativité tactique est régie par l'art opérationnel. Les actions de combat ne sont pas autonomes, elles ne sont que le matériau de base à partir duquel une opération est formée. Ce n'est que dans des cas très rares que l'on peut compter sur la réalisation de l'objectif ultime des actions de combat en une seule bataille. Normalement, ce chemin vers le but ultime est décomposé en une série d'opérations séparées par des pauses plus ou moins longues, qui se déroulent dans différentes zones d'un théâtre et diffèrent considérablement les unes des autres en raison des différences entre les objectifs immédiats que les forces visent temporairement. Nous appelons opération un acte de guerre si les efforts des troupes sont dirigés vers la réalisation d'un certain objectif intermédiaire sur un certain théâtre d'opérations militaires sans aucune interruption. Une opération est un conglomerat d'actions tout à fait différentes : à savoir, l'élaboration du plan de l'opération ; les préparatifs logistiques ; concentrer ses forces sur la position de départ ; la construction de fortifications défensives ; marche ; mener des batailles qui conduisent à l'encercllement ou à la destruction d'une partie des forces hostiles et au retrait forcé d'autres forces hostiles, soit à la suite d'un enveloppement direct, soit à la suite d'une percée préliminaire, et à la capture ou au maintien d'une certaine ligne ou zone géographique. La tactique et l'administration sont la matière de l'art opérationnel, et le succès du développement d'une opération dépend à la fois de la résolution réussie des problèmes tactiques individuels par les forces et de la fourniture de tout le matériel dont elles ont besoin pour mener une opération sans interruption jusqu'à ce que l'objectif final soit atteint. Sur la base de l'objectif d'une opération, l'art opérationnel définit toute une série de missions tactiques et un certain nombre d'exigences logistiques. L'art opérationnel dicte également la ligne de conduite de base d'une opération, en fonction du matériel disponible, du temps qui peut être alloué à la gestion des différentes missions tactiques, des forces qui peuvent être déployées pour la bataille sur un certain front, et enfin de la nature de l'opération elle-même. Nous ne pouvons pas reconnaître la pleine supériorité des conditions objectives du champ de bataille sur notre volonté. Les actions de combat ne sont qu'un aspect de l'ensemble plus vaste représenté par une opération, et de la nature de l'opération prévue. Nivelle en avril 1917 et Ludendorff en mars 1918, qui avaient décidé de faire une percée sur le front occidental afin de mettre en déroute le front

1 Alors que la stratégie poursuit des objectifs, la tactique résout des problèmes. Un but est un objectif relativement majeur dont nous sommes séparés par une certaine distance ; La réalisation d'un objectif exige la solution de plusieurs problèmes ; Les problèmes auxquels nous sommes confrontés grandissent à proximité immédiate de nous et deviennent de nature très urgente. Nous voudrions souligner par là que la stratégie est essentiellement orientée vers l'avenir, tandis que la tactique est pratiquement incommensurable dans le temps : alors que la tactique peut diviser la conduite d'une bataille en certaines phases, ces phases sont très proches les unes des autres et se succèdent très rapidement.

de position de l'ennemi, essayèrent de varier considérablement la tactique de leurs forces en fonction de la nature des opérations prévues.

La stratégie en tant qu'art. Cependant, le succès d'une opération individuelle n'est pas l'objectif ultime poursuivi dans la conduite d'opérations militaires. Les Allemands ont remporté de nombreuses opérations pendant la guerre mondiale, mais ont perdu la dernière, et avec elle toute la guerre. Ludendorff, qui avait accompli des réalisations exceptionnelles dans l'art opérationnel, n'a pas été en mesure de combiner une série de succès opérationnels pour obtenir le moindre avantage lorsque l'Allemagne a conclu la paix, et finalement tous ses succès n'ont pas fait le moindre bien à l'Allemagne.

La stratégie est l'art de combiner les préparatifs de guerre et le regroupement d'opérations en vue d'atteindre l'objectif fixé par la guerre pour les forces armées. La stratégie décide des questions liées à l'emploi des forces armées et de toutes les ressources d'un pays pour atteindre les objectifs ultimes de la guerre. Alors que l'art opérationnel doit prendre en compte les possibilités offertes par l'arrière immédiat (logistique du front), le stratège doit prendre en compte l'ensemble de l'arrière, à la fois le sien et celui de l'ennemi, représenté par l'État avec toutes ses capacités économiques et politiques. Un stratège réussira s'il évalue correctement la nature d'une guerre, qui dépend de différents facteurs économiques, sociaux, géographiques, administratifs et techniques.

La stratégie ne peut pas être indifférente à l'art opérationnel. La nature de la guerre dont s'occupe un stratège ne doit pas être un concept abstrait distinct de l'activité militaire. Le stratège doit subordonner les types réels d'opérations entreprises, leur ampleur et leur intensité, leur déroulement et l'importance relative qui leur est attribuée à sa compréhension de la nature possible de la guerre. Cela oblige le stratège à dicter des politiques de base à l'art opérationnel et, si une opération particulière est extrêmement importante, à concentrer même la direction de l'opération directement entre ses propres mains.

Cependant, à l'instar du tacticien et spécialiste des opérations, un stratège n'est pas totalement indépendant dans son domaine. Tout comme la tactique est une extension de l'art opérationnel et l'art opérationnel est une extension de la stratégie, la stratégie est une extension de la politique. Une partie spéciale de notre étude est consacrée aux relations entre politique et stratégie qui en découlent.

Très souvent, nous rencontrons les termes stratégie navale, stratégie de l'armée de l'air, stratégie de guerre coloniale et ainsi de suite. Cette terminologie est manifestement basée sur un malentendu. Nous ne pouvons parler d'art opérationnel naval que lorsque les forces navales se voient attribuer des objectifs opérationnels distincts, et nous pourrions parler d'art opérationnel de l'armée de l'air, mais avec une couverture encore plus grande. En raison de la relation étroite entre les opérations des forces aériennes, des armées terrestres et des marines, l'art opérationnel de l'armée de l'air ne s'intéresse qu'aux opérations de bombardement distinctes que l'armée de l'air peut entreprendre, mais parce que ces opérations ne sont pas encore importantes en elles-mêmes, mais ne sont qu'une composante, bien que très importante, d'une opération globale. Nous devrions examiner les opérations de bombardement, de reconnaissance et de combat de l'armée de l'air comme une partie seulement de l'art opérationnel global. Il n'est pas du tout nécessaire de parler de stratégie dans ce cas, car il s'agirait clairement d'un abus du terme. De la même manière, il ne pourrait jamais y avoir de stratégie de guerre coloniale, parce que nous ne pouvons parler que des aspects de l'art stratégique dans la guerre d'un État impérialiste contre un ennemi inférieur, techniquement et culturellement arriéré dans un théâtre de guerre colonial.

La stratégie en tant que théorie de l'art. La stratégie en tant qu'art pratique, qui est une composante très importante du leadership militaire, existe depuis la préhistoire, lorsque les sociétés humaines ont commencé à faire la guerre. Mais une théorie de la stratégie a commencé à se développer il y a seulement 150 ans, en même temps que l'économie politique est devenue de nature scientifique. Sur la base de la guerre de Sept Ans, un contemporain d'Adam Smith, l'Anglais Lloyd, qui a reçu la même éducation qu'Adam Smith et qui a servi dans les armées autrichienne, prussienne et russe, a commencé à travailler sur des sujets qui dépassaient de loin le domaine de la tactique militaire ordinaire. Ses travaux inaugurent l'ère moderne du développement de la pensée

militaire, qui a déjà donné lieu à un certain nombre d'études profondes sur la stratégie, mais incomplètes ou partiales. Beaucoup de temps et d'efforts ont été gaspillés sur la question de savoir si la stratégie était une science ou une théorie de l'art. La réponse dépend fortement de l'étendue des exigences de la science qui caractérisent la notion que l'on se fait d'une science. Clausewitz, Willisen et Blume, qui considéraient la stratégie comme un art, sont partis de l'exigence d'exactitude apodictique (indiscutable) que Kant avait faite de la « science proprement dite ». Cependant, les conclusions de la théorie militaire ne sont pas indiscutablement exactes. Mais Kant avait déjà admis la possibilité d'appeler science toute théorie systématique englobant un domaine particulier dont la connaissance est ordonnée sur la base de certains principes fondamentaux. Ces théories étaient censées être des sciences de second ordre. Afin de considérer la stratégie comme une science de second rang, de nombreux auteurs éminents sur la stratégie ont accordé une attention particulière à démontrer la présence de principes stratégiques éternels et inébranlables sur lesquels ils ont construit leurs théories. Mais aujourd'hui, notre vision de la science est devenue beaucoup plus large. Nous sommes enclins à appeler science tout système de connaissance qui facilite notre compréhension de la vie et de l'expérience. La théorie de tout l'art militaire, y compris la stratégie, s'inscrit sans aucun doute dans cette définition large.

La relation entre la théorie et la pratique. Il ne fait aucun doute que la pratique stratégique n'est pas une branche de l'activité scientifique mais un champ d'application d'un art. La théorie stratégique doit consister en une connaissance systématisée qui nous permet de comprendre plus facilement les phénomènes de la guerre.

Mais si les sociétés humaines ont pu mettre en pratique l'art stratégique sans aucune conception de la théorie stratégique et de la science stratégique pendant des millénaires, n'est-ce pas dire que la science stratégique est un lest superflu, artificiel et stérile, fruit des passe-temps intellectuels de notre époque ? Nous ne le pensons pas. Si, en général, l'être détermine la conscience, alors dans plusieurs domaines pratiques complexes, la conscience a été en retard sur des siècles entiers sur les réalisations pratiques. Il y a des règles et des lois de la parole à partir desquelles la science de la grammaire a pris forme, il y a certains rapports économiques à partir desquels la science de l'économie politique a pris forme, une sorte de grammaire économique, et enfin il y a certaines lois de la pensée à partir desquelles sa grammaire, à savoir la logique, a pris forme. Mais ne pouvons-nous pas voir que le discours correct a précédé l'étude de la grammaire, ne pouvons-nous pas voir des politiques économiques dans le passé historique qui correspondaient à certains intérêts économiques bien avant la naissance de l'économie politique, et n'avons-nous pas rencontré de bons penseurs qui n'ont jamais suivi de cours de logique ? Il en va de même pour la guerre : non seulement dans un passé lointain, mais dans les temps très récents de la guerre civile, nous avons pu observer des solutions à des problèmes très difficiles de l'art stratégique qui n'ont aucun rapport avec une étude préliminaire de la théorie de la stratégie. Mais nous n'en concluons pas qu'il est souhaitable de laisser la grammaire en dehors d'un programme d'éducation générale. Nous constatons que tout homme d'Etat responsable devrait au moins avoir une connaissance rudimentaire de l'économie politique. Sans nier le droit des personnes qui n'ont pas étudié la logique de penser par elles-mêmes, nous incluons invariablement la logique dans les programmes éducatifs des personnes qui tentent de faire une critique indépendante des doctrines philosophiques et économiques. La familiarité avec la grammaire, l'économie politique, la logique et la stratégie peut nous protéger de nombreuses erreurs dans le travail dans l'un de ces domaines et nous permettre de saisir rapidement des relations dont la compréhension exigerait autrement beaucoup d'efforts de notre part ou peut-être même serait impossible.

Il serait erroné d'interpréter ces idées comme une comparaison de stratégie avec quelque chose comme une théorie de l'éloquence dont même les orateurs les plus éloquents n'ont pas la moindre idée. La vraie connaissance ne peut pas être neutre : si elle est incapable de changer quoi que ce soit dans notre système d'actions, alors elle est privée de tout contenu. Si, lorsque nous allons à la pratique, nous devons oublier la théorie pour prendre une décision pratique plutôt qu'une décision dans les livres, alors ce type de pensée n'est fécond qu'en vertu de points de vue assimilés par les réflexions et les études théoriques précédentes.

Déjà à l'époque de Napoléon, on voyait que ses maréchaux n'étaient pas suffisamment préparés d'un point de vue théorique, surtout compte tenu de l'ampleur que prenait la guerre en 1813. Les maréchaux de Napoléon, souvent d'origine modeste, n'avaient pas tous reçu une éducation adéquate, mais, en passant d'un champ de bataille à l'autre pendant 20 ans, ils avaient reçu une formation tactique splendide. Ils se sont habilement repérés dans des situations difficiles, ont su réfléchir sous le feu ennemi et ont su organiser les efforts de 20 000 à 30 000 soldats pour atteindre les objectifs fixés par Napoléon. Cependant, de la même manière que la sagesse politique n'est pas étudiée par un bureaucrate travaillant pendant des décennies dans le même département de 9h00 à 5h00, l'art stratégique n'est maîtrisé ni en participant à de nombreuses campagnes, ni en regardant beaucoup d'images de bataille. Lorsque les maréchaux de Napoléon ont dû agir en tant que chefs d'opérations indépendants, à quelques exceptions près, ils semblaient être des personnes errant dans l'obscurité qui n'avaient pas une compréhension claire de leur mission et des moyens possibles de l'accomplir, et ils ont donc agi de manière indécise. Les généraux les mieux éduqués de la coalition combattant Napoléon, qui étaient largement inférieurs aux maréchaux de Napoléon en tactique, leur étaient supérieurs en stratégie. L'un des généraux révolutionnaires les plus talentueux, Clébert, que Napoléon considérait comme le plus naturellement doué, a prédit l'effondrement de nombreuses carrières révolutionnaires en disant : «Il est plus difficile de garder une réputation militaire que de la gagner, et la théorie, qui veut toujours aller de pair avec l'expérience, prendra tôt ou tard sa revanche si on ne lui accorde pas l'attention qui lui convient.»²

Faire la guerre est devenu beaucoup plus compliqué au cours du siècle dernier, et les effets d'une formation théorique insuffisante seront désormais beaucoup plus perceptibles. L'exemple du stratège le plus remarquable de l'ère post-napoléonienne, Moltke, est très instructif. Il a reçu une éducation primaire très avare dans le corps des cadets danois qui lui a à peine donné plus de connaissances qu'un élève de première année n'en reçoit maintenant. Après avoir servi en tant que commandant de compagnie, il n'a plus jamais servi dans les rangs. Sa curiosité, semblait-il, était totalement détournée des questions directement liées à la guerre. Lorsque Moltke a été nommé chef de l'état-major prussien, c'était un officier assez éloigné de la vie militaire mais c'était un véritable érudit, très compétent en géographie, en histoire de la Rome antique, en philosophie et en politique et qui connaissait bien l'évolution culturelle et économique de l'Europe. Même s'il était pratiquement un civil, une fois placé à la tête de l'état-major prussien, il a pu deviner l'esprit d'une nouvelle stratégie. Bien sûr, ce n'est pas Moltke qui a déclenché une révolution dans l'art de la guerre ; sa créativité se limitait à reconnaître les exigences de l'évolution de l'art de la guerre qui s'était développé malgré la volonté des individus et à comprendre les ressources requises à un moment donné. Mais c'est la nouvelle approche de Moltke face aux problèmes stratégiques qui constitua un pas majeur vers les victoires de 1866 et 1870. Si vous étudiez la carrière de Moltke père, vous avez l'idée que sa position en tant qu'observateur de l'armée de côté, qui lui a permis d'approfondir de nombreuses questions et de grandir mentalement, opportunités dont les hommes pratiques surmenés sont souvent privés, était également la raison de sa pensée supérieure une fois qu'il a atteint l'âge de 60 ans. Il est vrai que Moltke était un homme exceptionnel. En 1866, Dragomirov le caractérisait ainsi : « Le général Moltke est un de ces gens forts et exceptionnels pour qui l'étude théorique de la profession militaire a presque complètement remplacé la pratique.»³

Nous avons fait référence à M. I. Dragomirov parce qu'il était loin d'être un partisan particulier de la théorie au détriment de la pratique. La vision de la théorie de Dragomirov est encore plus claire dans sa caractérisation de Benedek, un praticien exceptionnel.

« Son énergie personnelle est indéniable ; C'est un homme indispensable pour amener les hommes au combat dans le but d'accomplir leur mission, mais il est à peine capable de l'énoncer lui-même. Bref, s'il est un tacticien remarquable, Benedek n'est nullement un stratège Il est parti en Bohême involontairement, parce qu'il n'avait aucune idée, comme il le disait, du théâtre de la guerre ou de l'ennemi qu'il aurait à combattre. Cela me fait penser que Benedek n'avait guère reçu

² Revue d'Histoire, vol. 8, no. 1 (1911), p. 197.

³ M. Dragomirov, *Ocherki Austro-Prusskoi voyny v 1866 g.* [Essais sur la guerre austro-prussienne de 1866] Saint-Petersbourg : 1867), p. 67.

de formation théorique pour la préparation militaire, et que sa force résidait dans la formation pratique qu'il avait acquise sur le théâtre italien. Il a probablement fait ses preuves dans cette campagne aussi. Une formation théorique insuffisante explique très probablement son indécision et sa faiblesse dans les combinaisons stratégiques, car en termes de connaissance pratique de ses affaires et de détermination personnelle, il n'avait aucune lacune. »⁴

La stratégie est l'art des chefs militaires. La stratégie est l'art des chefs militaires, principalement l'art de ces personnes appelées à résoudre les problèmes fondamentaux posés par une situation de guerre et à transmettre leurs décisions stratégiques à l'exécution par des artistes opérationnels. La stratégie est l'art de l'ensemble du haut commandement d'une armée, car non seulement les commandants de front et les commandants d'armée, mais aussi les commandants de corps, seraient incapables d'accomplir leurs missions opérationnelles s'ils étaient incapables d'une pensée stratégique claire. Chaque fois qu'un artiste opérationnel devra faire un choix entre deux alternatives, il sera incapable de justifier une méthode opérationnelle particulière s'il reste uniquement dans le domaine de l'art opérationnel, et il devra s'élever à un niveau de pensée stratégique.

Alors que la tactique vit selon les décisions requises par le moment, et que tout travail tactique est extrêmement urgent, la stratégie commence lorsque nous voyons une série d'objectifs successifs, ou étapes, vers la réalisation du but ultime de la guerre. La stratégie doit être tournée vers l'avenir et prendre en compte le très long terme. Le stratège avance par opérations, et ces étapes stratégiques s'étendent sur plusieurs semaines, voire plusieurs mois dans le temps. Le stratège doit faire un compte rendu approfondi de la situation et des changements possibles dans celle-ci afin d'éviter de changer les fondamentaux de ses directives alors qu'une opération commence à peine à se dérouler. Le stratège doit être prévoyant pour que l'art opérationnel et la tactique fonctionnent sans heurts. Avant la guerre mondiale, les Allemands croyaient que, grâce à Clausewitz, qui n'était pas encore compris par les autres armées, ils possédaient le monopole de la prospective stratégique. Mais l'auto-clairvoyance n'est possible qu'avec une vision idéologique large ; Il est facile de désigner un grand nombre de tacticiens qui étaient des personnes mentalement limitées, mais nous ne pouvons pas trouver de stratèges exceptionnels parmi de telles personnes. Chaque dirigeant qui montre le chemin est une sorte de prophète.

L'importance d'un but correctement indiqué et clairement défini pour l'activité des masses humaines est incommensurable. Le chaos des actions non coordonnées, la confusion générale qui résulte de l'incohérence, les intentions qui s'opposent et les objectifs qui s'annulent les uns les autres disparaîtront tous une fois qu'une inclinaison générale sera donnée par le but indiqué par le leader. Les actions deviendront ordonnées et se fondront en petits ruisseaux coulant vers le but et formeront en conséquence un large courant, et les efforts de chacun dans toutes les questions iront automatiquement et naturellement dans la même direction. Indiquer un objectif approprié conduira à un flux fiévreux d'idées et de volonté.

Les politiciens responsables ne doivent pas être familiers avec la stratégie : le haut commandement d'une armée n'est pas le seul à devoir étudier la stratégie. Un stratège qui donne des directives aux échelons qui sont les chefs directs des opérations doit avoir une idée claire des limites qui sont réalisables par l'art opérationnel avec les ressources disponibles et avoir un œil opérationnel et tactique aiguisé afin que ses forces opèrent dans les conditions les plus favorables possibles. De la même manière, un politicien qui fixe un objectif politique pour des opérations militaires doit avoir une idée de ce qui est faisable pour la stratégie, compte tenu des ressources disponibles et de la façon dont la politique peut affecter la situation pour le meilleur ou pour le pire. La stratégie est l'un des outils les plus importants de la politique, et même en temps de paix, les calculs politiques doivent dans une large mesure être basés sur les capacités militaires des nations amies et hostiles. Bismarck n'aurait pas été en mesure de guider la politique prussienne avec autant d'autorité s'il n'avait pas eu une compréhension aussi profonde de la situation sur le théâtre de la guerre.⁵

4 Ibid., p. 86.

Tous les commandants doivent être familiers avec la stratégie Les dirigeants individuels doivent recevoir une formation stratégique sérieuse pour permettre la coopération de grandes masses d'hommes sur des fronts s'étendant sur des centaines de kilomètres. Cette vérité a été quelque peu oubliée pendant la période de position de la guerre mondiale, qui a favorisé l'extrême centralisation du commandement. Dans une guerre de manœuvre, les commandants de corps doivent toujours prendre des décisions cruciales qui donneront à une opération une orientation stratégique ou une autre.

Le 16 août 1870, le III^e corps prussien commandé par le général d'Alvensleben atteint la route Metz-Verdun, et le commandement de l'armée qui dirige le III^e corps avait supposé qu'il atteindrait la route après que l'armée de Bazaine se serait retirée de Metz à Verdun et suivrait sa queue. En réalité, le général d'Alvensleben se trouvait devant le chef de l'armée française plutôt que derrière sa queue et avait bloqué la route. Malgré le fait que pendant la journée, il ne pouvait obtenir que le soutien d'un corps d'armée (le dixième), d'Alvensleben décida d'engager toute l'armée française (qui comprenait cinq corps d'armée) à Mars-la-Tour. Cette décision cruciale, qui aboutit par la suite à la capture de l'armée de Bazaine à Metz, n'aurait pu être prise que sur la base d'une évaluation stratégique de la situation.

Donnons un exemple encore plus convaincant. Dans l'intervalle entre la bataille frontalière et l'opération sur la Marne, un fort détachement dirigé par le capitaine Lepic fut avancé de la division de cavalerie combinée de l'armée de Manoury et se retira progressivement devant les colonnes d'attaque du flanc droit de l'armée allemande de Kluck. À 11 h 30 le 31 août 1914, le capitaine Lepic, qui se trouve au nord-ouest de Compiègne, observe avec surprise que d'importantes colonnes allemandes, au lieu de continuer à avancer vers le sud en direction d'Estre-Saint-Denis, se tournent vers Compiègne. Cette surprise ne s'est apparemment pas reflétée dans la nature de son rapport ni dans son destin : le rapport a été transmis par les voies normales et a été inclus dans les rapports de reconnaissance. D'ailleurs, si l'on attribue une signification stratégique à ce que le capitaine a observé en termes très simples, il devient tout à fait clair que les Allemands avaient évité d'inclure Paris dans leur enveloppement et se précipitaient avec toutes leurs forces vers la brèche Verdun-Paris, exposant leur flanc droit aux attaques de Paris. Cependant, le haut commandement français ne s'est rendu compte de cette vérité qu'après 80 heures, dans la soirée du 2 septembre, mais elle était d'une importance colossale, engendrant toutes les conditions préalables à la victoire sur la Marne. Si le capitaine Lepic et tous les échelons par lesquels son rapport a été transmis avaient été mieux préparés stratégiquement, alors le commandement français aurait peut-être pu commencer à faire des préparatifs systématiques pour une opération sur la Marne deux jours plus tôt, dans la soirée du 1^{er} septembre, car après tout, la perte de dix heures de temps précieux n'est pas toujours sans conséquence. Il suffit de penser à tous les précieux rapports d'aviateurs et de patrouilles dont nous n'avons pas profité pendant la guerre mondiale à cause de la stupidité stratégique de nos commandants et de nos états-majors ! Rappelez-vous la richesse des informations de reconnaissance dont nous disposions lors de l'opération Samsonov, ne serait-ce que sur la concentration du 1^{er} corps allemand, qui n'a été prise en considération ni par l'armée ni par le commandement du front.

Pendant la Guerre Civile, parfois lorsque les moyens de communication étaient inadéquats, et souvent lorsque l'autorité du commandement était inadéquate, les décisions des dirigeants individuels pouvaient jouer un rôle majeur dans la stratégie. Le manque de capacité stratégique a joué un rôle majeur dans l'échec de l'opération de Varsovie en 1920. Les erreurs stratégiques étaient évidentes dans le travail de tous les échelons du commandement. Tout ce que nous avons à faire est de comparer les actions de la 16^e Armée rouge du 15 au 18 août 1920, avec les actions de l'armée allemande de Kluck du 5 au 7 septembre 1914, pour établir l'infériorité stratégique évidente du commandement rouge par rapport aux Allemands. Les actions de Kluck étaient loin d'être parfaites, mais nous pouvons voir deux armées menacées par des attaques de flanc, et l'armée vaste et massive de Kluck a fait un grand pas en arrière, même avec un peu trop de délicatesse, a tourné

5 Par exemple, lors des négociations de paix avec l'Autriche en août 1866, alors qu'il y avait le danger que la France entre en guerre.

toutes ses forces et a repoussé l'attaque française, tandis que notre 16^e armée a regardé passivement une division après l'autre prise par le flanc être détruite par l'ennemi, dont les actions auraient pu être prédites très clairement dès le 13 août 1920.

Nous aurons encore l'occasion de souligner que l'Armée rouge a besoin d'accorder une attention sérieuse aux questions stratégiques plus que toute autre armée. Entre-temps, les armées étrangères ont reconnu la nécessité de diffuser largement les bonnes idées stratégiques parmi leurs hommes. Dès 1805, le vicomte Charles jugea nécessaire de publier un manuel stratégique à l'intention des généraux autrichiens.⁶ Moltke suivit son exemple en 1869. Avant la guerre mondiale, les armées allemande et française disposaient de manuels pour les hauts commandants, et en 1920, les Britanniques ont publié la deuxième partie d'un manuel de campagne dans le même but, et à l'heure actuelle, un travail similaire est en cours dans l'Armée rouge. Il est vrai que ces manuels sont avant tout de nature opérationnelle plutôt que stratégique et que la stratégie, de par sa nature même, résiste à la codification dans les manuels de terrain. Mais la nécessité de déployer des efforts pour élever le niveau de la pensée stratégique est reconnue partout.

L'étude de la stratégie par un petit cercle de commandants, comme l'état-major, conduit à la création d'une « caste stratégique », et lorsque la stratégie est isolée, elle devient de la pédanterie savante, séparée de la pratique, et elle crée un fossé indésirable entre les stratèges et les tacticiens parmi les commandants et détruit la compréhension mutuelle entre les états-majors et les unités de ligne. La stratégie ne doit pas devenir une sorte de latin qui sépare les croyants et les non-croyants !

La stratégie devrait être étudiée au début d'une étude sérieuse sur l'art de la guerre. La nécessité pour tous les commandants d'étudier la stratégie découle du fait qu'elle ne devrait pas être reportée jusqu'au moment où une personne est affectée à un poste important de leadership. La stratégie est une discipline dans laquelle la réussite dépend très peu de la mémorisation des préceptes émis par une école ou de l'assimilation des constructions logiques contenues dans les manuels de stratégie. Une unité de doctrine fondée sur l'unité des orientations stratégiques est illusoire. En stratégie, le centre de gravité réside dans le développement d'un point de vue indépendant, ce qui nécessite principalement un travail minutieux. La familiarisation avec les thèmes stratégiques doit commencer dès le début du service militaire, et il faut étudier le passé historique militaire du point de vue de ces sujets, évaluer les événements militaires que l'on a personnellement vécus et examiner l'évolution actuelle de la profession militaire.⁷ Des efforts significatifs doivent être faits dans l'histoire militaire pour passer de ce qu'on appelle les « essais stratégiques », qui sont des descriptions très larges du cours extérieur des événements, à des critiques vraiment profondes des décisions les plus importantes prises en temps de guerre.

L'objectif d'un cours de stratégie. Le but d'un cours de stratégie n'est pas d'épuiser le champ illimité de cette discipline, mais de jeter les bases d'une pensée indépendante ultérieure, d'indiquer les directions dans lesquelles elle doit être développée et d'engendrer les conditions de coordination des efforts individuels. L'enseignement de la stratégie dans les établissements d'enseignement supérieur militaire est devenu particulièrement important à notre époque de

6 *Strategiia v trudakh voennykh klasstkov* [Stratégie dans les œuvres des classiques militaires] (Moscou : Gosvoenizdat, 1926), vol. 2, pp. 69-84.

7 Les modes viennent de Paris, et c'est pourquoi pratiquement partout, surtout après le succès final de la France, il y a des adhérents du système français d'enseignement supérieur militaire et des programmes de l'Académie militaire parisienne, dans lesquels la stratégie est pratiquement absente. Nous recommandons à tous ceux qui s'y intéressent de se familiariser avec l'ouvrage de Cordonnier, *La méthode dans l'étude de stratégie*, et en particulier *Les études militaires en France* de Raguéneau (1913). Raguéneau considère l'Académie française comme une école élémentaire en raison de sa préparation stratégique insuffisante. En 1910, Foch tenta en vain de la changer en introduisant, sur le modèle russe, une troisième année supplémentaire spécialement consacrée à la stratégie. Raguéneau démontre avec éloquence l'impossibilité de développer une formation stratégique sur la seule base de la formation avancée des officiers. Bonnal (*Méthodes de commandement, d'éducation et d'instruction*) démontre également l'impossibilité d'offrir une formation complètement différente aux commandants de niveau intermédiaire et supérieur. L'étude de la stratégie devrait être la tâche de tous ceux qui envisagent de jouer un rôle critique dans une guerre. Une armée qui tente de surmonter l'inflexibilité qui la caractérise ne devrait pas faire de l'étude de la stratégie l'affaire de quelques penseurs militaires. La réflexion stratégique devrait faire l'objet d'une attention particulière lors des exercices sur le terrain, dans la littérature militaire et dans les rapports des sociétés scientifiques militaires.

transition, où non seulement l'Europe, mais le monde entier devient un paysage entièrement stratégique et où l'art de la guerre passe à bien des égards à de nouvelles méthodes et techniques de guerre et acquiert de nouvelles formes dans une situation de bouleversement social croissant.

Ce livre a été écrit dans un but plutôt modeste, à savoir être une ligne directrice pour un travail indépendant sur la stratégie et pour aider le lecteur à se mettre en route et lui donner plusieurs grandes perspectives afin de permettre à la pensée stratégique de sortir des ruelles et des impasses et de s'engager le plus rapidement possible sur la route principale. Nous avons essayé d'indiquer les points de repère fondamentaux du présent stratégique et nous avons supposé que le lecteur est familier avec l'évolution passée de l'art de la guerre.

Histoire militaire. L'histoire de l'art de la guerre est une introduction tout à fait nécessaire à ce livre, car sans elle, nous risquerions de devenir complètement incompréhensibles. Sans nous attarder d'abord sur les faits historiques militaires les plus importants, nous courons le risque de nous perdre dans les principes théoriques abstraits de l'art stratégique, et les avantages que nous en tirerons seront proportionnels à l'expérience et au bagage historique militaire que nous possédons lorsque nous commencerons à étudier la stratégie.

La critique et l'expérience doivent aller de pair. L'étude de la stratégie est peu utile sans connaissance de l'histoire militaire, mais à son tour, une réflexion consciencieuse sur l'histoire militaire n'est possible que sur la base d'une certaine vision stratégique. Après tout, dans l'histoire militaire, la simple mémorisation des faits est tout au plus capable de nous donner une idée des modèles connus qui existaient à un moment donné dans la conduite des opérations militaires. Et dans l'histoire militaire, le travail indépendant est le plus précieux. Peu importe à quel point il est difficile de faire une évaluation stratégique sérieuse et indépendante d'un moment important de l'histoire militaire qui engloberait la réalité dans son ensemble, c'est plus facile à faire dans le passé historique qu'en temps de guerre, dans les conditions actuelles. Essentiellement, toute la stratégie est essentiellement une contemplation de l'histoire militaire. Et la stratégie, selon Clausewitz, devrait éviter de passer d'une forme de contemplation à la doctrine stricte des règles, des inférences et des conclusions. Les historiens militaires russes ont généralement essayé de développer des inférences et des conclusions d'une profondeur et d'une portée assez limitées après un compte rendu factuel des événements. Un historien clausewitzien, après avoir présenté un fait, se met à le contempler (*Betrachtung*). La différence entre les termes, conclusions, d'une part, et contemplation, d'autre part, reflète des compréhensions différentes des relations entre la théorie et la vie réelle.

Les questions d'histoire militaire sont particulièrement pertinentes pour les personnes impliquées dans l'étude de la stratégie, parce que, par ses méthodes mêmes, la stratégie n'est qu'une contemplation systématique de l'histoire militaire. Le divorce avec l'histoire est tout aussi dangereux pour le stratège que pour le politicien, car compte tenu de la multiplicité des facteurs et de la complexité des relations entre eux, une approche théorique et spéculative qui ne saisit pas toutes les informations nécessaires à une décision correcte peut souvent conduire à des erreurs très grossières. En stratégie, comme en politique, les poules font souvent éclore des canetons et les conséquences peuvent s'avérer tout à fait différentes des causes qui les ont engendrées. Par exemple, tous les auteurs stratégiques d'avant la guerre mondiale pensaient que les chemins de fer étaient un facteur qui accélérerait le développement des opérations militaires, les rendrait décisives dès le début et conduirait à l'utilisation exclusive d'une stratégie de destruction. En pratique, tout le monde ignorait l'effet égalisateur des chemins de fer, qui aident les défenses à retarder l'éloignement d'un attaquant, permettent de boucher les percées sur le front et facilitent l'utilisation de toute la main-d'œuvre de la nation sur le front. En conséquence, des mouvements plus rapides sur les chemins de fer ont entraîné l'apparition d'un front positionnel stationnaire et une stratégie d'usure.

Malheureusement, l'état actuel de l'histoire militaire ne satisfait pas les plus modestes désirs de stratégie. Le développement disproportionné de la première partie de ce livre, à savoir la partie sur les rapports entre politique et stratégie, est dû à la prostration scientifique de notre histoire

militaire.⁸ L'histoire militaire ayant été divisée entre l'histoire de l'art de la guerre et l'histoire des guerres, la vue large est devenue le mérite de la première, tandis que la seconde est devenue plus triviale, ignorant le rôle de la politique et se contentant d'étudier le cours des opérations. Le lien de causalité des conditions militaires n'est recherché qu'en termes de considérations purement militaires, ce qui est sans aucun doute erroné. La valeur pédagogique a été perdue et de nombreuses illusions ont pris racine : la stratégie a souffert de la distorsion de la logique des événements par les historiens militaires et non seulement ne peut pas s'appuyer sur leurs travaux, mais est contrainte de déployer des efforts excessifs pour dissiper les préjugés qu'ils ont semés. Les lecteurs intéressés par la stratégie trouveront plus d'observations stimulantes dans les histoires politiques des guerres passées plutôt que dans les traités militaires, en particulier les soi-disant « essais stratégiques ».

Manœuvres. Mais l'étude de la stratégie doit aussi inclure la contemplation du présent. Toute expérience dans le domaine des relations humaines s'applique au passé, mais la stratégie doit faire un effort global pour prédire l'avenir. Beaucoup de conditions qui déterminaient le cours stratégique des événements dans les guerres passées ont maintenant disparu et ont été remplacées par de nouvelles conditions. Ce n'est que dans de rares cas que nous pouvons mener une expérience afin d'établir leur réalité avant qu'une guerre n'éclate. Par exemple, le général français Laval a démontré expérimentalement la possibilité d'une concentration stratégique allant jusqu'à 15 000 à 20 000 soldats par kilomètre de front à la frontière allemande, ce qui nécessitait le mouvement de toute l'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie de campagne sans routes et en colonnes afin de quitter les routes pour le ravitaillement et la livraison de l'artillerie lourde. Pour l'art opérationnel, les manœuvres à grande échelle peuvent jouer le rôle, sous une forme très imparfaite, d'une expérience. Ils peuvent être utilisés pour étudier le mouvement de grandes unités dotées d'équipements modernes et l'organisation des communications et du commandement sur de vastes fronts, mais il est impossible d'utiliser des manœuvres pour faire un test complet de logistique et de reconnaissance aérienne en raison de l'impossibilité de mettre en place en temps de paix le système logistique complet qui fonctionnerait en temps de guerre. Même les questions opérationnelles très importantes liées aux opérations de combat, telles que les façades, la durée des batailles, les taux de dépenses en munitions et la supériorité numérique sur les secteurs d'attaque, ne peuvent en aucun cas être prises en considération, même au moyen des expériences les plus étendues et les plus coûteuses en temps de paix. Notre opinion sur les manœuvres stratégiques est encore plus basse. Les manœuvres à grande échelle, auxquelles on accordait autrefois une grande importance dans l'entraînement des forces armées, deviennent de plus en plus une sorte de gigantesque parade tactique et une démonstration de la coordination et de la préparation au combat d'une armée.

Jeu de guerre. Si la simulation d'opérations de combat dans les manœuvres est trop éloignée de la réalité de la guerre, nous pourrions essayer de déplacer nos exercices du sol sur une carte. La méthode de résolution de problèmes tactiques sur une carte est la méthode de base utilisée en tactique. Il est également utile pour étudier l'art opérationnel. Cependant, la valeur principale de cette méthode ne réside pas dans l'étude de nouveaux sujets, mais dans la transmission de compétences pratiques d'un enseignant à un étudiant, car les problèmes permettent essentiellement d'étudier l'aspect purement technique de l'art, en laissant les questions fondamentales en arrière-plan. C'est pourquoi la valeur de résoudre des problèmes sur une carte est assez relative, car les techniques stratégiques ne sont pas très compliquées.

Afin de donner plus d'importance aux questions fondamentales, on utilise des jeux de guerre, c'est-à-dire des exercices bilatéraux sur une carte. Dans ce cas, les techniques deviennent

8 Les historiens militaires ne se sont souvent pas éloignés de Napoléon III, qui ne comprenait pas les causes des défaites cuisantes subies par les armées françaises du Second Empire : il n'était pas stupide, mais il était malade, avec une force de volonté et d'esprit réduite. Napoléon III voyageait à l'arrière des armées françaises qui se dirigeaient vers Sedan et observait des soldats qui traînaient, de nombreuses charrettes ralentissaient les colonnes et un certain air de désordre et de mollesse à l'arrière. Aussi, lorsque, le 2 septembre 1870, le roi de Prusse demanda à Napoléon III, fait prisonnier, quelle était, selon lui, la cause de la défaite, il répondit : « un manque de discipline, un manque de coopération, un manque d'ordre, des soldats surchargés, des trains d'officiers trop nombreux » (M. Welschinger, *La guerre de 1870. Causes et responsabilités*, vol. 1, p. 315). Il est difficile de voir la forêt pour les arbres.

moins importantes, et l'ensemble de l'exercice doit être considéré comme le choix d'une certaine quantité de matériel dans des conditions géographiques intéressantes avec des informations organisationnelles et techniques contemporaines pour une discussion finale. La valeur de cette discussion est exclusivement déterminée par la compétence de la direction, et le jeu de guerre est un outil puissant pour faire connaître certaines vues stratégiques et opérationnelles, mais il est douteux en tant que méthode d'analyse d'un problème. Les leaders des jeux de guerre ne jouent leur rôle que lorsque la mission elle-même et les scénarios qu'ils donnent empilent le jeu pour la discussion finale. Les jeux de guerre équitables avec des arbitres impartiaux sont incapables de produire des résultats.

En substance, les exercices sur le terrain et les excursions sur le terrain sont essentiellement les mêmes que les problèmes de carte et les jeux de guerre⁹ et sont simplement transférés à des lieux plus instructifs. Si les excursions sur le terrain sont organisées avec un équipement de communication suffisant, elles sont en mesure de fournir de bonnes pratiques aux officiers d'état-major et de familiariser les participants avec les zones importantes d'un théâtre d'opérations. Mais pour la stratégie, ils ne permettent d'organiser qu'une discussion dont l'importance est proportionnelle à la similitude entre la mission de l'excursion et les hypothèses réelles de notre déploiement opérationnel.

Ainsi, la méthode appliquée en stratégie peut être principalement importante pour populariser certaines idées stratégiques parmi les commandants et clarifier les points de vue existants sur les questions stratégiques brûlantes.

Étudier les classiques. Si l'on a reçu une formation militaire générale adéquate, la contemplation des traités classiques de stratégie est un moyen d'obtenir une compréhension plus profonde de la réalité stratégique moderne. Quelle que soit la force de la pensée de leurs auteurs exceptionnels et quelle que soit la force de l'histoire de la théorie stratégique (seulement un siècle et demi), l'évolution stratégique s'est déroulée à un rythme tel que tous ces traités font maintenant partie de l'histoire et marquent les étapes par lesquelles la pensée humaine est passée. Même Clausewitz, pour qui la durée d'une bataille n'était qu'un instant stratégique et l'étendue d'un front n'était qu'un point stratégique, est sans aucun doute devenu obsolète à bien des égards. Il n'avait aucune connaissance de l'art opérationnel, car pour lui une opération ne présentait ni dimensions spatiales ni temporelles. Par conséquent, l'étude des classiques sera précieuse si nous concentrons notre attention non seulement sur les principes qui sont encore tout à fait pertinents, mais aussi sur les principes qui ne nous satisfont pas totalement, qui sont soit devenus complètement obsolètes, soit devraient faire l'objet de modifications importantes. Si nous mesurons notre expérience des guerres civiles et impérialistes aux principes des plus importants écrivains de stratégie qui ont écrit avant ces guerres, nous serons en mesure de percevoir les nouveaux principes qui caractérisent la stratégie contemporaine.

Nous vous recommandons de vous rapprocher des autorités du passé et d'éviter de mémoriser autant de citations et d'aphorismes que possible, mais avec une attitude critique. Nous ne pourrions obtenir beaucoup des grands penseurs stratégiques qu'après avoir abandonné la fausse modestie et adopté l'apparente impudeur d'un étudiant de la vérité. Nous ne devons pas seulement les lire, nous devons en faire des études critiques sérieuses, qui pourraient probablement être mieux faites au moyen de séminaires ou de discussions en groupe que par des études indépendantes.

De par leur nature même, les décisions stratégiques sont radicales, et les évaluations stratégiques doivent aller au cœur d'un problème, et il n'y a aucun autre endroit où la pensée doit être plus indépendante, cohérente et libre qu'en stratégie où une pensée pédante donnera des résultats plus pitoyables. Et il nous semble que la piété des dogmatiques, qui voient dans l'héritage de Napoléon des Saintes Ecritures stratégiques, l'idéal des bureaucrates stratégiques, est une parodie cruelle de sagesse stratégique.

9 Le jeu de guerre, ou Kriegenspiel, considéré comme un outil d'analyse positive, mérite en effet le sens ironique donné au terme par les écrivains français, qui le mettent toujours entre guillemets.

STRATÉGIE ET POLITIQUE

1. Politique et Économie

L'attaque et la défense à l'échelle historique. L'immobilité et l'état d'équilibre dans un système de groupes humains semblent être une illusion qui n'est partagée que par les pacifistes et les politologues arriérés. Les différents rythmes et tendances dans le développement de la vie économique donnent à certaines nations et à certains États un avantage sur d'autres. Cet avantage peut s'exprimer de manières très différentes, notamment : une expansion de l'activité économique ; l'accumulation de ressources matérielles ; une croissance démographique plus rapide ; de meilleures infrastructures ; la capacité de maintenir des forces militaires plus importantes et mieux équipées ; l'organisation d'une autorité centrale plus forte et d'une plus grande unité nationale ; l'élargissement de la dépendance d'autres États à l'égard d'un État donné ; et l'augmentation du nombre d'adhérents idéologiques ou d'une sorte de citoyen ayant une double allégeance à l'étranger. Cet avantage s'exprime dans un processus d'avancée historique par les factions qui conquièrent progressivement l'avenir, et dans un processus de défense historique par d'autres factions contraintes de défendre leurs positions dans des conditions d'équilibre des forces de plus en plus défavorable. Par exemple, nous pourrions mentionner l'avancée historique des tribus allemandes à l'ouest de l'Elbe du VIII^e au XVII^e siècle, l'avancée de la tribu russe à l'est de la Volga du XVII^e au XIX^e siècle, et l'avancée de la race anglo-saxonne, qui se poursuit toujours, sur toutes les lignes de faible résistance sur le globe. Au XVIII^e siècle, nous avons assisté à une accélération de l'avancée de la bourgeoisie, ce qui a conduit à la grande Révolution française. Au début du XIX^e siècle, une avancée historique des nations s'est développée, qui a pris la nature d'une lutte pour l'établissement d'États-nations intégrés tels que l'Allemagne et l'Italie, tandis qu'un processus similaire chez les Slaves a forcé les Turcs à renoncer progressivement à toutes leurs conquêtes sur le continent européen et a forcé l'Autriche à se mettre sur la défensive historique, qu'elle n'abandonna qu'après sa désintégration en 1918.

Dans le contexte de ce processus politique et économique, différentes factions ont acquis leurs propres intérêts de classe, nationaux, locaux et coloniaux et ont jugé nécessaire de lutter dans le but de les défendre. La classe dirigeante d'un État est encline à considérer ses propres intérêts comme des intérêts d'État et a recours à l'aide de l'appareil d'État pour les défendre.

L'art de la politique. Toute lutte pour des intérêts ne peut devenir suffisamment consciente et cohérente que lorsque ses objectifs ont été clarifiés. Une fois systématisés, ces objectifs forment le programme ou l'idée d'une faction donnée. Ces programmes ne peuvent parfois être reconstruits que par un historien, tandis que parfois ils existent sous forme écrite mais ne sont jamais proclamés ouvertement. Souvent, ils sont proclamés sous une forme intentionnellement déformée afin de permettre d'attirer le plus grand nombre possible de personnes dans une faction.

Les organisations de factions individuelles dans le but de lutter pour un programme particulier sont appelées partis politiques, parce que la politique est l'art d'orienter une lutte dans le but de réaliser le programme d'une certaine faction. Parce que chaque programme est basé sur des intérêts économiques et que l'économie est la base d'un progrès historique en développement, nous pouvons voir la politique comme une « expression concentrée de l'économie ». Seuls les mouvements basés sur des intérêts réels peuvent acquérir une signification majeure. Même un écrivain aussi nationaliste que le général von der Goltz a admis que le patriotisme pur est une poudre mouillée incapable d'enflammer les masses.

Mais la politique est aussi l'art de manipuler des millions de personnes, et en fait, dans une situation d'opposition par d'autres factions, la politique n'aura l'occasion de prendre un chemin direct vers son but que dans des conditions exceptionnellement favorables, et bien souvent la politique doit attendre, battre en retraite et prendre des chemins détournés et entraîner les masses dans le processus. L'art de la politique, qui fonctionne sur la base d'un programme déjà développé,

consiste à indiquer des objectifs immédiats pour un travail spécifique. Toute politique qui ignorerait ces objectifs immédiats et concentrerait toute son attention sur l'idée ultime serait une pitoyable dégénérescence de l'art pratique en sociologie ou en philosophie de l'histoire. La ligne logique imaginaire qui relie les étapes successives que nous essayons d'atteindre et qui est orientée vers l'idéal du programme s'appelle une ligne de conduite politique.

La classe dirigeante d'un État n'est pas seulement tenue de lutter à l'intérieur de l'État pour un programme particulier, c'est-à-dire de mener une politique intérieure déterminée par ses intérêts, mais elle est également tenue de défendre ses intérêts dans ses relations avec d'autres États, c'est-à-dire de mener une politique étrangère. Celle-ci est évidemment déterminée par les intérêts intérieurs de la classe dirigeante et constitue une extension logique de la politique intérieure. Mais cela dépend aussi de l'orientation des politiques des autres États. La domination d'une classe dirigeante n'est forte que lorsqu'elle n'interprète pas ses intérêts de manière trop étroite : l'hégémonie qui guide la politique étrangère ne peut sacrifier les intérêts de l'ensemble historique commun sans provoquer une crise fatale.

La politique, tant étrangère que intérieure, constitue les raisons directrices des décisions historiques.

Violence. Le conflit politique qui imprègne toute l'existence humaine est généralement mené dans le cadre des conditions fixées par les classes dirigeantes, c'est-à-dire dans un cadre légal. Cependant, il y a des moments où une situation se crée dans laquelle ce conflit se transforme en violence.

Si nous discutons de politique étrangère, cela signifie que les normes du droit international ont été violées, et la partie offensée, si elle possède une force suffisante, ne se limite pas toujours à une simple protestation, et le conflit politique prend la forme de la guerre. Si nous discutons de politique intérieure, alors le recours à la violence par une classe ou une nationalité non dirigeante devient une guerre civile. Nous ne parlons pas de la violence de la classe dominante, car elle a lieu à chaque minute de l'existence d'un État et constitue l'essence de son existence.

L'orientation pacifiste de la philosophie du XVIII^e siècle, en raison de son manque de compréhension du processus historique, a conduit à une situation dans laquelle les guerres étaient examinées dans un cadre juridique où elles étaient considérées comme l'attaque injustifiable des forts contre les faibles, et l'idéal du XVIII^e siècle résidait dans le maintien de l'équilibre politique existant.¹⁰

Aujourd'hui, cependant, la paix elle-même est avant tout le résultat de la violence et est maintenue par la violence. Chaque frontière d'État est le résultat d'une guerre, les contours des États sur la carte nous familiarisent avec la pensée stratégique et politique des victoires, et la géographie politique et les traités de paix constituent une leçon de stratégie. Dans tous les coins de l'Europe centrale, il y a des irrédentismes, c'est-à-dire des territoires conquis qui n'ont pas été rendus à leurs propriétaires légitimes et qui contredisent les désirs d'autodétermination des nations.

Au XX^e siècle, même l'hypocrite Société des Nations n'a pas été en mesure de maintenir le point de vue de la préservation de l'équilibre existant et a été contrainte de reconnaître la nécessité d'une évolution : le paragraphe 19 de sa Charte donne à une session plénière de la Société le droit d'inviter les membres du conseil de la Société à examiner les traités qui ne peuvent être appliqués et à examiner les relations internationales qui constituent une menace pour la paix. Il serait erroné d'attribuer les origines de la guerre aux faiblesses des différents gouvernements, qu'il s'agisse de monarchies ou de républiques. Les causes de la guerre résident dans l'inégalité économique, dans les contradictions entre les intérêts des différentes factions, dans toutes les conditions du processus historique et principalement dans la propriété privée des moyens de production. Et les guerres civiles et étrangères sont toujours les coûts inévitables de l'histoire.¹¹

10 Cependant, Montesquieu, dans son *Doukh zakonov* [L'esprit des lois], a également examiné la signification progressive de la violence, qui a fait l'objet du chapitre 4, livre 10, intitulé « O nekotorykh vyvodakh pobezhdennykh harodov » [De plusieurs avantages des nations conquises].

11 L'opinion de Moltke selon laquelle la propriété plutôt que le type de régime politique est la source de la guerre est exposée dans son discours devant le Reichstag en 1890. Voir *Strategia v trudakh voennykh klassikov*, vol. 2, pp. 179-181. Et de l'expérience des millénaires même Montesquieu a conclu que les triomphes des démocraties sont

La guerre est une composante du conflit politique. Ainsi, les guerres étrangères et civiles ne sont pas autonomes, mais ne forment qu'une partie de l'interaction politique continue entre les groupes humains. Pendant une guerre, la vie politique des pays qui la mènent se poursuit plutôt qu'elle ne s'arrête.

La guerre n'est qu'une partie du conflit politique. L'art de la politique consiste à défendre les intérêts d'une certaine faction parmi toutes les autres factions. Il opère dans une atmosphère de choc de nombreuses forces, et bien que l'économie détermine principalement s'ils sont hostiles, coopératifs ou neutres, à différents moments, non seulement l'intensité de l'opposition ou de la coopération peut changer, mais un allié peut devenir un ennemi, et vice versa. En principe, l'art de la guerre n'a reconnu que deux camps aux barricades élevées par la guerre, à savoir le nôtre et l'ennemi. Mais au cours des opérations militaires, il faut prendre sérieusement en considération les intérêts des tierces factions politiques qui n'ont pas encore pris de position définitive de notre côté ou de celui de l'ennemi, et veiller à ce que l'unité soit maintenue dans son camp et à ce que le camp ennemi se désintègre. Il s'agit de tâches purement politiques qui doivent être gérées par la politique et, parce que les chefs des opérations militaires ne sont responsables que d'une partie, même essentielle, de cette solution politique, ils doivent être subordonnés aux exigences politiques.

La guerre n'est pas seulement menée sur un front armé ; elle est également menée sur les fronts de classe et économique. Les opérations sur tous les fronts doivent être coordonnées par la politique. Dans ce processus, bien sûr, il faut tenir compte des caractéristiques des ressources qui doivent être employées sur chaque front et ne pas changer de mode de fonctionnement d'un front à l'autre sans tenir compte de ces caractéristiques. Par exemple, la concentration des efforts est très importante sur le front armé. Pour cette raison, les agitateurs politiques emploient des techniques similaires dans leur travail ; c'est-à-dire que s'ils ont 10 000 tracts de propagande, ils en distribueront 9 000 à l'endroit où ils seront attaqués et les 1 000 autres ailleurs. Mais après tout, les caractéristiques des tracts sur lesquels nous nous concentrons sont très différentes des caractéristiques des obus et des balles. Les tracts de propagande ne font aucune impression sur un ennemi de classe et une très faible impression sur les soldats ennemis qui ne sont pas prêts à répondre à leur appel à intensifier le conflit de classe. Les fruits sont loin d'être proportionnels aux graines que nous semons. Les bons agriculteurs sèment moins de graines que les mauvais.

Il est évident que l'agitation politique ne peut pas être aléatoire, mais qu'elle doit être menée là où les bases ont été posées. Tout agitateur politique qui suivrait les traces des tacticiens plutôt que de déterminer sa propre ligne de moindre résistance commettrait une erreur. Il serait tout aussi erroné d'exiger de la stratégie des actions qui entreraient en conflit avec les caractéristiques des ressources dont elle dispose.

Les stratégies ne devraient pas se plaindre de l'ingérence politique dans la direction des opérations militaires, car la stratégie elle-même est une projection de la politique¹², et il va de soi que les politiques erronées porteront également les mêmes fruits pitoyables en temps de guerre que dans n'importe quel autre domaine, mais il ne faut pas confondre les protestations contre les erreurs

toujours plus coûteux aux vaincus que les triomphes des monarchies, et que le sort de ceux qui sont vaincus par une démocratie est plus dur (*Doukh zakonov*, livre 10, chapitre 7). Les artisans de la Paix de Versailles se sont donné pour mission de confirmer une fois de plus cette vérité.

- 12 Bismarck (*Erinnerungen*, vol. 2, pp. 94-95) défend le droit de la politique à s'immiscer dans la stratégie en ces termes, assez modérés : « Le but du haut commandement est de détruire les forces militaires hostiles, tandis que le but de la guerre est de gagner une paix qui répond aux conditions politiques établies par l'État. L'établissement et la délimitation des objectifs à atteindre par la guerre et la fourniture de conseils au monarque à cet égard au cours de la guerre sont une tâche politique, et les méthodes utilisées pour accomplir cette tâche politique ne peuvent qu'affecter la conduite d'une guerre. Les voies et les moyens de faire la guerre dépendront toujours des résultats plus ou moins grands que l'on essaie d'obtenir, de la question de savoir si nous devons annexer un territoire ou non, et de savoir si nous voulons capturer un certain objectif comme monnaie d'échange, et combien de temps nous avons dont nous disposons. L'absence de direction politique de l'Allemagne au XXe siècle a été en partie caractérisée par l'émancipation de la stratégie allemande vis-à-vis des directives politiques. Le triomphe de la stratégie sur la politique peut s'expliquer en partie par la faiblesse de la bourgeoisie allemande et le triomphe des Junkers sur elle.

politiques avec le refus de reconnaître le droit et l'obligation de la politique de déterminer la direction fondamentale d'une guerre.¹³

À notre avis, l'affirmation selon laquelle la politique est supérieure à la stratégie est de nature universelle. Il ne fait aucun doute que c'est vrai lorsque les créateurs de la politique constituent une jeune classe qui s'avance vers un avenir brillant et dont la santé historique se reflète sous la forme d'une politique saine. Mais cela conduit toujours à des doutes dans des États qui représentent la domination organisée d'une classe obsolète, qui sont sur la défensive historique et dont les régimes sont devenus décadents et ont été contraints de suivre des politiques malsaines et de sacrifier les intérêts de l'ensemble pour maintenir leur domination. Et dans ce cas, une politique malsaine est inévitablement suivie d'une stratégie malsaine. C'est pourquoi les protestations des écrivains militaires de la bourgeoisie, en particulier des écrivains français impressionnés par les effets fatals de la politique pourrie du Second Empire sur la stratégie, sont tout à fait compréhensibles. Il est naturel que la stratégie essaie de s'émanciper de la mauvaise politique, mais la stratégie ne peut exister en vase clos sans politique et est condamnée à payer pour tous les péchés de la politique. Seule la Révolution de Septembre, qui renverse le Second Empire, est capable de sauver la stratégie française de 1870 de la poursuite fatale de la ligne politique du gouvernement du Second Empire.

La lutte pour être économiquement prêt à la guerre. Ce qui précède signifie que toute la vie internationale en temps de paix est un conflit d'intérêts continu entre les États individuels menant une lutte économique continue. Nous nous intéressons à cet aspect de la lutte qui a à l'esprit les intérêts militaires. La stratégie s'intéresse beaucoup aux différentes solutions aux problèmes économiques. La sagesse politique actuelle est la suivante : « Si vous voulez la paix, préparez-vous à la guerre ». Chaque État, afin d'éviter d'être pris au dépourvu, essaie d'établir une certaine correspondance entre son développement économique et les conditions économiques pour mener à bien la guerre en temps de paix. Cela conduit à une situation dans laquelle une économie, au fur et à mesure qu'elle se développe, est constamment adaptée aux tâches auxquelles elle devra faire face une fois qu'une guerre aura commencé. La simple anticipation de la guerre et les préparatifs à celle-ci déforment une économie, modifient l'équilibre entre les composantes individuelles de l'économie et obligent à l'utilisation de méthodes différentes. Cette tendance d'une économie de paix à se

13 Moltke père, Ludendorff et Laval sont les autorités les plus importantes qui ont refusé de reconnaître pleinement le principe établi par Buelow et Clausewitz selon lequel la stratégie est subordonnée à la politique. Une protestation contre la suprématie de la politique imprègne l'article de Moltke « Sur la stratégie » (*Strategiia v trudakh voennykh Massikov*, vol. 2, pp. 176-179). Moltke constate que les considérations principalement militaires sont décisives pour le cours d'une guerre (qu'il a atténuée dans l'édition de 1882) : que la stratégie est indépendante de la politique dans la résolution de ses problèmes. En essayant d'obtenir de meilleurs résultats avec les ressources dont elle dispose, la stratégie est la mieux à même de répondre aux espoirs placés en elle. Hindenburg était du même avis. Ludendorff a fait une protestation similaire dans son livre *Kriegsfuehrung und Politik*, qui n'a pas eu beaucoup de succès. Ludendorff est arrivé à la conclusion que la guerre est une extension de la politique étrangère par d'autres moyens, tandis que toutes les autres politiques devraient être subordonnées à la guerre. Laval, qui a été touché par l'intervention du régime « pourri » du Second Empire à la tête des armées françaises en 1870, a été le plus vif à s'opposer à l'intervention politique dans la stratégie. Dans son introduction à la stratégie positive, Laval a déclaré ce qui suit : Clausewitz, en n'analysant que les chefs militaires monarques, Frédéric le Grand et Napoléon, a confondu les aspects politiques et stratégiques de leur activité. Une guerre doit être examinée isolément comme un duel gigantesque entre deux nations. Les dirigeants devraient se spécialiser dans la politique tandis que les généraux devraient se spécialiser dans la stratégie. La politique n'est liée à la guerre que dans la mesure où elle détermine l'étendue des sacrifices consentis par la nation en temps de paix pour organiser les forces armées. En temps de guerre, la politique continue de fonctionner sans tenir compte des plans militaires. Une fois la guerre déclarée, tout le monde devrait se taire. La stratégie exige le secret et l'unanimité. Les discussions avec les politiciens conduisent à l'anémie et à une perte de volonté et d'énergie. La politique est l'opium de la stratégie et mène à la faiblesse. Tout le pouvoir au chef militaire choisi ! Un politicien qui comprend quoi que ce soit à la profession militaire est une chimère. Il ne faut pas distraire un chef militaire de son activité principale avec la politique. Un général doit répondre à un homme politique qui veut s'immiscer dans ses affaires de la même manière que Pélissier, qui assiégea Sébastopol, répondit au ministre français de la Guerre : « Si vous voulez commander l'armée, prenez ma place. » Nous avons cité les déclarations de Laval parce qu'elles représentent encore les vues de nombreux généraux français et qu'il serait utile d'en prendre connaissance afin d'éclaircir le courant de pensée de nombreux chefs des armées bourgeoises.

rapprocher des formes de guerre est une loi générale et inévitable, mais la distorsion trop énergique de la forme naturelle de développement économique a un effet tout à fait négatif et entrave le succès économique global d'un pays.

Une approche stratégique des phénomènes économiques doit établir un point de vue sur les fondements économiques de la puissance militaire d'un État et produire une évaluation qui permettrait de juger des forces réelles et de la nature d'une guerre future. C'est l'objectif que nous poursuivons tout au long de notre travail.

Commerce extérieur. Les petits États, en raison du manque relatif de diversité des biens qu'ils produisent, sont fortement dépendants des marchés étrangers. Pendant la guerre mondiale, la Roumanie souffrait d'excédents de pétrole et de blé et fut forcée d'obtenir du matériel militaire de la France via Arkhangelsk. La taille des petits pays leur empêche de trouver des zones où l'industrie militaire pourrait fonctionner sans entrave en temps de guerre. Dans la plupart des cas, cela les oblige à éviter les tentatives de se préparer à faire la guerre par eux-mêmes en créant une industrie militaire indépendante et à s'en tenir à des voies plus naturelles de développement économique. C'est pourquoi les économies des petits pays distancent les économies des grandes puissances continentales qui ont déjà fait des progrès majeurs dans le développement des économies de guerre.

Un grand État continental est beaucoup moins dépendant des marchés étrangers car son industrie utilise principalement des matières premières nationales et produit principalement pour le marché intérieur. Cependant, la tendance à la spécialisation dans une entité économique distincte conduit assez souvent à une augmentation des coûts de production parce que de nombreux secteurs industriels doivent être organisés dans des conditions économiques moins favorables qu'en d'autres endroits du globe. Ces secteurs doivent être protégés par des droits de douane et des subventions au fret.

Une politique tarifaire protectrice est souhaitable du point de vue de l'économie de guerre pour tout pays qui serait incapable de garantir la liberté des mers en temps de guerre, car elle prépare l'État à tout blocus à venir. Jusqu'à récemment, seule la Grande-Bretagne a été en mesure de maintenir le principe du libre-échange, mais c'était le résultat de sa domination sur les mers et de la possibilité de maintenir le libre accès à ses ports en temps de guerre. Dans la seconde moitié de la guerre, le blocus sous-marin avait contraint la Grande-Bretagne à passer à une politique temporaire de subventions et de tarifs protecteurs pour l'agriculture (garantissant des prix élevés des céréales aux agriculteurs, achetant 5 000 tracteurs, etc.). Si la situation extrêmement favorable de la Grande-Bretagne en ce qui concerne la liberté des mers avait été perturbée par les succès des sous-marins et de l'armée de l'air, la Grande-Bretagne aurait également été obligée de restructurer radicalement son système économique.

En 1902, l'Allemagne a mis en œuvre une politique de subventions élevées aux céréales. Les fermiers allemands avaient fait valoir que les prix élevés des céréales, en satisfaisant leurs intérêts de classe, amélioreraient également considérablement la capacité économique du pays à faire la guerre. Peut-être que les statistiques¹⁴ qu'ils ont citées n'étaient pas tout à fait objectives,

14 Nous avons tiré ces statistiques de Fuerst Buelow, *Deutsche Politik* (Berlin : 1916), p. 269. Il ne faut pas oublier que l'agriculture allemande s'est développée sur des bases qui n'étaient pas tout à fait saines : alors que le salaire moyen d'un ouvrier industriel non qualifié avait atteint 1 mark pour une journée de 10 heures en 1921, l'agriculture reposait principalement sur des millions de travailleurs saisonniers originaires de Russie, de Pologne et d'Autriche plutôt que sur une main-d'œuvre allemande coûteuse. et parce que la guerre avait été déclarée en été, les Polonais russes pouvaient être détenus et transformés en serfs par les propriétaires terriens pendant toute la guerre, tandis que certains des besoins restants en main-d'œuvre pouvaient être satisfaits par des prisonniers de guerre. Nous devrions mentionner ici une contradiction fondamentale de la politique allemande : la construction d'une grande flotte de cuirassés exprimait le désir de l'Allemagne de rivaliser avec la Grande-Bretagne pour la domination des mers et le libre-échange, tandis que les tarifs sur les céréales marquaient une tendance continentale dans la politique allemande et ses préparatifs de guerre avec la Russie. Ce manque de cohérence dans la politique allemande a facilité l'encerclement politique de l'Allemagne par la Grande-Bretagne et a finalement conduit à la défaite de l'Allemagne. L'Allemagne ne pouvait mener une guerre contre la Grande-Bretagne que si elle avait des céréales russes à sa disposition, tandis que dans une guerre continentale, la présence d'une grande marine, qui effrayait la Grande-Bretagne, ne pouvait être qu'un obstacle. Alexandre le Grand, en prévoyant de conquérir la Perse, n'a pas fragmenté ses ressources en construisant une marine et en organisant une armée terrestre.

mais elles mettent néanmoins en évidence une relation entre les prix des céréales et les rendements. En 12 ans (1895-1907), en raison de la hausse des prix, le nombre de bovins en Allemagne est passé à 3 millions de têtes, le nombre de porcs est passé à 5,3 millions de têtes, la récolte de seigle est passée de 6,6 millions de tonnes à 12,2 millions de tonnes, la récolte de blé est passée de 2,8 millions à 4,65 millions de tonnes, la récolte d'orge est passée de 2,4 millions de tonnes à 2,67 millions de tonnes. La récolte d'avoine est passée de 5,2 millions de tonnes à 9,7 millions de tonnes et la récolte de pommes de terre de 31,7 millions à 54,1 millions de tonnes. Malgré la croissance rapide de la population urbaine, en 1900, l'Allemagne importait 16 % de ses besoins alimentaires totaux, alors qu'en 1906, ce chiffre était tombé à 10 %. Finalement, le blocus a brisé l'Allemagne pendant la guerre mondiale, mais si la politique tarifaire n'avait pas doublé sa production agricole, l'Allemagne aurait été forcée de capituler avant la récolte de 1915.

Le développement de l'industrie. La mobilisation de l'industrie est grandement facilitée par les préparatifs économiques préliminaires.¹⁵ Tout État qui entrera en guerre avec la Grande-Bretagne sera coupé du salpêtre chilien et indien nécessaire à la fabrication de poudre et de toute sorte d'explosifs. C'est la raison de l'énorme importance de la production d'azote à partir de l'air pour tout État menant une politique indépendante.

L'industrie des colorants est également devenue plus importante, car ses équipements et ses produits semi-finis sont tout à fait adaptés à la fabrication d'armes chimiques. Bien sûr, tous les États du monde essaient maintenant de produire des colorants à l'aniline chez eux et suivent plus ou moins l'exemple de la Grande-Bretagne en 1920 (le *Dyestuffs Act*), qui exige une autorisation spéciale pour toute importation de colorant. La guerre engloutit d'énormes quantités de cuivre, c'est pourquoi il ne faut pas examiner la production de cuivre dans les fonderies de cuivre uniquement du point de vue du simple gain ou de la perte économique.

Nous ne nous attarderons pas sur la question tout à fait évidente de l'importance des exportations militaires en temps de paix, qui permet de maintenir en activité de grandes installations industrielles.

Le stockage en temps opportun des matières premières étrangères (si l'on n'a pas les siennes) présente des difficultés majeures en raison de la nécessité d'immobiliser beaucoup de capitaux, ce qui pose des difficultés même aux pays les plus riches. Cependant, on peut parfois éviter les difficultés en subventionnant les importations privées et le stockage de certains matériaux. Par exemple, avant la guerre mondiale, l'Allemagne a mis en place un projet de construction d'énormes élévateurs pour l'importation et le stockage subventionnés de céréales russes en prévision de bons prix à Koenigsberg et à Dantzig. Ce projet aurait pu améliorer quelque peu la situation alimentaire de l'Allemagne pendant la guerre, mais il n'a jamais été réalisé en raison de la résistance des agriculteurs allemands, qui s'inquiétaient de la pression constante sur les prix d'importantes réserves visibles de céréales. À l'avenir, l'idée de ports francs pourrait faire beaucoup pour atténuer les pénuries de produits de base.

Positions économiques à l'étranger. À l'époque de l'impérialisme, les relations capitalistes ont dépassé les frontières des États individuels et le capital a pris des positions loin des frontières de son propre pays. L'activité économique est une caractéristique de la prospérité économique. L'exploitation des colonies, les lignes de bateaux à vapeur entre les ports étrangers, la participation à des entreprises étrangères rentables telles que les chemins de fer, les banques, l'industrie et les plantations, l'organisation de grands magasins de marchandises sur le sol étranger et l'investissement de capitaux dans des emprunts étrangers sont toutes des manifestations typiques de l'impérialisme.

15 Nous ne nous attarderons pas sur la question évidente du renforcement de la préparation économique d'un État à la guerre en relation avec la santé globale de son développement industriel. Le traité de Goulévitch, *Voïna i narodnoe khoziaistvo* [Guerre et économie] (1898), qui compare l'économie russe et les principales économies européennes du point de vue militaire, est plein de mensonges : l'auteur, manifestement possédé par une servilité chauvine, a tenté de prouver la supériorité de la Russie sur l'Allemagne en démontrant soi-disant la plus grande adaptabilité de l'agriculture paysanne au temps de guerre par opposition à l'agriculture commerciale. Gulevitch a emprunté cette idée ridicule à l'ouvrage en cinq volumes d'I. S. Bliukh (J. S. Bloch), *Budushchaia voïna* [La guerre future].

L'activité économique aide un État à étendre considérablement son influence politique en temps de paix et même à faire des États économiquement faibles ses vassaux (par exemple, la Grande-Bretagne et le Portugal). Mais les positions économiques étendues à l'étranger ont leur revers, car elles ne peuvent pas être défendues par la force militaire et sapent la préparation économique d'un État à la guerre.

La répartition géographique de l'industrie. Essentiellement, nous sommes maintenant confrontés à la même question que celle à laquelle nous serions confrontés si nous devions passer du concept juridique d'une frontière entre deux pays à la notion militaire d'une ligne qui protège de manière plus ou moins fiable le territoire situé derrière lui avec les forces armées disponibles dans le pays et sa distance par rapport à l'ennemi le protège des bombardements et autres attaques hostiles.

Il est important d'essayer de localiser toute l'industrie militaire et de développer les centres industriels dans des zones bien protégées par leur situation géographique et qui sont aussi proches que possible des sources de carburant et de matières premières. Les zones frontalières menacées avec de fortes concentrations industrielles rendent les manœuvres extrêmement difficiles, nécessitent l'allocation de forces importantes et de fortifications permanentes coûteuses pour les défendre, et malgré cela, elles tombent souvent entre les mains de l'ennemi. La concentration de l'industrie française, en particulier de l'industrie métallurgique, dans le nord de la France, a eu un effet extrêmement défavorable sur la conduite française de la guerre. Heureusement pour la France, ses usines de guerre les plus importantes, à savoir les usines Schneider, étaient situées au centre du pays (Le Creusot) en dehors de la zone occupée par les Allemands, et le grand appétit pour l'acier était satisfait par les importations en provenance des États-Unis. Peut-être était-ce la présence du bassin houiller de la Sarre qui incita les Allemands à rejeter le plan raisonnable de Moltke père de se limiter à une défense contre la France en combattant sur deux fronts.

Concentrer toute une industrie à un moment donné est tout aussi dangereux.

Toute l'industrie aéronautique française, toute l'industrie optique, tous les ateliers de mécanique de précision et pratiquement les trois quarts de l'industrie automobile étaient concentrés à Paris. Une certaine dispersion aurait amélioré les capacités défensives de la France. La menace posée à la région industrielle de Silésie par les Russes au début de novembre 1914 obligea Ludendorff à commencer l'opération de Lodz deux semaines plus tôt, avant l'arrivée de renforts majeurs du front occidental, ce qui sauvera peut-être deux ou trois armées russes d'un désastre total. La concentration de l'industrie dans les provinces occidentales (Lodz, Varsovie, Bialystok, Szawli, Riga) présentait le même inconvénient pour la Russie tsariste : certaines usines devaient être livrées à l'ennemi ; certaines ont été évacuées à temps, mais cela a immobilisé des wagons de marchandises à un moment où ils étaient particulièrement importants à des fins militaires. Le fait qu'avant la guerre, Pétrograd était approvisionnée en charbon de Grande-Bretagne, tandis que les provinces occidentales étaient approvisionnées en charbon des mines de Dombrowo, situées à la frontière de la Silésie et perdues dès le premier jour de la guerre, était également très désavantageux. Les gisements de charbon de Donetsk n'étaient pas préparés à faire face à cette situation, ce qui a également imposé des charges supplémentaires au transport.

Aujourd'hui, l'industrie de Leningrad a soulevé certains doutes. Le gouvernement tsariste a décidé d'entasser de nombreuses usines à Leningrad. En 1925, Leningrad comptait 11,6 % de toute l'industrie soviétique, dont 56 % de l'industrie du caoutchouc, 48 % de l'industrie électrique et plus de 13 % de l'industrie métallurgique, qui est si importante pour la construction de moteurs, de machines-outils et d'équipements.

Leningrad est aujourd'hui le même genre de ville frontalière que Nancy était dans la France d'avant-guerre. L'emplacement de cette ancienne capitale de la Lorraine a grandement entravé la liberté d'action des armées françaises en août et septembre 1914. Les inconvénients de l'emplacement stratégique de Leningrad sont encore plus grands par son éloignement des sources de carburant, de céréales et de matières premières. En temps de paix, cette distance ne se reflète que dans les coûts plus élevés des produits de Leningrad, qui sont partiellement compensés par son bon équipement d'usine, ses traditions industrielles, ses ouvriers qualifiés et ses logements. Mais en

temps de guerre, nous n'aurions pas seulement à faire face aux frais généraux, nous devrions également faire face à la perturbation des transports par des livraisons longue distance de matières premières, de carburant et de nourriture, ce qui causerait des complications très indésirables dans l'économie de guerre.

Les changements radicaux dans les politiques économiques entraînent des conséquences graves et douloureuses. Mais une politique économique sage et menée de manière cohérente pendant un certain nombre de décennies pourrait déplacer progressivement le centre de gravité de l'industrie vers des zones mieux situées en termes de conditions économiques de guerre. Cependant, une extrême prudence dans la modification du cours naturel du développement économique n'équivaut pas à lui donner la possibilité de croître par étapes. Une politique de fixation des prix et des taux de fret, d'attribution des commandes et du crédit et de construction de nouvelles voies de communication, de logements et d'usines devrait conduire progressivement mais sûrement à l'objectif susmentionné.

Le pétrole de Bakou et de Grozny pourrait être raffiné localement, ce qui répondrait pleinement aux exigences stratégiques, mais sur le plan économique, il semblerait avantageux d'expédier une grande quantité de ce pétrole vers les ports de la mer Noire par oléoduc et de l'y raffiner. Cependant, la production de produits militairement vitaux tels que l'essence, les produits semi-finis pour les explosifs, etc., serait menacée par des forces navales hostiles. De toute évidence, la question des sites les plus appropriés pour les raffineries de pétrole ne peut être résolue qu'au moyen d'une comptabilité minutieuse des avantages et des inconvénients économiques et militaires.

De la même manière, la construction de sources d'énergie électrique puissantes, telles que le Dneprostroi et le Svirstroi, qui seront à l'avenir utilisées pour industrialiser des régions entières, nécessitera également une analyse stratégique compétente ainsi qu'une analyse technique et économique.

2. Le but politique de la guerre

Buts de guerre économiques. La guerre mondiale a été une collision vaste et complexe d'intérêts économiques. Alors que le prétexte direct en était fourni par la collision de l'Autriche-Hongrie et de la Serbie, dans laquelle les motifs économiques n'étaient pas aussi clairs, la nature et l'ampleur de la guerre étaient étroitement liées au fait qu'au cours des 25 années précédant la guerre, l'Allemagne avait augmenté ses exportations de 228 % et rattrapait ainsi la Grande-Bretagne, qui n'avait réussi à augmenter ses exportations que de 87 %. La guerre a des causes économiques, elle est menée sur une certaine base économique, c'est un processus économique fiévreux qui se transforme parfois en révolution économique et qui aboutit à certains résultats économiques. « La victoire militaire de l'Entente doit être complétée par une victoire économique, sinon elle ne sera bientôt qu'un souvenir glorieux mais vain », proclamait l'un des bulletins de l'état-major français.

Nous devons reconnaître la légitimité des objectifs économiques même dans une guerre impliquant une puissance représentant les intérêts du mouvement ouvrier international contre le monde bourgeois. La nécessité de poursuivre des objectifs économiques négatifs dans un conflit ne pourrait être niée que par des Tolstoïens. Mais cela ne suffit pas. En fait, toute phase du conflit pour la révolution mondiale qui n'implique pas la réalisation de certains objectifs économiques accompagnés de l'expansion de la base économique du camp opposé à la bourgeoisie et affaiblissant la position économique du capitalisme ne peut pas être considérée comme un succès majeur.

La guerre n'est pas seulement une arène pour les forces armées. Les objectifs économiques d'une guerre sont atteints en même temps que les forces armées se battent pour leurs objectifs militaires et en conjonction avec des combats acharnés sur le front politique. Si l'ennemi offre une

résistance acharnée, la victoire exigera des efforts sur les trois fronts pour détruire les conditions matérielles mêmes qui lui permettent de résister.

L'objectif politique d'une guerre¹⁶, qui guide la lutte sur les fronts armé, de classe (et dans les pays économiquement arriérés, national) et économique, est déterminé sur la base des intérêts affectés par la guerre, de la résistance anticipée de l'ennemi, de la participation de forces non armées au conflit et de la conception que l'on se fait de la nature de la guerre à venir et des capacités militaires.

Formulation du but politique. Le premier devoir de l'art politique en ce qui concerne la stratégie est de formuler le but politique d'une guerre. Tout objectif doit être strictement coordonné avec les ressources disponibles pour l'atteindre. L'objectif politique doit être adapté à ses capacités de guerre.

Pour répondre à cette exigence, un politicien doit avoir une conception correcte des relations entre les forces amies et hostiles, ce qui exige un jugement extrêmement mûr et profond ; une connaissance de l'histoire, de la politique et des statistiques des deux États hostiles ; et une certaine compétence dans les questions militaires de base.¹⁷ La déclaration finale de l'objectif serait faite par le politicien après un échange de vues approprié avec les stratèges, et elle devrait aider plutôt qu'entraver les décisions stratégiques.

La base politique. Dans une guerre civile, l'objectif politique du camp qui commence une rébellion impliquera la création d'une base politique adéquate, c'est-à-dire la prise du pouvoir dans la capitale ou dans un centre provincial particulièrement important. Jules César ne dirigea pas ses premières attaques contre les légions de Pompée en Espagne ; laissant de côté les effectifs du Sénat et Pompée, il franchit le Rubicon et s'empare de Rome avec des forces négligeables. La Gaule, où se trouvaient ses légions et d'où il tirait les ressources nécessaires à la guerre civile, était sa base économique, mais il avait besoin du soutien politique que Rome pouvait lui donner. Après avoir capturé Rome, Jules César agissait déjà en tant que défenseur des intérêts nationaux plutôt que des intérêts des factions. Le Sénat avait perdu sa base politique, parce qu'après avoir fui Rome, il avait déjà perdu son autorité d'État et était devenu une collection privée d'émigrés.

L'offensive et la défensive politique. L'énoncé d'un objectif politique devrait indiquer si la guerre est menée à des fins politiquement offensives ou défensives. Dès le XIV^e siècle, le seigneur féodal de Coucy rapporta au roi de France Charles V que « les Anglais sont les plus faibles chez eux, et il n'y a pas d'endroit plus facile pour les battre que dans leur patrie ». Montesquieu était d'accord avec cela¹⁸ et reconnaissait que les nations impérialistes telles que les Carthaginois, les Romains et les Anglais déployaient toutes leurs forces dans des entreprises offensives, où leurs forces sont unifiées par l'autorité martiale et la discipline, tandis qu'à l'intérieur ces forces sont divisées par des intérêts politiques et sociaux. Napoléon partageait ces illusions et affirmait que le monde serait parfois très étonné après avoir découvert à quel point l'Angleterre pouvait être facilement vaincue par une armée débarquant sur ses côtes. C'est là que beaucoup de gens ont compris la grâce salvatrice de l'offensive politique, qui couvrirait ses propres différends internes et permettrait de traiter avec des partis politiques individuels plutôt qu'avec un État hostile dans son ensemble. Pour nous, cette vision de la guerre comme un moule dans lequel s'inscrit une offensive politique semble fondamentalement incorrecte. On ne saurait surestimer l'effet purement extérieur de l'arrêt des grèves et des attaques de l'opposition et l'apparente unanimité qui s'établit dès le début d'une guerre. La guerre n'est pas un médicament pour guérir les maladies internes d'un État ;

16 Nous devons clairement faire la distinction entre les causes d'une guerre et ses objectifs politiques. Les causes découlent d'un processus politique et économique en cours, tandis que l'objectif politique constitue la base des directives de l'autorité suprême concernant la conduite de la guerre, et peut être modifié en fonction du cours des événements militaires. Tant qu'il gouverne les préparatifs de guerre, l'objectif politique doit à son tour être approprié au niveau atteint par cette préparation sur les fronts armés, de classe et économique à un moment donné.

17 Buelow accordait une telle importance à la compétence militaire qu'il exigeait que les diplomates soient avant tout des soldats. C'est faux, car les connaissances militaires ne devraient constituer qu'une partie du bagage mental exigé d'un politicien. La familiarité avec les fractions de classe de son propre camp et du côté ennemi poussée à une profondeur exhaustive et la familiarité avec les tendances de classe, tendances qui ne se manifestent pleinement que dans une crise, constituent la spécialité obligatoire de l'homme politique.

18 Montesquieu, *L'esprit des lois*, livre 2, chapitre 8.

il s'agit plutôt d'un test très sérieux de la santé de la politique intérieure. Seule la domination ferme de certaines classes à l'intérieur d'un pays permet de mener des offensives politiques et stratégiques prolongées. Coucy, Montesquieu et Napoléon se trompent tous sur la résistance que rencontrerait un débarquement sur les côtes anglaises. Une offensive politique découle d'une offensive historique, elle est la conséquence d'un processus politique et économique complexe et ne peut pas être simplement considérée comme une technique plus avancée de conflit politique. La faiblesse interne d'un État se manifeste plus rapidement dans une offensive que dans une défensive. La tragédie de la conduite de la guerre par les Allemands de 1914 à 1918 réside dans le fait que, dans ces conditions, l'Allemagne n'aurait pu gagner cette guerre que comme une guerre politiquement défensive. D'ailleurs, les Allemands ne s'en rendirent compte qu'en août 1918, après que toutes leurs forces eurent été épuisées et qu'ils furent confrontés à la capitulation. La stratégie allemande avait dépassé les limites de la défense politique lorsqu'elle viola la neutralité belge en août 1914 ; lorsqu'ils ont pénétré trop profondément en Russie en 1915 (les rêves de Ludendorff de capturer les États baltes) ; lorsqu'ils ont déclaré un blocus sous-marin de la Grande-Bretagne au début de 1917 (entraînant les États-Unis dans la guerre) ; lorsqu'ils adoptent une position insuffisamment conciliante à l'égard de la Révolution russe (l'offensive de l'été 1917, le traité de Brest-Litovsk) ; lorsque leur entêtement rendait difficile la négociation ; et lorsqu'ils se tournèrent vers une stratégie de victoire totale en mars-juillet 1918.¹⁹ Parce qu'ils étaient inappropriés pour une défensive politique, les succès partiels de Ludendorff n'étaient qu'un pas vers la défaite finale. En ce qui concerne l'avantage que les Allemands ont tiré de la guerre en occupant de nouveaux territoires et en éloignant l'action de la patrie allemande, nous devons considérer cela avec beaucoup de scepticisme. Il y a longtemps, Rousseau observait : « J'ai brisé les Romains, écrivait Hannibal, envoyez-moi des hommes ; J'ai extrait un tribut dans toute l'Italie.... Envoie-moi de l'argent. C'est ce que signifient tous les Te Deum, les feux d'artifice et les délices de la nation lorsque ses dirigeants triomphent. »²⁰

Le développement de l'idée de l'offensive politique. La mission d'une offensive politique doit être décrite de la manière la plus détaillée possible dans l'objectif politique. Un stratège doit savoir s'il va devoir déraciner un régime hostile et verser la dernière goutte de sang ennemi (saigner à blanc, selon l'expression de Bismarck) ou si un compromis est possible.

L'énoncé d'un objectif politique offensif devrait aider le stratège confronté à une opération contre un grand État ou une grande coalition de petits États. Si un ennemi de ce genre reste unifié, il est pratiquement impossible de le vaincre de manière écrasante. Mais si l'on y regarde de très près, on peut toujours trouver chez l'ennemi des points faibles politiques qui facilitent son triomphe. Il s'agit parfois de frontières politiques : une attaque sur la frontière politique entre les armées savoyarde et autrichienne inaugure la brillante carrière de Bonaparte en 1796. Napoléon Ier, Napoléon III et Foch avaient tous prévu d'attaquer la frontière entre le sud et le nord de l'Allemagne, qui s'était développée dans des conditions historiques, politiques et économiques différentes.

Cet objectif politique, à savoir la division d'un État hostile en fragments politiques individuels, implique une étude de la situation politique intérieure.²¹ D'autre part, l'objectif politique implique parfois l'encerclement politique de l'ennemi, auquel les efforts du gouvernement britannique menaient manifestement à l'égard de l'Allemagne après la guerre russo-japonaise.

Si l'ennemi constitue une entité étatique unifiée, comme la France, sa capitale est d'une importance majeure en tant que base politique où se concentre toute la vie politique et les factions

19 « Vous aurez bien d'autres raisons de compter sur la victoire si, dans cette guerre, vous n'essayez pas d'obtenir de nouvelles acquisitions et ne vous créez pas volontairement d'autres dangers... Vos propres erreurs sont plus terrifiantes que les plans de votre ennemi. *Fukidide* [Thucydide], vol. 1, p. 144.

20 Jean Jacques Rousseau, *Politique* (1790), partie 1, p. 404.

21 La vieille formule de l'impérialisme politique, à savoir diviser pour régner, est au cœur des manœuvres politiques et, à notre époque, a commencé à converger avec le concept de position stratégique intérieure. Les opérations sur les lignes intérieures seront désormais principalement employées sur deux fronts. Le front armé mettra en place un écran contre une faction et en attaquera une autre. Pour réussir, nous devons coordonner les opérations et la politique. Pendant la guerre mondiale, l'Allemagne était dans une position politique intérieure vis-à-vis de la Russie et de la France, mais les Allemands n'ont pas réussi à coordonner leurs opérations militaires et politiques.

politiques conflictuelles. Paris est un tel endroit. Toute la volonté politique de l'État français est concentrée à Paris. Et Paris a toujours été l'objectif des invasions de la France, parce que la prise de Paris a émasculé la classe dirigeante et ouvert un espace pour les forces qui opéraient contre elle. Le pouvoir sur Paris a permis de conclure une paix avec une France rendue incapable de résister davantage. Une période d'intensification des conflits politiques renforce considérablement l'importance politique et donc militaire d'une capitale.

Victoire par destruction et attrition. Nous donnerons ensuite une caractérisation détaillée de ces catégories d'opérations militaires dans notre chapitre sur les formes de conduite des opérations militaires. Mais nous devrions déjà mentionner que ces catégories ne sont pas simplement caractéristiques de la lutte armée ou de notre seule époque. L'attrition et la destruction découlent directement de la dynamique de tout conflit, parce que nous pouvons les observer dans la boîte tout comme nous pouvons le faire dans les conditions très compliquées de la lutte nationale et de classe. La pensée de politiciens éminents a sans aucun doute eu ces catégories à l'esprit. Karl Marx n'avait-il pas à l'esprit la destruction dans son discours du 29 novembre 1847 sur la question polonaise lorsqu'il l'examinait comme faisant partie d'un théâtre de la lutte globale de libération, même si elle était secondaire ?

« Les contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie sont plus développées en Angleterre que dans tout autre pays, c'est pourquoi la victoire du prolétariat anglais sur la bourgeoisie anglaise est d'une importance décisive pour la victoire de tous les opprimés sur leurs oppresseurs. Pour cette raison, la Pologne sera libérée en Angleterre, pas en Pologne.²² Par conséquent, il n'y a aucune raison pour vous, chartistes, d'exprimer vos vœux honorables pour la libération des nations opprimées. Détruisez vos propres ennemis intérieurs, et vous serez alors fier de savoir que dans le processus vous avez vaincu toute l'ancienne société. »

À différentes périodes de la carrière de Lénine, nous pouvons trouver différents types de manœuvres politiques en fonction des exigences de la situation. Au printemps 1920, Lénine prônait une politique d'attrition et, dans sa brochure intitulée *La maladie infantile du gauchisme dans le communisme*, il attaquait les doctrinaires qui insistaient aveuglément sur la destruction politique. Il a caractérisé ce dogmatisme de gauche comme une tentative d'ignorer les objectifs intermédiaires limités et d'atteindre le but ultime d'un seul bond, et comme le désir naïf de transformer leur propre impatience en un argument théorique selon lequel si nous avons le désir de sauter les étapes intermédiaires, cela signifie que l'affaire est dans le sac. Le slogan « En avant, sans compromis, tout droit » est une application aveugle, imitative et non critique d'un type d'expérience à différentes conditions et à une situation différente : à savoir, ils voulaient faire une ascension difficile d'une montagne inexplorée en ayant tout prévu à l'avance, ne jamais zigzaguer, ne jamais faire demi-tour, une fois que vous avez choisi une direction, n'en essayez pas une autre ; C'est tomber amoureux d'une forme particulière, en faire une panacée, ne pas comprendre son unilatéralité, craindre de voir le tournant radical devenu inévitable en raison de conditions objectives et répéter de simples adages d'écolier tels que « trois est plus grand que deux ». C'est la peur infantile de la moindre difficulté à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui et l'incapacité à comprendre les difficultés infiniment plus grandes que nous aurons à surmonter demain ; il s'agit d'une attaque non préparée.

Lénine opposait à la politique du « béliet » de ses adversaires une déclaration claire du but ultime et à des efforts constants pour résoudre des problèmes pratiques limités ; conquérir une industrie, une région après l'autre ; maintenir une flexibilité maximale dans le choix d'un chemin

22 Nous citons l'ouvrage de D. Riazanov, *Ocherki po istorii marksizma* [Essais sur l'histoire du marxisme] (Moscou : 1923), p. 611. Le lecteur verra sans aucun doute la similitude entre la logique de Marx à cet égard et l'affirmation de Schlieffen selon laquelle la Serbie serait vaincue non pas sur la rivière Save, mais sur le front russe, et que la guerre serait gagnée pour l'Autriche non pas à la frontière russe, mais par un succès décisif en France, etc. En 1847, dans *Les Principes du communisme*, Friedrich Engels a répondu par la négative à la question remarquable de savoir si une révolution prolétarienne pouvait se produire dans un seul pays sur la base de la logique de la destruction ; tandis que Lénine, dans sa théorie sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays, a commencé à passer à la logique de l'usure en 1915 et a donné l'intensification des contradictions internes de l'impérialisme comme raison de sa rupture avec la stratégie de la victoire par destruction et de sa reconnaissance de la possibilité de la victoire par attrition.

vers notre destination finale ; compromis, conciliation, zigzags, concessions et éviter les combats dans des conditions défavorables. Lénine parlait de la reconnaissance de l'impossibilité de vaincre la bourgeoisie sans une guerre à mort longue, obstinée et désespérée, une guerre qui exigerait de la retenue, de la discipline, de la fermeté et une volonté inébranlable. L'activité politique n'est pas un trottoir sur la perspective Nevski, les prescriptions générales sont ridicules, nous devons penser par nous-mêmes pour comprendre n'importe quel cas spécifique, et nous devons maîtriser toutes les voies et tous les moyens de lutte que l'ennemi a ou pourrait avoir à sa disposition. Lénine n'a pas seulement prévu la dernière bataille décisive, il a également déplacé le centre de gravité de la politique vers la lutte pour l'équilibre le plus avantageux de toutes les forces de classe et pour occuper une bonne position pour l'attaque finale.

Nous pensons que cette caractérisation²³ est suffisante pour illustrer la signification des questions de la victoire par destruction et de l'attrition dans l'évaluation d'une phase d'une lutte politique. Ces questions constituent une composante essentielle des idées qui guident les dirigeants politiques.

Il serait erroné de comprendre la victoire par destruction et la victoire par l'usure comme des moments qui peuvent exister dans une lutte simultanément, de la manière dont un côté est offensif et l'autre est sur la défensive. Si une frappe destructrice est réalisable et qu'elle est tentée par un camp, le camp adverse est obligé d'organiser ses contre-actions conformément à la logique de destruction. Si la destruction n'est pas possible, alors, même si les deux camps devaient jurer par Napoléon et n'élaborer que des plans de destruction, la lutte tomberait dans l'ornière de l'usure, malgré la masse d'efforts gaspillés en vain. C'était ainsi pendant la guerre mondiale, où tous les états-majors, qui ne pensaient qu'en termes de destruction, ont subi un cruel fiasco.

Mais la lutte armée n'est qu'une partie de la lutte politique globale. La politique et la stratégie doivent être strictement coordonnées. Ce n'était pas le cas en 1920, lorsque Lénine a opéré un virage radical vers une politique d'attrition, tandis que nous, stratèges, continuions à développer les mêmes orientations doctrinaires de gauche que Lénine avait attaquées sur les fronts diplomatique, syndical, du parti et économique.

Ainsi, la tâche de la politique est de définir une guerre future non seulement comme une guerre défensive ou une guerre offensive, mais comme une guerre d'usure ou une guerre de victoire par destruction.

En 1870, Bismarck craignait que d'autres puissances n'interviennent dans la guerre franco-prussienne, et croyant que les conditions politiques favorables dans lesquelles se trouvait la Prusse ne seraient que temporaires, il préconisa une attaque destructrice rapide contre la France par une attaque sur Paris plutôt qu'un blocus.

Les stratèges de la vieille école avaient l'habitude de dire que tout retard dans la guerre se ferait au détriment de l'attaquant. Cela est valable si nous n'avons à l'esprit que la stratégie de destruction et si nous limitons le concept d'offensive au seul front militaire. Cependant, si une offensive signifie la poursuite d'objectifs positifs par opposition à une offensive défensive, qui poursuit des objectifs négatifs, nous pouvons voir la possibilité d'une offensive politique et économique qui prendrait beaucoup de temps pour avoir un effet sur l'ennemi et pour laquelle la prolongation d'une guerre pourrait être bénéfique. Toutes les tentatives des Russes pour infliger un coup destructeur au Daghestan ont été infructueuses, mais une fois que les Russes ont organisé une guerre d'usure systématique et coupé la Tchétchénie, qui fournissait au Daghestan des céréales, Chamil a été vaincu et le Daghestan a été conquis. Pendant la guerre mondiale, l'Entente a poursuivi des objectifs très actifs contre l'Allemagne, essayant de désarmer complètement l'Allemagne au sens militaire et économique, mais a utilisé des méthodes d'usure, et le temps a joué en faveur de l'offensive politique de l'Entente plutôt qu'en faveur de l'Allemagne.

23 Nous n'avons pas cité Lénine directement afin d'éviter d'encombrer notre livre de centaines de citations sur un sujet qui est assez clair. Nous pensons que le sujet des « questions de la victoire par destruction et de la victoire par l'usure dans les œuvres de Lénine » mérite une étude détaillée qui nous permettrait d'obtenir une bien meilleure compréhension de la théorie politique.

Le fait qu'une guerre d'usure puisse conduire à la réalisation des objectifs ultimes les plus décisifs et à l'épuisement physique complet de l'ennemi ne nous permet jamais d'être d'accord avec l'expression « une guerre aux objectifs limités ». En fait, la stratégie d'usure, contrairement à une stratégie de destruction, implique des opérations avec des objectifs limités jusqu'au moment de la crise finale, mais les objectifs de la guerre elle-même peuvent être loin d'être modestes.²⁴

Élaborer son choix de destruction ou d'attrition dans l'énoncé de l'objectif politique est d'une importance capitale pour guider toute activité militaire, mais c'est encore plus important pour le choix correct d'une ligne de conduite politique et l'organisation des préparatifs économiques, car ces derniers peuvent être dirigés de manières complètement opposées selon que nous nous préparons à des développements rapides d'intensité maximale ou à des développements prolongés en opérations successives. Une guerre de destruction peut être menée principalement au moyen de fournitures accumulées en temps de paix, et les achats à l'étranger effectués avant la guerre peuvent être extrêmement appropriés dans ce cas. Un grand État peut fonder une guerre d'usure exclusivement sur le travail de sa propre industrie pendant la guerre : parce qu'une industrie militaire peut se développer exclusivement au moyen d'acquisitions militaires et la laisser inactive en temps de paix tout en faisant des acquisitions à l'étranger est plus un crime qu'une erreur. Les préparatifs en vue d'une guerre d'usure devraient avant tout témoigner d'une préoccupation pour le développement proportionnel global et la santé de l'économie de la nation, car naturellement une économie malade ne sera pas en mesure de résister aux dures épreuves de l'usure.

Bien que l'énoncé d'un objectif politique puisse ne pas sembler si délicat à première vue, il constitue en fait un test très difficile de la pensée d'un politicien. Les erreurs les plus graves sont possibles. Il suffit de se rappeler l'énoncé de Napoléon III d'un objectif offensif pour la guerre franco-prussienne ou les objectifs de destruction formulés par tout l'état-major au début de la guerre mondiale. Le choix entre la destruction et l'attrition est particulièrement difficile. L'écrasante majorité des militaires et des économistes d'avant la guerre mondiale se sont malheureusement trompés lorsqu'ils ont supposé qu'elle durerait environ trois mois et pas plus de douze mois, et seuls Moltke père et Kitchener n'ont pas fait cette erreur. Leur erreur résidait dans leur application de la logique formelle, à savoir qu'une guerre exceptionnellement coûteuse et destructrice devait se terminer rapidement. Cependant, la dialectique historique nous enseigne que si une guerre est destructrice et consomme beaucoup de ressources, alors après un certain temps, un camp sera détruit tandis que l'autre restera debout, et le dernier sac de blé est le moyen de la victoire, et c'est le coût de la guerre et son effet désintégrateur sur les gouvernements qui rendent une guerre d'usure raisonnable. C'était ainsi au début du XVI^e siècle, lorsque les mercenaires et l'artillerie rendaient la guerre beaucoup plus chère, et c'était ainsi dans la seconde moitié du XIX^e siècle, lorsque les armes sont redevenues beaucoup plus compliquées et que le nombre d'hommes impliqués a augmenté rapidement. En pratique, la difficulté de clarifier la nature d'une guerre à venir conduira probablement à un compromis entre une frappe destructrice rapide et une guerre d'usure prolongée dans l'énoncé politique établissant l'objectif politique de la guerre, et les préparatifs de guerre contiendront également un compromis entre les préparatifs d'opérations rapides par une partie de ses forces et la tendance opposée à permettre un conflit prolongé.

24 Nous sommes totalement en désaccord avec la terminologie généralement acceptée de Blume (W. Blume, *Strategic* (1912), pp. 24-27). Blume, qui nie la division en destruction et attrition, classe les guerres, en termes d'intensité, comme des guerres jusqu'au dernier homme (*Vollkrieg*), comme la guerre de Prusse contre Napoléon en 1806 et 1807 ou les guerres des Boers (1900-1903) ; comme des guerres écourtées (*abgekuerzter Vollkrieg*), qui commencent avec la même énergie mais sont interrompues avant que toutes les ressources ne soient épuisées en raison de l'impuissance de la résistance et des souffrances du peuple ; et comme des guerres aux objectifs limités, dans lesquelles les conflits armés ne se développent pas à pleine vitesse. Les guerres aux objectifs limités (que Blume aimerait appeler guerres d'usure) ne sont que des guerres de basse intensité pour des objectifs modestes. De telles guerres étaient typiques du XVIII^e siècle, mais il serait difficile de s'attendre à ce qu'elles se reproduisent au XX^e siècle, alors que des guerres d'usure pourraient facilement avoir lieu. La première guerre de ce type dans l'histoire a été la guerre du Péloponnèse à la fin du Ve siècle av. J.-C., décrite de manière si vivante par Thucydide, tandis que les guerres d'usure plus récentes ont été la guerre de Crimée (1853-1856), la guerre civile américaine, la guerre russo-japonaise et la guerre mondiale.

La nature et la durée d'une guerre sont le résultat des conditions sur les trois fronts de la guerre. Un ennemi souffrant de contradictions de classe majeures pourrait être vaincu en détruisant ses forces armées, mais peut-être que la ligne de moindre résistance passe par la prolongation de la guerre, ce qui provoquerait l'effondrement politique de l'ennemi. Un grand ennemi qui n'est pas caractérisé par des conflits de classes significatifs pourrait difficilement être vaincu par une frappe destructrice sans des préparatifs prolongés en vue d'une guerre d'usure. Lorsqu'un État est mal préparé à une guerre terrestre (la Grande-Bretagne, les États-Unis), son pic d'intensité stratégique ne pourrait évidemment pas coïncider avec les premières semaines de la guerre mais serait plutôt reporté d'un, deux ou trois ans. Les États qui ont des armées faibles en temps de paix mènent de longues guerres. Déplacer le centre de gravité vers la mobilisation de l'industrie militaire conduit à la même situation. La dissemblance militaire de deux adversaires, à savoir les puissances maritimes et terrestres, conduit à des guerres d'usure (Grande-Bretagne et Russie), tandis que la distance entre deux États qui ne peuvent entrer en conflit que sur un théâtre de guerre éloigné séparé par des mers ou l'éloignement des centres les plus importants des États hostiles (Japon et Russie) empêcherait évidemment une guerre de destruction. La parité militaire conduit aussi à renoncer à une frappe destructrice.

Les préparatifs militaires effectués dans le but de maximiser l'intensité stratégique le plus rapidement possible et des frontières terrestres étendues traversées par de bonnes lignes de communication, une supériorité significative en forces et un État hostile dont la structure politique ressemble à un géant aux pieds d'argile sont des conditions qui favorisent une frappe destructrice et permettent de mettre fin à une guerre très rapidement avec des dépenses minimales en vies matérielles et humaines. Dans la mesure où les budgets militaires, malgré leur croissance, ont été à la traîne par rapport à la croissance économique, et que l'intensité stratégique maximale n'est réalisable que six mois après la fin de la mobilisation économique, c'est-à-dire au plus tôt la deuxième année de la guerre, les guerres de l'avenir seront probablement prolongées.

Si la politique d'un État devait éviter d'appeler à toute forme de frappe destructrice, alors les préparatifs économiques, qui sont principalement déterminés par des considérations sur le front économique du conflit, tendraient naturellement vers une guerre d'usure. Mais cette omission serait incorrecte, malgré la forte probabilité d'un conflit prolongé à l'avenir. Peut-être que la préparation d'une économie à une guerre d'usure ne serait pas tout à fait appropriée pour des préparatifs purement militaires et nécessiterait probablement de renoncer à l'opportunité de résoudre le conflit par une seule frappe et de prendre le chemin le plus court vers le but ultime, à l'instar des grands chefs militaires. Les décisions qui ne tiennent pas compte des conditions d'une guerre donnée sont inacceptables. À quoi bon se préparer à une guerre de dix ans si les préparatifs sont si préjudiciables à nos efforts militaires initiaux qu'un ennemi employant des techniques de destruction est en mesure d'atteindre ses objectifs politiques en deux ou trois mois ? Si la politique devait exiger une attaque éclair sur son voisin, alors les décisions économiques appropriées devraient être prises.

Le but politique et le programme de paix. La guerre n'est pas une fin en soi, mais elle est menée dans le but de conclure une paix à certaines conditions. Lorsqu'il détermine l'objectif politique d'une guerre, un politicien doit garder à l'esprit les positions sur les fronts militaire, social et économique dont la capture le placerait dans une position favorable pour mener des pourparlers de paix. Dans les pourparlers de paix, il est extrêmement important d'essayer d'éviter d'obtenir de nouveaux avantages ; on doit agir comme le camp qui a déjà ce dont il a besoin ou qui a un pion précieux qui peut être échangé contre ce dont il a besoin. Si la guerre mondiale s'était terminée sans catastrophe pour l'Allemagne, l'Allemagne aurait pu compter sur l'obtention de tout ou partie de ses colonies en échange de la Belgique occupée par les Allemands.

L'importance pratique du programme d'accomplissements exigé d'une guerre est très grande dans le cas d'une guerre d'usure. Au cours de la guerre mondiale, la Grande-Bretagne a dépensé des centaines de milliers de soldats et de vastes ressources matérielles pour la conquête directe de toutes les colonies allemandes. Cette décision était plus appropriée aux intérêts purement britanniques que si elle avait évité des dépenses de milliards pour des guerres coloniales et dirigé les mêmes ressources vers les théâtres européens en pensant que le sort des colonies serait résolu par la victoire

sur la métropole allemande et que les colonies auraient pu être obtenues sans aucun effort, comme un fruit mûr d'un arbre. Les impérialistes russes, qui rêvaient du Bosphore, n'étaient guère dans le droit chemin lorsqu'ils supposaient que les clés du Bosphore se trouvaient à Berlin, lorsqu'ils étaient satisfaits des promesses de leurs alliés et lorsqu'ils évitaient d'entreprendre des opérations directes contre le Bosphore. À chaque fois, les forces allouées à cette opération étaient jetées dans la cagnotte commune de l'Entente et envoyées sur le front germano-autrichien. On ne pouvait qu'être d'accord avec la logique des actions de la Russie si la guerre se dirigeait vers la destruction. Cependant, dans les conditions réelles de la guerre mondiale, cette logique indiquait simplement que les Russes n'avaient pas une idée suffisamment claire des objectifs qu'ils poursuivaient et qu'ils n'avaient pas la volonté de les poursuivre, ce qui était caractéristique de la position politique dépendante de la Russie dans la guerre mondiale.

Guerre préventive. Les guerres préventives ont joué un rôle majeur dans l'histoire. Les guerres préventives sont des guerres provoquées par un État parce qu'il craint que la force croissante de son voisin ne le menace dans une guerre future qui devrait être menée dans des conditions plus défavorables que celles du présent. Ainsi, une guerre préventive se caractérise par une situation de défense politique et d'attaque stratégique. L'affaiblissement de l'État autrichien mena une guerre préventive contre le Piémont en 1859 afin d'interférer avec l'unification de l'Italie, et en 1911 contre la Serbie afin de surmonter la force de désintégration du mouvement grand-serbe. Après la défaite de la France en 1870, l'état-major prussien propose d'attaquer la France plus d'une fois (au milieu des années 1870 et dans les années 1880) afin d'empêcher la France de se remettre sur pied. En 1905, le comte von Schlieffen insista sur une telle guerre préventive afin de vaincre la France et de profiter de la faiblesse de la Russie, qui était liée par la guerre en Extrême-Orient et le mouvement révolutionnaire. Ainsi, les racines de la guerre ne résident pas seulement dans le renforcement de certaines factions politiques, mais aussi dans l'absence de croissance ou l'affaiblissement d'autres factions. La force croissante du mouvement ouvrier, et en particulier de l'Union des républiques socialistes soviétiques, pouvait facilement amener la bourgeoisie à envisager une guerre préventive.

Les guerres préventives sont particulièrement importantes pour la stratégie de destruction, dont les attaques éclair permettent de changer la situation rapidement avant que d'autres États n'aient la possibilité d'intervenir. En 1756, Frédéric le Grand commença la guerre de Sept Ans en tant que guerre préventive en raison des informations qu'il avait reçues sur la formation d'une grande coalition. Mais en utilisant une stratégie d'usure, il ne put occuper la Saxe et détruire l'armée saxonne. S'il avait pu employer une stratégie de destruction, il aurait été en mesure de porter un coup fatal à son principal ennemi, l'Autriche, avant que la Russie et la France n'interviennent.

La politique détermine le théâtre de guerre le plus important. Les objectifs politiques ne sont pas une sorte de digression abstraite pour le stratège ; ils définissent les principales orientations de la guerre. Tout le monde sait, par exemple, que dans la guerre soviéto-polonaise, le centre de gravité des opérations à l'ouest aurait pu être déplacé de la Biélorussie à l'Ukraine, ou vice versa, en fonction des objectifs politiques. À cet égard, les considérations politiques sont incomparablement plus importantes que les considérations militaro-techniques.

L'énoncé d'un objectif politique précis ne constitue pas seulement une mission pour les forces armées, mais aussi une directive pour les préparatifs politiques d'une guerre, préparatifs qui couvrent de vastes questions de politique intérieure et étrangère.

Le chef militaire intégral. La guerre est menée par les autorités suprêmes d'un État, parce que les décisions qui doivent être prises par les dirigeants d'une guerre sont trop importantes et critiques pour être confiées à un agent du pouvoir exécutif.

Nos notions de leadership ont été perverties par l'utilisation de l'expression « commandant en chef suprême », parce que nous l'associons à une personne à qui les armées actives et la marine sont subordonnées et qui a l'autorité suprême sur un théâtre d'opérations. En fait, ce genre de commandant en chef n'est pas suprême, parce qu'il ne dirige pas la politique étrangère et intérieure ou tout l'arrière des armées actives, parce qu'il n'a pas tout le pouvoir sur l'ensemble de l'État. Un

stratège et un commandant en chef ne sont qu'une partie de la direction d'une guerre, et parfois les décisions sont prises à son insu et parfois complètement contre sa volonté. Donner les pleins pouvoirs à un chef militaire choisi est une formule obsolète qui n'a jamais reflété la réalité. Il n'a jamais été possible de subordonner le ministre de la Guerre et des hautes autorités civiles au général commandant sur un théâtre d'opérations si le général lui-même n'était pas un monarque.

Le leadership sur les fronts politique, économique et militaire doit être intégré. Les préparatifs de guerre sur tous ces fronts doivent être coordonnés. Seul le chef dirigeant de la classe dirigeante, qui personnifie la plus haute compétence politique dans l'État, qui exerce le pouvoir suprême et s'appuie sur les stratèges les plus dignes de confiance professionnellement et politiquement, est à la hauteur de cette tâche. Le collectif de ce chef constitue un chef militaire intégral. Dans les conditions actuelles où le leadership militaire est de plus en plus complexe, il serait difficile d'envisager de combiner les compétences politiques, économiques et stratégiques requises en une seule personne. Par conséquent, même dans les monarchies, le chef militaire intégral est un collectif plutôt que le monarque lui-même.

En 1870, ce chef militaire intégral était un triumvirat composé d'un monarque, l'empereur Guillaume, d'un homme politique, Bismarck, et d'un stratège, Moltke.²⁵ Pendant la guerre mondiale, le Cabinet français a assumé la tâche de décider des questions fondamentales de la guerre, et les commandants en chef ont dû demander leur approbation pour les politiques stratégiques de base. Les questions de soutien aux alliés étaient plus l'affaire des politiciens que des stratèges. En 1919, comme nous pouvons le voir dans l'article de Staline sur le léninisme et le trotskysme, le Comité central du Parti communiste a examiné et résolu des questions telles que l'ampleur et le moment des mouvements de troupes du front de l'Est (l'Oural) au front du Sud, car en substance, la question de savoir dans quelle mesure il était nécessaire de profiter de la victoire sur Koltchak et les possibilités d'attendre un certain temps avant d'arrêter l'offensive de Dénikine sur Kharkov était vitale intérêts politiques et ne pouvait être résolue dans le seul cadre de la stratégie. Le transfert de la responsabilité de résoudre les questions de guerre vitales à la direction de la dictature était tout à fait naturel.

À l'heure actuelle, cette affirmation de la question est généralement acceptée. En URSS, l'armée fait partie du Conseil du travail et de la défense tandis que d'autres États ont des conseils de défense nationale ou des états-majors squelettiques se préparant à leur formation.

Le travail conjoint des politiciens et des militaires. Dupuis, major affecté à l'état-major français, est parvenu à une conclusion audacieuse²⁶ à partir d'une analyse de la manière dont les démocraties organisent la direction d'une guerre : il est bénéfique d'affecter des personnes déléguées par le pouvoir politique à l'état-major militaire afin qu'elles puissent vivre en contact direct avec les officiers et les soldats. C'est ce qu'a fait le gouvernement révolutionnaire jacobin, et il n'avait aucune raison de le regretter. Il est fort probable qu'un grand nombre de désaccords malheureux auraient pu être évités en 1870 et 1871 si les membres civils de la délégation turque avaient passé un peu plus de temps parmi les généraux supérieurs et observé à leurs côtés les derniers troubles de la guerre. Dupuis a constaté que, parce que les talents de Napoléon Ier ne sont rencontrés qu'à une rare exception, la coopération vaut mieux qu'un commandement indivis dans le haut commandement. Les leçons du passé ont montré que si un chef militaire vraiment exceptionnel se présente parmi les généraux, il obtiendra rapidement le vote décisif et deviendra le cœur de l'entreprise.

Cette conclusion, à laquelle est parvenu ce grand théoricien militaire en 1912, a été en général complètement confirmée par le cours des événements de la guerre civile soviétique de 1918-1920. Les autorités ne doivent pas seulement rester proches des masses, elles doivent aussi rester proches des commandants. Le commandement non divisé, qui convient si bien aux échelons inférieurs et intermédiaires du commandement, est maintenant impraticable aux niveaux supérieurs. Les procédures de commandement suivies pendant la guerre civile représentent non seulement la

25 L'article de Sehliefen « Polkovodets » [Le chef militaire], dans *Strategiia v trudakh voennykh klassikov* [Stratégie dans les œuvres des classiques militaires] (Moscou : Vysshei voennyi redaktsionnyi sovet, 1924), vol. 1.

26 Commandant breveté V. Dupuis, *La direction de la guerre. La liberté d'action des généraux en chef* (1912), p. 363.

solution réussie d'un problème particulier, mais contiennent également quelque chose de fondamentalement positif.

Bien sûr, nous ne devrions pas spécifier une forme idéale d'organisation de la direction politique d'une guerre ; nous devons rechercher un compromis optimal spécifique dans chaque cas particulier. L'expérience du passé nous a appris qu'il n'est pas toujours facile de construire une organisation de commandement politiquement et militairement satisfaisante dans une situation révolutionnaire et que nous devons nous contenter de conditions de coopération au moins supportables.

3. Plans de sauvegarde de la sécurité intérieure

Garanties immédiates pour la sécurité intérieure. « La guerre ne peut être menée que par la volonté d'un peuple uni. Par conséquent, le but d'un État qui a pris les armes est d'exercer une pression sur la conscience d'un peuple hostile afin que le peuple oblige son gouvernement à demander la paix²⁷. La guerre moderne, qui s'empare des intérêts de larges masses d'États hostiles, a un effet énergique sur la conscience de certaines classes et s'efforce de provoquer une lutte pour la paix à l'arrière de chaque partie belligérante.

Depuis la Révolution française, les questions de politique intérieure ont joué un rôle important dans les préparatifs de guerre. Ce n'est que dans une mesure limitée que l'État peut compter sur ses forces armées pour maintenir l'ordre et veiller à ce que les impôts soient payés et que les masses populaires remplissent leurs obligations à l'arrière-garde. L'élément de contrainte et la présence d'une certaine force entre les mains des autorités de l'État, l'organisation ferme de la surveillance et l'utilisation de mesures punitives contre les saboteurs, les traîtres et les rebelles restent naturellement pleinement en vigueur en temps de guerre. Les agences nationales devraient avoir leurs propres plans de mobilisation, qui devraient inclure toutes les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre ferme dans le pays à une époque où de grandes masses de personnes sont arrachées au travail à la campagne, se rendent aux points de rassemblement pour rejoindre l'armée et doublent la population des villes pour répondre aux besoins de l'industrie militaire. La crise provoquée par ces mouvements de population est aggravée par la propagande ennemie et est aggravée par les activités des ennemis de la structure sociale existante et les espoirs que certaines factions nationales et de classe peuvent avoir de voir leurs intérêts reconnus à un moment où la classe dirigeante s'évanouit sous le poids de la guerre. Toutes les mesures visant à maintenir l'ordre le long des voies de communication, à rendre compte de tous les éléments douteux, à lutter contre la désertion, à lutter contre le contre-espionnage et la propagande ennemis, à pratiquer la censure, etc., et, si nécessaire, à substituer des forces spéciales d'éléments fiables aux unités militaires envoyées au front²⁸ pour renforcer la milice doivent être soigneusement réfléchies.

Politique intérieure. En même temps que les préparatifs de lutte sur le front intérieur sont faits, le plan de sécurité intérieure doit inclure un vaste programme de propagande politique. Cependant, l'agitation politique ne sera jamais efficace si elle n'est pas basée sur des politiques intérieures saines qui n'isolent pas la classe dirigeante (dans le système soviétique) de la paysannerie, mais ouvrent plutôt la possibilité de relations étroites avec les paysans.

L'importance d'une politique intérieure saine pour faire la guerre a été reconnue dans les temps anciens. Nous voyons un grand penseur dans l'historien Polybe parce que dans son histoire de Rome, il relie la rédaction de la Constitution romaine à une crise militaire très importante subie

27 *Angliiskii polevyy ustav* [Règlements de campagne britanniques], partie 2, chapitre 2, section 2, paragraphe 4.

28 C'est la raison de la formation d'une milice à partir d'éléments catholiques en 1688 : le ministre de la Guerre de Louis XIV, Louvois, anticipe un soulèvement huguenot au moment où la guerre éclate entre la France et l'alliance protestante après la révocation de l'édit de Nantes, et il prend des mesures pour garantir la sécurité intérieure de la France. Voir A. A. Svechin, *Istoriia voennogo iskusstva* [L'histoire de l'art militaire] (Moscou : Vysshei voennyi redaktsionnyi sovet, 1922), vol. 2, p. 41.

par la République romaine, plaçant la Constitution dans le cadre de la deuxième guerre punique et il en discute juste après le chapitre sur Cannes, qui a été un coup militaire très grave subi par les Romains. Mais en fait, n'est-ce pas à la lumière de l'expérience du désastre de Cannes et des actions énergiques d'Hannibal visant à briser l'État romain que la solidité interne de la structure politique romaine devient la plus claire ? Alors que le but de certaines mesures économiques est de créer une entité économique prête au combat dans un État, la tâche de la politique intérieure dans son ensemble est de créer une entité politique qui pourrait résister à des épreuves difficiles sur les fronts de classe et national de la guerre.

L'importance de la politique intérieure est particulièrement évidente dans les moments d'échecs militaires lorsque les opérations militaires s'enfoncent profondément sur notre propre territoire. En cas d'échec majeur, la stratégie devient clairement un dérivé de la politique. C'est pourquoi nous concentrerons également notre attention sur les profondes incursions de Napoléon en Prusse et en Russie.

Le problème paysan en Prusse et en Russie au début du XIX^e siècle. Après la défaite d'Iéna, l'homme politique Stein émancipa la paysannerie junker du servage comme première étape vers la préparation d'une nouvelle guerre entre la Prusse et Napoléon. En fait, si la Prusse avait maintenu le servage, elle aurait été impuissante contre Napoléon, parce que dans une nouvelle guerre, Napoléon aurait pu appeler à étendre les conquêtes de la Révolution française à la Prusse et il aurait été difficile de contraindre les paysans prussiens à sacrifier leur vie pour la préservation du servage.

Des conditions similaires existaient en Russie en 1812. De toutes les guerres menées par l'ancienne Russie, cette guerre « pour la patrie » différait grandement en termes de craintes de la classe dirigeante d'une nouvelle révolte de Pougatchev qui aurait pu éclater si Napoléon avait inclus des slogans révolutionnaires dans son programme de guerre. La noblesse russe en vint à haïr Napoléon parce qu'elle craignait qu'il ne plaise à la paysannerie russe. Cependant, Napoléon vieillissant avait déjà perdu ses talents politiques en 1812 et a laissé passer cette occasion majeure en raison de ses attitudes réactionnaires personnelles et de ses espoirs injustifiés de gérer les tâches de la guerre exclusivement avec ses forces armées.²⁹

L'importance de l'arrière. À l'heure actuelle, l'arrière, aussi bien que la politique intérieure, sont devenues beaucoup plus importantes que par le passé : son influence s'est accrue et les malheurs subis en temps de guerre par ceux qui étaient à l'arrière se sont multipliés. Actuellement, l'arrière est souvent le premier à tomber en panne. Les mauvaises lignes de communication, composées exclusivement de chemins de terre, limitaient autrefois les destructions de la guerre au voisinage immédiat des combats. Aujourd'hui, les chemins de fer livrent toutes les ressources d'un pays au front et ont étendu la zone des prix élevés et de la faim du théâtre de la guerre à l'ensemble du pays. L'aviation, la radio, les télégraphes, la nécessité de fournir en permanence de la main-d'œuvre au front, les conditions pour leur fournir du matériel militaire et les ramener de l'armée active, des conditions qui étaient jusque-là inconnues, ont maintenant rapproché le front de l'arrière. Le succès à la guerre n'est maintenant possible qu'avec un haut niveau de discipline à l'arrière. Actuellement, les armées, comme des sismographes sensibles, réagissent au moindre mouvement économique, social ou politique à l'arrière. Le maintien de la discipline dans une armée, en plus de la conscience professionnelle des soldats, relève principalement de la responsabilité des cadres de l'armée, à savoir de ses commandants. Le maintien de la discipline à l'arrière est de la responsabilité des cadres de la nation, c'est-à-dire des organes de l'autorité civile.

Vera Zassoulitch et la Triple Alliance. Dans l'histoire récente de la Russie, la politique intérieure a eu un effet fatal sur les démonstrations étrangères de la force russe. Le 11 avril 1878, les jurés bourgeois jugeant Vera Zassoulitch pour son attentat contre le maire de Saint-Pétersbourg

29 Il était probablement aussi limité par ses idées sur la façon dont ses alliés, à savoir la Pologne et l'Autriche, réagiraient à un soulèvement paysan russe provoqué par lui. Après 1812, Jomini et d'autres écrivains eurent une discussion animée sur l'effet du refus de Napoléon d'employer des mots d'ordre révolutionnaires en 1812 sur l'issue de la guerre. Voir le traité de Jomini dans *Strategiia v trudakh voennykh klassikov*, vol. 2 ; et *Iz istorii russkogo patriotizma*, 1812 dieu d'Amfiteatrov [De l'histoire du patriotisme russe : 1812].

l'acquittèrent. Cela signifiait que les autorités de la Russie tsariste ne pouvaient même pas compter sur le soutien de la bourgeoisie dans leur lutte contre le mouvement révolutionnaire. Dans ces conditions, il n'était pas nécessaire de mesurer la puissance militaire de l'ancienne Russie par le nombre de baïonnettes dans l'armée. Bismarck, au Congrès de Berlin, fut le premier à prendre en considération ce symptôme de la faiblesse de la Russie, qui devint encore plus frappant si l'on considère que Lord Beaconsfield, qui représentait le camp adverse, était soutenu à cette époque par le chauvinisme aigu de larges secteurs de la population anglaise : c'était l'époque des chauvins ou des « vrais Anglais ». La faiblesse interne de la Russie, comme en témoigne l'acquiescement de Vera Zassoulitch, a été la goutte d'eau qui a fait débordé le vase et qui a contraint Bismarck à éviter un soutien inconditionnel à la Russie et a forcé les Russes à céder face à l'Angleterre sur des questions très vitales. Bismarck, bien qu'il n'ait pas eu une grande estime pour la force de l'Empire austro-hongrois, lui a néanmoins donné des notes plus élevées que le système russe décadent et a préféré passer à une politique basée sur une alliance avec l'Autriche-Hongrie au lieu de la politique traditionnelle d'amitié avec la Russie. La fondation de la Triple Alliance était directement liée à l'attitude de la bourgeoisie russe envers le mouvement révolutionnaire.³⁰

L'aventure de la guerre russo-japonaise. De nombreux auteurs appellent une guerre dans laquelle un stratège ne se soucie pas suffisamment de la sécurité de ses lignes de communication avec la base et met ainsi l'armée en grand risque comme une aventure. Nous considérons une aventure comme une guerre qui n'est pas suffisamment préparée politiquement, qui n'est pas basée sur la conscience des masses et qui est une sorte de blanquisme (au sens simplifié du concept) en politique étrangère. Alors que les vellétés pacifiques d'Alexandre III peuvent s'expliquer de la même manière que celles de Bismarck sur la base d'une évaluation de la situation intérieure de la Russie, Nicolas II n'en était pas suffisamment conscient. La guerre russo-japonaise de 1901-1905 n'était absolument pas préparée au sens politique du terme et n'aurait pu conduire qu'à la source Mirskii de Sviatopolk, puis à la première révolution russe. Les erreurs politiques s'étendaient également à la stratégie. Tsushima était le même genre d'aventure que Sedan, à savoir un dernier effort pour surmonter les difficultés domestiques. Nous sommes probablement trop sévères en condamnant Kouropatkine en tant que stratège parce que nous oublions les bases politiques pourries sur lesquelles il a dû mener la guerre.³¹

Note de Dournovo. Avant la guerre mondiale, le chef bien connu de l'aile droite au Conseil d'État, Dournovo, analysait les fractions de classe de l'ancienne Russie et arrivait à la conclusion tout à fait correcte que des considérations de politique intérieure devaient maintenir la Russie en dehors de la guerre, car la guerre ne pouvait aboutir qu'au triomphe des courants les plus extrêmes et à la révolution menée à sa conclusion logique. Nos préparatifs diplomatiques pour la guerre étaient supérieurs, nos préparatifs financiers et militaires étaient tout à fait adéquats, mais en ce qui concerne la politique intérieure, nous n'étions absolument pas préparés, et la révolution de 1917 elle-même n'était pas une surprise, la surprise était le fait qu'elle était arrivée avec deux ans de retard.

30 Emil Daniels, « Benjamin Disraeli, comte de Beaconsfield », dans *Pr. Jahrbuecher*, vol. 1, p. 194. Les idées citées ci-dessus ne contredisent pas notre conviction que l'économie est à la base des décisions politiques les plus importantes. Cependant, dans ce cas, nous ne considérons pas qu'il soit nécessaire d'aller aux racines économiques de la question pour rechercher les motifs derrière les attitudes de la bourgeoisie russe.

31 De nombreux auteurs appellent une guerre dans laquelle un stratège ne se soucie pas suffisamment de la sécurité de ses lignes de communication avec la base et met ainsi l'armée en grand risque comme une aventure. Nous considérons une aventure comme une guerre qui n'est pas suffisamment préparée politiquement, qui n'est pas basée sur la conscience des masses et qui est une sorte de blanquisme (au sens simplifié du concept) en politique étrangère. Alors que les vellétés pacifiques d'Alexandre III peuvent s'expliquer de la même manière que celles de Bismarck sur la base d'une évaluation de la situation intérieure de la Russie, Nicolas II n'en était pas suffisamment conscient. La guerre russo-japonaise de 1901-1905 n'était absolument pas préparée au sens politique du terme et n'aurait pu conduire qu'à la source Mirskii de Sviatopolk, puis à la première révolution russe. Les erreurs politiques s'étendaient également à la stratégie. Tsushima était le même genre d'aventure que Sedan, à savoir un dernier effort pour surmonter les difficultés domestiques. Nous sommes probablement trop sévères en condamnant Kouropatkine en tant que stratège parce que nous oublions les bases politiques pourries sur lesquelles il a dû mener la guerre.

Les préparatifs d'un État à la guerre en termes de politique intérieure. Les préparatifs politiques intérieurs d'un État doivent lui permettre de traverser toute la guerre sans changements significatifs. Si l'on peut prévoir la nécessité de faire certaines concessions à certaines classes ou à certaines factions dans le cas d'une guerre prolongée, il est bien préférable de faire ces concessions à l'avance.

François-Joseph, en se préparant à se venger de la Prusse après la défaite de 1866, concentra principalement son attention sur le danger qu'une révolution hongroise poserait à la monarchie à un moment critique du théâtre des opérations militaires. La constitution dualiste approuvée par François-Joseph, qui a donné aux Hongrois la souveraineté sur un territoire où vivaient un nombre égal de Slaves et de Roumains, n'était pas la conséquence d'une guerre perdue, mais plutôt la préparation d'une nouvelle guerre qui sécuriserait ses arrières politiques. Cela désarma l'intransigeance nationale des Hongrois, ce qui eut un coût majeur pour la souveraineté autrichienne. Cependant, Koeniggratz est né de Sedan et il n'était pas nécessaire de profiter immédiatement des préparatifs politiques intérieurs de l'État.³²

Le front offensif de la politique intérieure. Nous ne devons pas nous laisser guider par des considérations exclusivement défensives : la politique intérieure a son propre front actif et offensif, en particulier à l'époque révolutionnaire. L'organisation révolutionnaire d'un irrédentisme, l'utilisation de slogans à l'intérieur d'un pays qui pourraient susciter une large réponse à l'étranger, une politique de classe appropriée et un haut niveau de prospérité économique sont quelques-unes des conditions les plus importantes pour faire la guerre et créent de puissants leviers pour manipuler la conscience des populations des États hostiles. La politique intérieure de chaque État doit également être considérée dans la perspective de la création d'une base solide dans l'État pour l'agitation et la propagande à l'étranger. C'est sur cette seule base que la « guerre de papier » qui a toujours accompagné les opérations armées sera forte et significative.

Les guerres posent un certain nombre de problèmes pour la politique intérieure qui, s'ils ne sont pas résolus, pourraient compromettre les chances de succès militaire.³³ Les problèmes de nourriture, de logement, de carburant et de transport deviennent beaucoup plus pressants. La journée de travail de huit heures et le code du travail devront être temporairement suspendus. La journée de travail devra être allongée et plus dure et les salaires devront être réduits. Revendiquer les masses, les condamner au travail forcé et les priver de conditions de vie supportables devra aller de pair avec la lutte pour ces mêmes masses, pour leur conscience et pour leur foi dans les mots d'ordre de la lutte. Et il ne fait aucun doute que cette lutte pour les masses à l'arrière de chaque État sera de nature bilatérale plutôt qu'unilatérale. La faim due à la réduction des rations sera aggravée par le murmure de l'agitation hostile.³⁴

Les guerres futures se dérouleront sans aucun doute dans une atmosphère d'intense lutte de classe qui créera des factions hostiles plus ou moins fortes dans chaque État participant au conflit. Par conséquent, la politique intérieure deviendra encore plus importante.³⁵

32 Les Hongrois comprenaient clairement les motifs de l'inquiétude soudaine de François-Joseph à leur égard et s'inquiétaient de la durabilité de cette constitution et de la réaction qui serait provoquée en cas de victoire de l'Autriche-Hongrie alliée à la France contre l'Allemagne. C'est pourquoi leur politique traditionnelle était de maintenir une attitude amicale envers l'Allemagne et une inclination vers une Triple Alliance, ce qui a considérablement atténué l'effet de l'acte de François-Joseph. Michael Graf Karolyi, *Gegen eine ganze Welt* (1924), pp. 42-49.

33 Par exemple, la révolution hongroise de 1919 a été vaincue principalement à cause de la politique agraire infructueuse du Comité central du Parti communiste hongrois, qui avait décidé de ne pas céder les domaines des magnats hongrois aux paysans, mais plutôt de les convertir en fermes d'État. Pour plus de détails, voir Wilhelm Boehm, *Im Kreuzfeuer zweier Revolutionen* (Munich : 1924).

34 L'agitation organisée par Stein en 1812 à la demande du gouvernement prussien dans les arrières allemands de Napoléon était assez intéressante en raison de son ampleur : à plusieurs égards, l'ampleur de cette agitation n'a pas encore été dépassée aujourd'hui. Pour une description détaillée, voir : Max Lehmann, *Freiherr von Stein* (Leipzig : 1921).

35 Nous n'aborderons pas ici la question très importante de la relation entre la politique intérieure et la construction des forces armées, car elle fera l'objet d'un chapitre séparé.

4. Le plan économique de la guerre

L'ampleur de la lutte économique. Les objectifs économiques d'une guerre concernent les efforts sur tous les fronts du conflit. Dans cette section, nous ne discuterons que du front économique et de ses missions. Il s'agit invariablement d'éléments défensifs, à savoir la satisfaction des besoins engendrés par la conduite des opérations militaires dans toute la mesure du possible et le maintien de la capacité de travail de l'arrière, qui, à l'exception des forces armées, est l'ensemble du pays ; Mais les missions du front économique peuvent également inclure des éléments offensifs qui sont développés à des degrés divers et visent à attaquer l'économie de l'ennemi.

Les épées économiques sont à double tranchant et infligent souvent les mêmes blessures à ceux qui les manient qu'à l'ennemi. Nous ne voulons pas dire cela au sens économique large, par exemple, dans le sens où en battant l'Allemagne, ses concurrents ont perdu l'un de leurs meilleurs clients.

À chaque occasion, nous devons peser soigneusement les pertes dues à des actions hostiles qui seront les plus graves et auront un effet plus décisif sur l'issue d'une guerre. Pendant la guerre mondiale, l'Allemagne a interdit l'exportation de colorants à l'aniline et de médicaments vers des pays hostiles via des pays neutres. Bien sûr, l'industrie textile de l'Entente a connu certaines difficultés : pendant un certain temps, les calicots anglais se sont étonnamment estompés et les médecins ont rencontré certaines difficultés pour rédiger des ordonnances, mais dans l'ensemble, les mesures de l'Allemagne n'ont-elles pas infligé plus de dommages à l'Allemagne elle-même en sapant son monopole dans ces industries et en la privant de marchés d'exportation pendant la guerre ?

Chaque offensive économique donne vie à des forces contradictoires. Nous ne pouvons pas nier l'inspiration avec laquelle les différentes classes du peuple russe ont accueilli le début de la guerre avec l'Allemagne en 1914. Incidemment, la guerre avait été précédée d'un siècle et demi de relations pacifiques et de bon voisinage. Nous pouvons attribuer cette inspiration au fait que, depuis le XVIII^e siècle, la Russie a fait l'objet d'une offensive du capital, du travail et de la culture allemands. La bourgeoisie russe nourrissait une haine pour la bourgeoisie allemande, plus professionnelle, et pour le fabricant ou le boulanger allemand prospère en Russie. La noblesse se plaignait des droits de douane élevés imposés par les agriculteurs allemands sur les céréales, tandis que les paysans pensaient à partager les terres de la noblesse et des colons allemands. Les sentiments germanophobes prévalaient même parmi une grande partie de l'intelligentsia. Avant la guerre, l'un des élèves de Delbrück³⁶ parla à son mentor des attitudes germanophobes de la petite bourgeoisie qui prévalait dans les provinces russes. Et la patrie du chauvinisme slavophile, la Tchéquie, n'était-elle pas pleine d'hostilité envers les Allemands dès le XVe siècle en raison des tentatives de colonisation par les Allemands ?

Afin d'interférer avec les livraisons américaines d'équipement militaire à l'Entente, l'Allemagne a tenté d'organiser un sabotage à grande échelle aux États-Unis : elle a organisé des accidents dans les usines de guerre, surenchéri sur les usines de guerre pour les matières premières dont elles avaient besoin, organisé la production intentionnelle de marchandises de mauvaise qualité et mené une agitation parmi les ouvriers. L'Allemagne a établi des liens avec l'ennemi le plus proche des États-Unis, à savoir le faible Mexique. Cette politique stupide a conduit à une situation dans laquelle l'Allemagne a compromis 20 millions de citoyens américains d'origine allemande qui devaient prouver qu'ils étaient Américains, et non Allemands, et méprisait les méthodes des Allemands. Il en a résulté une situation dans laquelle 20 millions d'Allemands ont perdu l'occasion d'être politiquement actifs et n'ont pas pu élever la voix contre l'entrée en guerre de l'Amérique contre l'Allemagne. L'activité économique allemande n'a fait que donner à ses ennemis une arme supplémentaire. Wilson pouvait déclarer dans sa déclaration de guerre du 2 avril 1917 que « l'autocratie prussienne s'est engagée dans des intrigues criminelles contre notre industrie et notre commerce. Ses intrigues ont presque répandu la discorde dans notre pays. »

36 Hans Delbrück, *Guerre et politique*, vol. 1, pp. 5-19.

Il est tout à fait possible que les offensives économiques ne soient avantageuses pour aucune des parties et que des opérations militaires se développent sans engagements parallèles sur le front économique. Ce fut le cas en 1870 : la Prusse, très faible économiquement, se limitait à des opérations sur le front militaire, tandis que la France, riche, était incapable d'intensifier le conflit économique, mais ses affaires militaires allaient mal et les Allemands possédaient de précieux pions.

De la même manière, il était raisonnable pour la Russie et l'Italie, économiquement faibles, d'éviter d'intensifier le conflit économique avec l'Allemagne pendant la guerre mondiale. Dans ce cas, un front économique a éclaté bien après le début de la guerre. Jusqu'à l'automne 1915, il y avait 250 000 Allemands résidant paisiblement à Petrograd, la moitié d'entre eux étant des citoyens allemands, et ils continuaient leurs activités commerciales et industrielles, et la Russie continuait à commercer avec l'Allemagne via la Scandinavie sur une base non officielle. Il était politiquement désavantageux pour le gouvernement tsariste de commencer à persécuter les Allemands à l'intérieur de la Russie. Mais l'Entente et la bourgeoisie moscovite, qui voyaient la concurrence de la contrebande allemande et des hommes d'affaires allemands à l'intérieur de la Russie, ont essayé d'amener le gouvernement à le faire. Cela a commencé par un pogrom contre des magasins allemands à Moscou au printemps 1915, puis le gouvernement a commencé à interdire les marchandises allemandes, à expulser les personnes de nationalité allemande, à confisquer leurs biens, etc. Toutes ces mesures ont considérablement accéléré la chute de l'ancien régime.

Le 23 mai 1915, l'Italie déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie, mais pas à l'Allemagne ; elle entretenait des relations commerciales avec l'Allemagne parce qu'elle avait besoin de matériel roulant pour ses chemins de fer et du charbon que l'Allemagne lui fournissait. Ce n'est que 15 mois plus tard, sous la forte pression de l'Entente et dans l'espoir d'une fin rapide de la guerre (au moment où la Roumanie est entrée en guerre), et afin d'obtenir le droit d'obtenir une partie des réparations que l'Allemagne paierait, que l'Italie est entrée en guerre contre l'Allemagne sur le front économique après lui avoir déclaré la guerre. Ainsi, le conflit économique peut ne pas coïncider avec le conflit armé, ni dans le temps ni dans l'espace.

Cependant, nous devons nous rappeler que nous ne pourrions pas toujours éviter les opérations sur le front économique, car les attaques ennemies doivent se voir répondre par des mesures appropriées. L'arme économique est particulièrement importante dans une guerre d'usure. Les puissants États capitalistes anglo-saxons sont toujours particulièrement désireux d'y recourir. Une guerre future s'accompagnera apparemment de terribles conflits économiques tels que la guerre de Napoléon contre l'Angleterre (le système continental) ou la guerre entre le Nord et le Sud aux États-Unis (affamant le Sud) ou la dernière guerre mondiale. Plus un État est faible économiquement, plus il faut accorder d'attention au front économique afin d'éviter une percée.

Le plan économique de guerre. L'ancienne sagesse stratégique limitait l'étendue des plans d'une campagne au moment de la collision décisive. Toute planification détaillée des opérations ultérieures était considérée comme un pur préjudice, car il fallait opérer dans une situation complètement nouvelle le lendemain d'une collision décisive. Ainsi, seules les opérations préparatoires et l'occupation d'une première position pour des opérations décisives étaient planifiées en détail.

Un plan économique doit être encore plus limité et se préoccuper davantage des préparatifs, car le front économique d'une guerre n'est pas autonome, et toute tournure dans les opérations militaires peut changer complètement les exigences de l'économie et la situation dans laquelle elle devra y répondre.

Cependant, le plan économique devrait être une simple liste d'objectifs de préparation économique ; bien qu'on ne puisse pas prophétiser le cours des événements ou entasser des prémisses sur des prémisses (des « si » sur des « si »), le plan économique doit néanmoins établir une ligne de conduite économique qui ne nous conduirait pas dans une impasse dans n'importe quelle situation probable.

Le plan devrait être basé exclusivement sur la réalité. Sa rédaction doit être précédée d'une analyse complète de ses propres forces économiques et de celles de l'ennemi. Il devrait y avoir une

présentation des statistiques économiques et des études supplémentaires sur les capacités économiques et le renseignement économique. Le renseignement économique ne devrait pas seulement englober les ennemis potentiels, mais aussi tous les pays économiquement avancés, car les conditions de l'économie mondiale devraient être claires pour l'auteur d'un plan économique en vue d'une guerre. Le renseignement économique est une responsabilité normale des agents du service consulaire d'un État ou des représentants commerciaux. Les consuls des États-Unis sont célèbres pour leur inclination à employer des techniques d'espionnage. Il est remarquable que le président de l'ARA (*American Relief Agency*) ait été une personne qui occupait une position de premier plan dans le contre-espionnage américain.

À la lumière des informations dont on dispose sur l'objectif politique de la guerre, l'évaluation des forces économiques amies et hostiles devrait conduire à la formulation de missions précises pour le front économique, à un état des ressources nécessaires à l'accomplissement de ces missions et à un calcul de la base économique minimale nécessaire pour faire la guerre.

De là découleront toutes les lignes directrices pour 1) régler le développement de l'économie afin d'obtenir les résultats requis, et la mise en œuvre de ces lignes directrices constitue l'objectif fondamental de la politique économique ; 2) la préparation du transport ; et 3) la préparation de la mobilisation financière et économique.

Afin de planifier la dimension militaire d'un plan de guerre, il est hautement souhaitable que le plan économique contienne des idées sur des questions telles que le temps qui sera nécessaire pour mobiliser le pays économiquement ; les limites prévues pour la capacité de l'industrie militaire ; et combien de temps l'industrie peut fonctionner à plein régime jusqu'à ce qu'il y ait une perte inévitable de capacité en raison de l'épuisement économique global du pays. Même les jugements les plus approximatifs sur ces questions sont d'une grande valeur pour clarifier la nature d'une guerre à venir pour nous et nos ennemis potentiels.

Nous avons déjà abordé les problèmes du développement d'une économie prête au combat dans notre chapitre sur la politique, et nous nous attarderons maintenant sur les transports et la préparation à la mobilisation.

Transport. L'Estonie pourrait se déployer opérationnellement avant nous sans recourir aux chemins de fer, car on peut facilement se déplacer à pied d'un bout à l'autre de l'Estonie en une semaine. Alors qu'un petit pays peut faire la guerre sans être trop dépendant de l'état de son système de transport, les capacités de transport d'un grand pays sont extrêmement importantes pour ses capacités défensives. Et, parce que les ressources pour faire la guerre doivent provenir de l'ensemble du pays, il est important de ne pas limiter les préparatifs des chemins de fer et des autoroutes exclusivement aux itinéraires de déplacement des troupes vers la zone de déploiement. Avant la guerre mondiale, les Français insistaient pour que les Russes construisent la ligne principale à quatre voies d'Orel à Sedlets, parce qu'ils étaient intéressés à accélérer autant que possible la concentration russe, et que les conditions pour que la Russie mène une guerre majeure exigeaient l'établissement de communications ferroviaires solides avec les ports de l'Arctique, à savoir la construction du chemin de fer de Mourmansk et le passage du chemin de fer d'Arkhangelsk à écartement large. Alors que le développement de lignes de communication sur le théâtre de la guerre est principalement approprié pour une stratégie de destruction, l'amélioration globale des transports est particulièrement importante dans le cas d'un conflit prolongé ou d'une guerre d'usure.

L'impuissance économique d'un pays qui résulte d'un manque de routes est évidente à partir des exemples suivants, tirés de l'expérience des colonies françaises pendant la guerre mondiale. Les Français ont acheté 4 200 tonnes de céréales en Côte d'Ivoire. Pour les déplacer vers la côte, il a fallu mobiliser 125 000 porteurs noirs, qui ont passé un total de 2,5 millions de jours de travail. En raison du climat humide, du manque d'installations de stockage et des retards dans le chargement des navires, la plupart des céréales ont pourri. Le Soudan français aurait pu facilement fournir 60 000 tonnes de céréales. Le plan d'acheminement des céréales était le suivant : construction de 30 séchoirs et de 20 entrepôts intermédiaires, acquisition d'un million de sacs et d'un grand nombre de vanneurs, embauche de 50 peseurs, fabrication de 60 000 sacs en peau de chèvre pour le transport

des céréales dans des navettes, construction de 300 navettes d'une capacité de quatre à huit tonnes pour l'enlèvement des céréales sur la rive du Niger. Un tiers du grain aurait dû être livré des points d'approvisionnement à la rivière par des porteurs, en moyenne sur une distance de 200 kilomètres, ce qui aurait nécessité quatre millions de jours de travail de la part des porteurs noirs. Et ce chiffre n'inclut pas le travail des Noirs dans le transport du grain vers les centres d'approvisionnement et la livraison du grain par des navettes vers le chemin de fer³⁷. Il est clair que tout État qui ne mourrait pas de faim éviterait ce genre d'approvisionnement en céréales laborieux et coûteux.

Le fait que les colonies françaises n'aient donné à la France que 600 000 soldats et 200 000 travailleurs pendant la guerre mondiale et que le pourcentage de coloniaux français qui ont participé aux opérations de combat ait été dix à vingt fois inférieur au pourcentage de citoyens de la métropole ne peut s'expliquer par le désir du gouvernement français d'éviter une exploitation plus extensive de la population de couleur des colonies ou par un manque de possibilité d'exercer une plus grande pression sur eux. La seule explication est le manque de moyens de communication et de transport, le fait que les indigènes vivaient à plusieurs centaines de kilomètres des points de réception, le fait que les points de réception étaient séparés par les mêmes distances des ports ou des gares ferroviaires et que dans de nombreux cas, il était extrêmement difficile de transporter les indigènes par eux.

Même le système de transport de la France, qui avait été si soigneusement développé pendant des siècles, était incapable de prendre soin du front. Afin de livrer des approvisionnements à l'armée britannique (qui s'élevaient certains mois à 333 000 tonnes), 49 000 wagons, un nombre approprié de locomotives avec des hommes et une division ferroviaire ont dû être empruntés à l'Angleterre. Alors que le déplacement de l'armée américaine de la côte atlantique vers la Lorraine nécessitait d'énormes efforts pour agrandir les ports français, construire des casernes et des dépôts gigantesques pour les hommes et le fret, agrandir les stations, construire de nouvelles lignes et développer les lignes existantes ; à l'automne 1918, environ 250 000 hommes et 41 000 tonnes de fret arrivaient chaque mois, et en 1919, les approvisionnements de l'armée américaine devaient doubler et nécessiter 100 000 techniciens ferroviaires, qui n'étaient pas disponibles en France mais que les Américains avaient promis de fournir (seulement 30 000 techniciens sont arrivés). Le matériel roulant devait être fourni par les Américains sous forme d'allocations mensuelles de 268 locomotives et de 7 550 wagons de 30 tonnes. Les alliés devaient augmenter la capacité des gares françaises en leur posant 6 000 kilomètres de voies. Pendant les quatre années de la guerre, les Français eux-mêmes ont dû poser 8 420 kilomètres de nouvelles voies, c'est-à-dire poser autant de voies qu'ils en auraient normalement posées en dix ans. Non seulement la Russie, mais aussi la riche France, qui avait des capacités de commerce extérieur, a dû recourir au cannibalisme et démonter 1 500 kilomètres de voies et 670 aiguillages des chemins de fer existants afin d'en construire de nouveaux, en raison d'un manque de transport et de l'implication de l'industrie lourde dans la production d'armements. Le pourcentage de locomotives en difficulté a augmenté de 50 pour cent.

À l'heure actuelle, un grand État a besoin de 100 à 200 trains pour approvisionner un front chaque jour, alors qu'en 1870, trois armées allemandes pouvaient être ravitaillées par un ou deux trains par jour chacune, et seul le mouvement des canons de siège nécessitait de plus grands efforts de la part des chemins de fer.

À l'heure actuelle, le poids d'un approvisionnement de quatre jours en munitions pour une armée attaquant un front fortifié avec une abondante artillerie lourde nécessite la capacité de 60 à 80 trains. Même lorsque les taux de dépenses d'artillerie sont faibles, jusqu'à 30 trains sont nécessaires. Si les batailles acquièrent un caractère matériel, leur développement sur le front d'une seule armée nécessiterait chaque jour sept à dix trains de munitions. Lorsque le front est calme, il faut jusqu'à un train et demi par division chaque jour, tandis que pendant les batailles, il faut jusqu'à quatre trains par division.

Mais à l'heure actuelle, les manœuvres sont aussi l'affaire des lignes ferroviaires : des redéploiements opérationnels sont effectués plusieurs fois au cours d'une guerre avec jusqu'à 300

37 Albert Sarrant, ministre des colonies, *La mise en valeur des colonies françaises* (1923).

trains ou plus nécessaires chaque jour pour déplacer 30 à 40 divisions dans une direction importante en trois à quatre jours. L'incapacité des troupes et des chemins de fer russes à effectuer ces redéploiements rapides explique en grande partie l'échec de nos opérations défensives au printemps et à l'été 1915.

On peut accélérer les mouvements d'une formation routière en poussant les hommes et les chevaux à l'épuisement. Mais l'accélération d'une manœuvre ferroviaire a des limites très étroites en fonction des conditions du système ferroviaire. Les renforts de Samsonov ont été déplacés sur une voie ferrée à voie unique jusqu'à Mlava, avec un trafic dans une seule direction et le déraillement d'une partie du matériel roulant qui encombrait la tête du rail. Le désordre et les pertes ont été importants, tandis que les gains ont été négligeables.

Mais cet effort gigantesque des chemins de fer pour maintenir le front est loin de tout. Auparavant, beaucoup de gens imaginaient la guerre comme une situation de chômage général à l'arrière, attendant la fin de la guerre et l'arrêt de toute activité commerciale et industrielle. Mais en fait, le tableau est complètement opposé : pour maintenir l'avant, l'arrière doit s'engager dans une activité industrielle intense.

Non seulement la population urbaine n'est pas sans travail, mais elle double presque. Beaucoup doit être construit et recréé. Une grande partie doit être transportée sur des distances beaucoup plus grandes, car les sources les plus proches de céréales, de matières premières ou de marchandises sont épuisées. Le cabotage doit être remplacé par le transport ferroviaire. L'exploitation de sources éloignées doit être organisée, dont les ressources en temps de paix sont retenues pour des raisons économiques. En conséquence, le nombre de passagers, la quantité de marchandises et la distance qu'ils parcourent sur les chemins de fer augmentent considérablement. Alors que pour la France, qui avait un trafic ferroviaire très développé avant la guerre, la guerre mondiale a augmenté la charge des chemins de fer de 40 % sans compter le trafic frontal, en URSS, on pouvait s'attendre à ce que les besoins en transports ferroviaires augmentent d'au moins 60 % avec le début d'une guerre.

Peu importe à quel point la circulation des camions sur les autoroutes est plus avantageuse que le transport des animaux sur les voies, elle est incomparablement moins efficace qu'un chemin de fer à écartement large. Le simple fait d'entretenir une autoroute sur laquelle circulent des camions lourds nécessite presque autant de main-d'œuvre que la construction d'un grand chemin de fer à deux voies et autant de matériaux qu'il en faut pour construire un chemin de fer. À Verdun, l'entretien de la route « sacrée » qui alimentait le front nécessitait 8 400 ouvriers et 2 300 mètres cubes de pierre par jour, tandis que 6 400 ouvriers et huit compagnies de chemin de fer construisaient un chemin de fer de 60 kilomètres avec deux larges voies destinées à transporter 24 paires de trains en trois mois. Un chemin de fer construit à l'avance aurait rendu superflue la route « sacrée ».

En ce qui concerne le personnel, le transport ferroviaire est dix fois plus économique que le transport par camion. Ce chiffre est valable pour les courts trajets ne dépassant pas 60 à 80 kilomètres, et par la suite il devient encore moins avantageux pour les camions, car sur tous les trajets de plus de 150 kilomètres, le camion est très peu rentable. Les 120 000 camions et leur armée de 250 000 chauffeurs qui approvisionnaient le front ouest de l'Entente sur une distance de 300 kilomètres auraient pu être remplacés par une seule ligne ferroviaire.

Parce qu'un chemin de fer à écartement large est quatre fois plus économique qu'un chemin de fer à voie étroite en termes de main-d'œuvre humaine, il est particulièrement important pour organiser le transport sur le vaste territoire d'un État économiquement pauvre.

L'économie de la guerre exige le développement maximal des chemins de fer. L'échelle européenne, et pas seulement notre échelle soviétique, ne répond plus aux exigences de la guerre ; nous devons suivre l'exemple des États-Unis avec leurs wagons de marchandises de 30 tonnes, leurs trains plus longs, leur trafic de marchandises deux fois plus rapide et leurs tarifs les plus bas au monde³⁸.

38 Comme nous le savons, les chemins de fer américains sont souvent critiqués pour avoir gagné des centaines de millions de dollars en exploitant les agriculteurs pour le transport de marchandises agricoles ; cependant,

Les voies navigables intérieures constituent une réserve puissante ; nous devons donc nous organiser de manière à ce qu'ils puissent être largement utilisés en temps de guerre pour aider les chemins de fer à résoudre des problèmes que ces derniers sont incapables de résoudre. Le Danube et le réseau de canaux allemands et français ont joué un rôle très important dans l'économie de la guerre mondiale. Ils ont permis de soulager les chemins de fer de nombreuses tâches à l'arrière (en Allemagne, ils étaient utilisés pour transporter des produits agricoles de l'est vers l'ouest, ils étaient utilisés pour transporter une grande quantité de charbon bitumineux et le Danube était utilisé pour transporter du pétrole et des céréales de Roumanie), mais ils étaient également utilisés pour livrer du ciment, Des pierres, du bois et du combustible ont été abattus pour livrer des fournitures, et tandis que des locomotives ont été abattues pour livrer des fournitures, de petits remorqueurs de barges ont également été mis hors de combat dans l'exercice de leurs fonctions.

L'organisation du transport des animaux et des automobiles dans un pays est très importante.

La mobilisation retirera des milliers de véhicules à moteur et un million et demi des meilleurs chevaux de l'usage public³⁹, laissant le public faire tous les travaux agricoles et doublant la demande des villes et de l'industrie. L'économie d'un pays sera particulièrement menacée si les animaux ne reçoivent pas suffisamment de soins à l'avant et tombent après avoir travaillé pendant une très courte période. Le record a été établi par l'armée britannique opérant en Afrique de l'Est contre Lettow-Vorbeck. Au cours de l'offensive, l'armée britannique disposait de 12 000 à 20 000 animaux de trait à différents moments. Parmi eux, 3 000 chevaux et 3 000 mulets tombaient en moyenne chaque mois, tandis que les taureaux tombaient plus fréquemment : une fois 4 500 taureaux tombaient en trois semaines ; Et les taureaux ne duraient pas plus de six semaines, les mulets ne duraient pas plus de deux mois, tandis que les ânes, qui étaient attelés à des charrettes par équipes de 16, duraient un peu plus longtemps. Au total, plus de 100 000 animaux sont morts au cours des 14 mois précédant mai 1917, soit six fois plus que le nombre d'hommes morts. Les camions duraient en moyenne six mois, engloutissant 100 % des pièces de rechange, au lieu de 10% de la norme européenne, et 600 % des ressorts, et étaient ensuite mis au rebut⁴⁰. Les raisons en étaient la mouche tsé-tsé, les prédateurs, le foin africain rugueux, les mauvaises routes, mais surtout le manque de soins donnés aux animaux et la mauvaise conduite des conducteurs chinois et noirs. En 1917, bien qu'il n'y ait pas eu de mouches tsé-tsé en Russie, beaucoup plus de chevaux sont morts sur le front que la normale. Si des statistiques avaient été conservées pour la guerre civile, elles auraient indiqué une extrême négligence en ce qui concerne l'approvisionnement du pays en chevaux.

Les difficultés qui en résultent ne peuvent être surmontées qu'au moyen d'une discipline très stricte et d'une économie extrême dans le transport de l'armée et en termes de bagages autorisés ; Nous devons renoncer à notre habitude d'avoir des véhicules « au cas où » et lutter sans merci contre l'encombrement de nos hommes avec des bagages non autorisés. En même temps, nous devons responsabiliser le public et l'armée et leur faire comprendre les avantages de réparer

l'exploitation n'est possible qu'en raison du haut niveau d'organisation des chemins de fer américains, qui facturent des tarifs une fois et demie à deux fois inférieurs à ceux des chemins de fer russes et deux à trois fois inférieurs à ceux des chemins de fer les plus chers, les chemins de fer britanniques. Les chemins de fer européens feraient faillite s'ils tentaient d'« exploiter » le public de cette manière.

39 En mai 1918, l'armée allemande disposait de 956 856 chevaux (Wrisberg, *Heer und Heimat 1914-1918*, p. 76), auxquels il faut ajouter des centaines de milliers de chevaux morts pendant la guerre. Il est vrai que l'armée allemande était très nombreuse, mais tout d'abord, c'était la quatrième année de guerre de tranchées, et deuxièmement, les Allemands ont fait un usage très intensif des chemins de fer à voie étroite pour livrer des fournitures, certains de leurs canons n'étaient pas du tout tirés par des chevaux, les caissons étaient tirés par quatre chevaux au lieu de six. la cavalerie allemande avait été pratiquement dissoute, certaines divisions n'avaient pratiquement pas de voitures et l'économie maximale avait été introduite pratiquement partout. Le pourcentage de chevaux dans l'armée soviétique sera beaucoup, beaucoup plus important. À l'heure actuelle, nous avons plus de chevaux dans un corps d'armée que de soldats. Dans une organisation de façade, nous avons besoin de jusqu'à 1 400 chevaux pour 1 000 hommes ; Nous devons payer pour le sous-développement de notre système ferroviaire.

40 Commandant breveté J. Buhner, *L'Afrique orientale Allemande et la guerre de 1914-1918* (Paris), pp. 376,377,406,407. This treatise will be of great interest to students of colonial wars.

régulièrement les ponts et les routes, ce qui permettra d'économiser beaucoup de véhicules tirés par des animaux⁴¹.

Bien sûr, dans les conditions russes, il faut éviter complètement les manœuvres de camion. Jusqu'à 600 camions et une très bonne autoroute sont nécessaires pour transporter une division non prête au combat, sans bagages ni chevaux. 1 100 camions seraient nécessaires pour transporter les bagages les plus importants, ne serait-ce que quelques caissons et un nombre très limité de chevaux, quatre par canon et deux par caisson. En comptant 30 mètres par camion, on obtenait un convoi de 33 kilomètres de long, et le moindre malentendu sur l'autoroute pouvait s'arrêter et perturber sa circulation. Il ne fait aucun doute que nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de transporter des chevaux par camion ; même à l'Ouest, les manœuvres sur des camions seraient importantes, non pas comme condition de confort, mais plutôt comme moyen de guerre, seulement si la traction mécanique remplaçait la traction à cheval dans l'artillerie et montait des mitrailleuses. Bien sûr, ce qui précède n'exclut pas la possibilité d'utiliser des camions pour de petits détachements utilisés pour maintenir l'ordre dans les zones occupées et combattre les petites unités de partisans⁴².

Les conditions de transport, en tant qu'élément des préparatifs économiques à la guerre, nous semblent beaucoup plus importantes pour un grand État comme l'URSS que n'importe quelle sorte de succès financier, jusqu'à la réalisation d'un système monétaire solide. Frédéric le Grand accordait beaucoup d'attention à la construction de canaux, tandis que Napoléon se concentrait sur la construction de routes et Moltke se concentrait sur l'organisation du système ferroviaire. À notre époque, les questions de transport ne sont pas moins urgentes compte tenu de la quantité extraordinaire de ressources requises par la guerre. Peut-être devrions-nous fonder notre plan économique sur un calcul de la capacité de notre système de transport ; Et d'une part, nous devons concentrer des efforts importants sur le développement ultérieur des transports, et d'autre part, nous devons clarifier la limite de la mobilisation économique qui n'a pas pu être franchie compte tenu de l'état actuel des transports.

Le coût de la guerre et de l'armée. Le coût de la guerre, bien qu'il ait eu une nette tendance à augmenter à mesure que l'équipement militaire est devenu plus complexe, subit des fluctuations extrêmes. Vingt francs-or par jour constituent le niveau minimum actuel des dépenses militaires pour un État bourgeois, si la guerre doit être menée à longue distance (le siège de Sébastopol), son coût a tendance à augmenter de 50 % en raison des coûts de transport élevés et de la nécessité de mettre en place une nouvelle base. Pour un État aussi grand que la Russie, les dépenses militaires ont toujours été plus élevées que la normale en raison de la nécessité de rassembler la main-d'œuvre et les ressources d'un vaste territoire et des pertes de productivité qui y sont associées. Si une guerre prend une nature positionnelle, les dépenses directes doubleront en raison de l'utilisation moins extensive des ressources locales et du caractère matériel acquis par le conflit armé.

Mais les dépenses militaires augmentent particulièrement lorsque les préparatifs en temps de paix sont insuffisants. Les États-Unis, qui jusqu'à la Première Guerre mondiale disposaient d'une très petite armée permanente, ont toujours mené la guerre d'une manière non rentable. Tant en 1861-1865 qu'en 1917-1918, les États-Unis ont dû immédiatement commander et produire tout leur

41 Pendant la guerre mondiale, les Français ont dépensé plus de 26 millions de tonnes de matériaux, principalement de la pierre, pour l'entretien des routes sur le théâtre de la guerre, et plus de 6,5 millions de tonnes ont été transportées par chemin de fer vers des zones où la pierre était rare. Les Français ont employé jusqu'à 80 000 travailleurs pour réparer les routes. Dans ces conditions, les Français ont pu sauver plusieurs millions de non-combattants par rapport à l'armée russe.

42 Nous considérons que l'utilisation intensive de camions pour livrer des fournitures à l'armée lorsque de bonnes routes sont disponibles est un moyen puissant de réduire le nombre de non-combattants dans l'armée. En fait, un camion de trois tonnes effectue 200 à 250 tonnes-kilomètres de travail par jour, tandis qu'une charrette à deux chevaux meurt 15 à 20 fois moins, soit seulement 12 à 13 tonnes-kilomètres. Même si nous comptons trois non-combattants par camion, nous économisons cinq à sept fois plus de non-combattants, et chaque camion épargne au gouvernement le travail de 12 à 17 travailleurs et d'un troupeau de 40 chevaux. La charrette à deux roues, qui double le nombre de non-combattants par rapport à la charrette à deux chevaux, mais qui est si appréciée par de nombreux commandants pour sa mobilité, est un véritable signe de pauvreté et de baisse de la productivité du travail humain.

équipement militaire, y compris les fusils, les cartouches, les pardessus, les camps, les règlements et les manuels tactiques, les écoles de commandement, les charrettes et les hippodromes, les écoles d'équitation et les champs de tir. Les commandes, les approvisionnements et la construction ont dû être organisés dans une atmosphère de prix extrêmes. Le gouvernement a dû faire appel aux fournisseurs qui, après avoir reçu une commande, devaient encore construire des usines et embaucher des travailleurs pour exécuter les commandes. Un personnel administratif improvisé à la hâte et inexpérimenté, qui a la même vague idée que les fournisseurs des spécifications auxquelles l'équipement devait répondre, a dû faire affaire avec ces fournisseurs. Et parce que les autorités militaires n'avaient pas de stocks et qu'elles en avaient un besoin si aigu, elles étaient incapables de refuser des propositions peu judicieuses ou de protéger les intérêts du Trésor. Et il n'y avait pas de lignes directrices pour corriger les prix qui auraient pu être utilisés pour freiner les appétits prédateurs. C'est pourquoi, pendant la Guerre mondiale, il en coûtait 50 fois plus cher par jour de garder un soldat américain au front que d'y garder un soldat européen. Bien sûr, les Américains avaient fait des investissements en capital et se sont battus pendant une très courte période, et seulement la moitié de leurs soldats ont été envoyés en France, mais il est néanmoins clair que tout État doit payer dix fois en temps de guerre pour tout ce qu'il a lésiné sur l'armée en temps de paix.

Lorsque le travail de défense est effectué par l'industrie en temps de paix, il y a des plans détaillés et des modèles terminés, des moules, des traditions industrielles et des prix précis en temps de paix, ce qui signifie que l'équipement peut être fabriqué beaucoup plus rapidement, à plus grande échelle, avec une meilleure qualité et à moindre coût que pendant la guerre elle-même. Pour les autorités militaires, l'approvisionnement devient une évidence plutôt qu'une aventure.

Le budget militaire devrait être un moyen non seulement de préparer une armée puissante, mais aussi de réduire les coûts d'une guerre future. Il devrait fournir à l'État les biens d'équipement nécessaires à une guerre, des stocks de mobilisation et de grandes masses de personnes formées afin de réduire les dépenses de formation dans les unités de réserve, ce qui permet à des millions de travailleurs de travailler à l'écart du front et de travailler à l'arrière au moment le plus chaud de la guerre. Bien sûr, les stocks de mobilisation d'équipement ne peuvent pas répondre entièrement aux besoins de guerre actuels comme ils le faisaient il y a 50 ans ; la production pendant la guerre mondiale elle-même était des dizaines de fois supérieure à ce qui était produit avant la guerre. Cependant, les dépôts des autorités militaires ne doivent pas être vides avant le début de la guerre et l'industrie militaire doit être encouragée à reconstituer ses stocks afin de gagner du temps pour se mobiliser et atteindre sa pleine capacité. Si nécessaire, les stocks devraient être suffisants pour une victoire par destruction. Sans stocks, nous aurions dû prendre des mesures très glissantes, y compris l'approvisionnement en contrebande étrangère coûteuse et douteuse.

Un budget militaire doit être caractérisé par le pourcentage de celui-ci consacré à l'acquisition de stocks de mobilisation et de biens d'équipement (armes, fortifications, communications, etc.). Ce pourcentage du budget peut varier de 10 % (dépenses en temps de paix pour les stocks d'uniformes, de munitions, etc.) à 70 %. Dans la Russie tsariste, il atteignait 37 %. La productivité du reste du budget devrait être mesurée par le nombre d'hommes formés de l'Armée rouge transférés en service de réserve au cours de l'année (hommes qui ont suivi une formation dans des centres d'entraînement régionaux) et la qualité de la formation. Une armée moderne est une école et doit être jugée par la qualité de ses diplômés.

Un budget militaire ne peut être correctement équilibré que s'il est suffisamment important, car un budget avare sera complètement englouti par les cadres sans qu'il ne reste rien. Une allocation correcte du budget militaire se traduira par de meilleures perspectives économiques pour la guerre⁴³.

43 « Le mérite de l'économie militaire ne réside pas dans le maintien des forces, mais dans le fait de donner à l'État la capacité de disposer de toutes les ressources pour la guerre (matérielles et financières) à un moment critique. » L. Shtein, *Uchenie o voennom byte, kak chast' nauki o gosudarstve* [L'étude de la vie militaire en tant que partie de la science du gouvernement] (Saint-Petersbourg : 1875). Voir aussi M. Sindeev, « Osnovy nauchnoi voenno ekonomicheskoi podgotovki » [Les fondements des préparations scientifiques, militaires et économiques] dans *Voennaia mysl' i revoliutsiia*, n° 4 (août 1923).

Ressources pour la guerre. Frédéric le Grand a conservé 333 000 tonnes de céréales dans sa forteresse en temps de paix, ce qui était suffisant pour maintenir son armée de 200 000 hommes en pain et en avoine pendant trois ans et a conservé un stock d'argent suffisant pour payer ses hommes pendant trois ans, c'est pourquoi il pouvait se considérer économiquement prêt pour la guerre.

La guerre est menée en partie aux dépens des stocks qui lui sont alloués et en partie aux dépens des ressources prises à l'économie au cours de la guerre elle-même. Les stocks peuvent être attribués à la fois à l'armée et à d'autres autorités (par exemple, un stock de mobilisation de deux mois de carburant pour les chemins de fer, des stocks de matières premières étrangères et d'équipements dans l'industrie). À mesure que les forces productives se sont développées et que l'équipement est devenu plus complexe, les stocks préparés ont eu tendance à devenir plus importants et l'importance des efforts économiques déployés au cours de la guerre elle-même à devenir plus évidente.

Le premier mois de la guerre a coûté à l'Allemagne, à la France et à la Russie entre 800 et 1500 millions de roubles-or. Les ressources nécessaires à une guerre peuvent être extraites de l'économie de différentes manières : 1) en évitant d'investir le revenu national dans de nouvelles dépenses en capital telles que la construction de logements, de nouvelles usines, de nouvelles routes et de centrales électriques, l'organisation de nouvelles entreprises ou la réalisation d'investissements étrangers ; 2) en vendant des stocks d'or et de devises à l'étranger ou en contractant des emprunts à l'étranger ; 3) par le biais de la confiscation progressive des capitaux investis dans l'économie, par le biais d'économies sur la réparation des bâtiments et des équipements et de la réduction du capital liquide ; 4) en réduisant les salaires réels tout en augmentant la productivité du travail et en faisant un usage intensif du travail des femmes et des enfants et en réduisant les dépenses consacrées à l'éducation, à la santé publique, au bien-être, etc. La guerre prive l'avenir et le passé des ressources, a un effet négatif sur la productivité du travail et ne la compense pas intégralement, et gaspille la santé des générations futures.

Un important excédent annuel du revenu national s'exprime dans l'accumulation capitaliste ou socialiste énergétique. Il implique généralement des dépenses importantes pour de nouvelles installations avec l'investissement de nouveaux capitaux dans l'usine industrielle de l'État. À son tour, dans un grand État, ce dernier implique généralement une industrie lourde prospère. Dans ce cas, l'État est le mieux préparé à la guerre au sens économique, et en fait, les États-Unis, qui mettent de côté 12 à 15 milliards de roubles sur une productivité du travail annuelle pouvant atteindre 135 milliards de roubles, doivent essentiellement s'abstenir de tout progrès économique en cas de guerre et détourner l'industrie lourde de la production de rails et de machines pour la production d'équipements militaires⁴⁴. La faiblesse de l'accumulation socialiste en Union soviétique et les succès hésitants dans la reconstruction de notre industrie lourde constituent des obstacles majeurs à surmonter afin de créer un système économique pleinement prêt au combat. Élever l'accumulation socialiste à un niveau d'au moins 10 % de la productivité totale du travail, comme c'est le cas aux États-Unis, constituerait un succès budgétaire majeur qui serait d'une importance colossale pour la préparation à la guerre.

La deuxième source, à savoir la vente d'or ou de monnaie à l'étranger ou la souscription d'emprunts, n'a d'importance que pour les États bourgeois qui ont de bonnes lignes de communication maritime avec les marchés étrangers.

La troisième source, à savoir la confiscation d'une partie des capitaux liquides, est très importante pour atténuer les crises et les secousses engendrées par les guerres. C'est la graisse d'un organisme économique qu'il consomme quand il n'a pas dîné. Mais dans notre situation économique actuelle, cette source est extrêmement limitée.

Il faudra recourir à la quatrième source, à savoir la réduction des dépenses personnelles des citoyens, la réduction de leur niveau de vie et l'accélération du travail à bas salaire. Au lieu de toute indemnité de coût de la vie, nous devons penser à allonger la journée de travail, à réduire les

⁴⁴ La Grande-Bretagne, qui ne s'est pas encore complètement remise de la guerre mondiale, a mis de côté 2,5 milliards de roubles-or en 1924.

salaires, à mettre les enfants d'âge scolaire au travail et à augmenter le fardeau fiscal des paysans, de la bourgeoisie et des trusts d'État. Maintenant, la guerre est menée par le peuple et toutes ses ressources. Et faire la guerre ne signifie pas seulement protester et exprimer ses sentiments à l'égard d'un régime hostile et violer les droits civils des populations des territoires occupés. Faire la guerre signifie se battre, avoir faim, souffrir, supporter les privations et obéir aux ordres, à la fois à l'avant et à l'arrière⁴⁵. La baisse des salaires à l'arrière est également justifiée par le fait qu'en termes économiques, les travailleurs à l'arrière sont comparables aux combattants au front.

Bien sûr, plus la prospérité publique est grande en temps de paix, plus les ressources produites par cette source sont importantes. Mais la capacité des besoins humains à s'étirer et à se contracter est surprenante : l'expérience de 1919-1920 permet de prédire que si le niveau d'enthousiasme de la classe qui mène la guerre est élevé, un État avec un produit national brut de 10 milliards de roubles par an pourrait mener une guerre qui coûterait autrement 15 milliards de roubles par an.

La puissance financière est loin de la puissance militaire. Ce n'est que lorsque des nations hautement civilisées font la guerre à des nations à un niveau de développement économique très bas, sans slogans autour desquels elles pourraient s'unir, que la guerre peut être considérée comme une entreprise dont le succès est garanti par la supériorité technologique et des allocations monétaires adéquates. César, qui s'appuyait sur la technologie romaine supérieure et sur la puissance économique, rencontra quelques difficultés en Gaule. L'Italie en Abyssinie et l'Espagne au Maroc ont gaspillé des milliers de vies et de vastes ressources sans arriver nulle part. Dans sa stratégie, Buelow insiste sur l'absence de correspondance directe entre la quantité de ressources monétaires à la disposition d'un État et la quantité de ressources matérielles (y compris la main-d'œuvre, selon les termes de Buelow) déployées dans une mobilisation frontalière. En août 1870, la Prusse, qui avait déployé des forces supérieures sur le Rhin, se trouvait dans une impasse financière, parce que la bourgeoisie prussienne n'achetait pas d'obligations de guerre. Seule une série de victoires sur le front, qui dissipèrent tout doute sur l'issue de la guerre, ouvrit la porte au ministre prussien des Finances. D'autre part, la France, dont l'armée s'était immédiatement retrouvée dans une situation catastrophique et avait subi des défaites partout et qui vivait une révolution à l'intérieur, était financièrement saine. Si l'issue de la guerre avait été dictée par les banquiers, la Prusse aurait sans doute été vaincue par les Français en 1870. La richesse nationale des États-Unis, qui a été estimée à 635 milliards de dollars, est une statistique extrêmement importante qui définit le front économique. Mais il y a toujours le front de classe et le front armé. Il ne fait aucun doute que les banquiers sont capables de déclencher une guerre, mais les guerres sont décidées par d'autres forces⁴⁶.

Communisme de guerre. Si le coût d'une guerre est égal à l'ensemble du produit national brut d'un État, alors la guerre ne peut être menée qu'avec un travail supplémentaire de la population, accompagné d'une transition systématique vers un régime de pain noir et de pommes de terre en quantités limitées. Si le public est suffisamment consciencieux, cette transition peut être opérée par des moyens énergiques pour couvrir les frais d'une guerre. Cependant, si nous refusons

45 Notre déclaration contredit le vieux chapeau de sagesse : « Les gens n'agissent pas avec la même conviction en temps de guerre qu'ils le font lorsqu'ils commencent une guerre ; Ils changent d'attitude au gré des méandres de la guerre... Les guerres ne sont pas tant menées par des paiements extorqués par la force qu'elles le sont par les ressources dont on dispose. Les gens qui vivent du travail de leurs mains sont plus désireux de sacrifier leur vie pour une guerre que pour leur argent... Un obstacle très important pour eux sera le manque d'argent, car l'argent tardera toujours à arriver, mais les événements de la guerre n'attendront pas. (*Fukidid* [Thucydide], vol. I, pp.140-142).

46 Nous profiterons de cette occasion pour attirer l'attention du lecteur sur l'abus fréquent d'une citation de l'œuvre de Montecuccoli : « La guerre exige de l'argent, de l'argent, de l'argent ». Montecuccoli s'est également concentré sur le fait que l'argent seul ne suffit pas, que des préparatifs approfondis sont nécessaires, que les troupes ne doivent pas être licenciées après une guerre et doivent être maintenues intactes, et qu'immédiatement après la conclusion d'un traité de paix, il faut commencer à se préparer pour la prochaine guerre. Il a dit que la guerre a besoin d'argent, d'argent et encore d'argent dans le seul but de caractériser les notions de personnes limitées et étroites d'esprit concernant les exigences de la guerre. Et par la maigre idiotie du même écrivain, cette absurdité populaire, que Montecuccoli ridiculisait, est maintenant attribuée à Montecuccoli lui-même !

de regarder en face le problème économique auquel nous sommes confrontés et que nous agissons de manière indécente, alors l'inflation galopante et les prix extrêmement élevés nous obligeront à recourir à une solution moins avantageuse, à savoir le « communisme de guerre » qui implique de donner à toute la population des rations et des pommes de terre.

Mobilisation économique. Les tâches de mobilisation économique englobent tous les aspects de l'activité économique. Une évaluation correcte des capacités économiques est très importante, car la préparation à la guerre d'un État peut être sapée par une demande excessive à l'économie. L'excès de zèle manifesté dans la Russie tsariste en 1916, en particulier par Vankov, fit plus de mal que l'énergie insuffisante caractéristique de 1914 et du début de 1915. Entre le développement d'une base économique appropriée pour mener une guerre d'usure prolongée et les traitements de choc économique⁴⁷ tels que la modification des ateliers de chemin de fer pour les besoins de la guerre, il y a la même contradiction qui caractérise l'énoncé de tous les problèmes stratégiques. La résolution de cette contradiction ne sera correcte que si elle est appropriée à la nature d'une guerre donnée.

Les problèmes de mobilisation économique ne peuvent pas être résolus à l'avance avec la même clarté et la même exhaustivité que les problèmes de mobilisation purement militaire. La résolution des problèmes de mobilisation économique implique l'organisation de la guerre et l'adaptation de la vie de l'ensemble du pays aux conditions de guerre. Ce problème ne peut pas être résolu complètement par des moyens purement bureaucratiques. Chaque personne à sa place doit faire tous les efforts possibles pour adapter son travail aux conditions d'une économie de guerre. Le succès est obtenu par le travail consciencieux des masses sous une direction ferme et prévoyante d'en haut.

La permanence de la mobilisation économique. On se tromperait lourdement en imaginant la mobilisation économique comme le passage de l'industrie de quotas de production militaire en temps de paix à des quotas de guerre rigides, des dizaines de fois plus élevés, sur une période de cinq, huit à douze mois en une seule étape. Ceci est contredit par l'expérience de la guerre mondiale, qui a montré que les quotas industriels sont augmentés en un certain nombre de phases. L'industrie est passée de la production de dizaines de milliers de cartouches par mois à la production de centaines de milliers de cartouches par mois, puis de centaines de milliers à la production de millions par mois. L'Italie, qui a réussi à opérer une mobilisation économique partielle avant son entrée en guerre tardive, a néanmoins multiplié par 9 sa production de cartouches (de 5 à 15 mille cartouches par jour), sa production de fusils par 5,5 (de 600 à 3 300 par jour) et sa production de mitrailleuses par 40 (de 1 à 40 par jour) au cours de la guerre. Jusqu'en 1917, l'Italie ne produisait que 358 canons par mois, mais la catastrophe de Caporetto à l'automne 1917, lorsque l'Italie a perdu la moitié de son artillerie (3 152 canons sur un total de 7 138), a obligé l'Italie à augmenter ses quotas, et en mai 1918, l'industrie italienne a produit un record de 1 338 canons, avec une moyenne mensuelle de 852 canons en 1918.

L'échelonnement des quotas procède naturellement des nécessités immédiates de la guerre : il ne faut pas chercher à les maximiser, mais plutôt à les augmenter rapidement. Lorsqu'une pénurie critique de ravitaillement s'est installée sur le front russe en février, il était naturel d'ordonner que leur production soit multipliée par 10 plutôt que par 25, si la première pouvait être réalisée en 7 mois tandis que la seconde prenait 27 mois⁴⁸.

47 Il faut considérer la loi du 17 février 1915 qui donnait aux commandants le droit de réquisitionner et d'interdire l'exportation de ravitaillements de leurs districts et leur donnait le droit de fixer les prix, un traitement de choc économique. En raison de l'analphabétisme économique des forces de l'ordre de cette loi, la Russie a été immédiatement divisée en plusieurs satrapies où chaque satrape interdisait l'exportation de produits locaux de sa satrapie afin de se procurer ces produits à moindre coût. Des milliers de postes de douane locaux ont été mis en place. Le chaos économique qui en a résulté s'est avéré si menaçant que la loi a dû être abrogée.

48 En janvier 1915, la Russie a produit 60 tonnes d'explosifs. Le quota de février devait porter la production à 600 tonnes par mois (100 pour cent). Ce quota a été atteint sept mois plus tard, en août 1915, au 13e mois de la guerre. Il est évident que des préparatifs avaient été faits pour augmenter la production dans les premiers mois de la guerre. En juin 1915, le quota a été augmenté de 266 % supplémentaires pour atteindre 2196 tonnes par mois. Il a fallu plus de 19 mois pour répondre à cette exigence (la production en 1917 était de 2130 tonnes) et il était évident que les usines nécessaires pour y parvenir devaient être construites à partir de zéro.

C'est pourquoi il nous semble que les tentatives d'obtenir immédiatement des résultats maximaux de la mobilisation économique sont totalement futiles. Si nécessaire, l'objectif ultime sera atteint en plusieurs phases. Les grandes guerres éclatent généralement au début de la période des récoltes dans le sud. Huit mois plus tard, au printemps, un nouvel acte de guerre ou une nouvelle campagne commencera et sera exécuté presque exclusivement avec du matériel qui a été produit pendant la guerre elle-même. Tous les préparatifs de la mobilisation économique devraient viser à organiser l'utilisation de ces huit mois. Les plans en temps de paix ne devraient tenir compte des progrès ultérieurs que dans la mesure où les mesures prévues pour les huit premiers mois ne constituent pas un obstacle à la poursuite de la croissance de l'industrie militaire.

Au cours de ces huit premiers mois, les forces armées mobilisées au début de la guerre peuvent être renforcées de 50 100 ou 300 % par de nouvelles forces. La question du temps et du nombre de nouveaux corps ne peut être résolue qu'en liaison avec la question du temps nécessaire pour fabriquer du matériel pour eux. La mobilisation économique est étroitement liée à la mobilisation militaire, qui est actuellement comme nous le dirons, permanente. Il est très important de diviser ces huit mois en deux ou trois phases d'augmentation des quotas. Ce n'est qu'alors que les questions de mobilisation économique reposeront sur des bases totalement solides. Nous devons planifier en détail deux à trois phases de mobilisation économique, chacune ne durant pas plus de deux à trois mois. La première phase coïncidera avec l'épuisement de certains stocks en temps de paix, la deuxième phase fournira des armes à de nouvelles forces et la troisième phase impliquera la préparation d'une nouvelle campagne.

Le problème organisationnel. La mobilisation économique englobe les questions d'organisation, de transport, financières et de main-d'œuvre et les questions du rapport de la ville à la campagne et de la mobilisation industrielle. Nous ne nous attarderons plus en détail que sur les trois dernières questions. La question de l'organisation en Union soviétique est rendue beaucoup moins difficile par le fait que toute notre économie en temps de paix en tant qu'agences militaires, à savoir le Conseil du travail et de la défense, le Conseil suprême de l'économie et l'Agence commerciale de l'État, et notre mobilisation ne nécessitent aucune sorte de rupture organisationnelle, tandis que les États bourgeois devront improviser. C'est; Créer et développer une direction suprême de l'effort économique. Notre avantage dans la mobilisation de l'économie est le même avantage que l'armée de Frédéric le Grand, qui est entrée en guerre en temps de paix, sur les armées contemporaines d'un demi-million d'hommes. Dans une large mesure, notre économie fonctionne selon un plan général en temps de paix. Une fois la guerre déclarée, les agences de gestion resteront en place et seul le programme économique qu'elles mettent en œuvre changera. Ils doivent être bien préparés à ce changement dans leur activité en élaborant des plans de mobilisation.

Le transport et la mobilisation financière ont déjà 60 ans d'histoire et devraient être assez systématiques. Nous avons déjà parlé des tâches de transport auxquelles il doit être préparé et de nos idées sur les moyens de couvrir les frais d'une guerre. Celle-ci constitue l'essence de la mobilisation financière, qui implique par ailleurs simplement une mobilisation suffisante. Les techniques financières ont été très perfectionnées dans tous les pays à la fin de la guerre mondiale⁴⁹.

L'allocation de la main-d'œuvre. L'affectation de la main-d'œuvre qui accompagne la mobilisation est une opération économique extensive et complexe dans laquelle nous avons une situation plutôt avantageuse. Quelle que soit la force de l'armée que nous déployons, si nous évitons de gaspiller la main-d'œuvre à l'arrière, alors avec notre population, nous serons en mesure d'éloigner un pourcentage plus faible de travailleurs du travail productif que dans d'autres pays. La campagne soviétique, qui représentera plus de 90 % des mobilisés, est loin d'utiliser complètement toute sa main-d'œuvre en temps de paix. Apparemment, nous pourrions nous limiter à donner aux paysans l'incitation économique à travailler leur terre avec soin et à organiser une aide publique pour les fermes des combattants et des non-combattants mobilisés.

49 Pour des informations sur les aspects financiers de la guerre, voir A. Svechin, *Istoriia voennogo iskusstva* [L'histoire de l'art militaire], vol. 3 (Moscou : Vysshei voennyi redaktsionnyi sovet, 1923), p. 30. On peut trouver de précieux suppléments à l'histoire de la guerre mondiale dans le livre de l'ancien ministre allemand des Finances, Helfferich (*Der Weltkrieg* (1919), vol. 2, pp. 111-282). Pour des documents sur les aspects financiers de la guerre de l'Entente, voir le livre de l'ancien ministre français des Finances, I.I. Klutz, *De la guerre à la paix* (1923).

Le désir de garder le plus grand nombre possible d'ouvriers dans les rangs de l'Armée rouge en temps de guerre est tout à fait compréhensible. Cependant, nous devons faire preuve d'une extrême prudence afin d'éviter les conséquences néfastes observées dans la guerre mondiale, dans laquelle tous les pays belligérants sont entrés sans un système bien planifié de reports de conscription. La guerre mondiale a présenté une image de confusion de masse dans laquelle les travailleurs ont été enrôlés dans des armées actives et ont ensuite été renvoyés dans leurs usines en tant que spécialistes qualifiés sans lesquels l'industrie n'aurait pas été en mesure de gérer les tâches qui lui étaient assignées. Les autorités militaires, qui ont déployé en vain beaucoup d'efforts, les transports et l'industrie, qui ont été gravement touchés par les départs des travailleurs vers les unités de réserve et les lignes de front, ont tous souffert de cela. En France, le nombre de personnes rappelées du front atteignait 700 000 hommes à l'automne 1917, et à la fin de la guerre, ce nombre dépassait le million⁵⁰. Ce genre de congé dans les foyers ne pouvait que créer une impression négative parmi les guerriers fatigués dans les tranchées. À l'automne 1916, afin de surmonter une crise du charbon, Ludendorff envoya d'un seul coup 50 000 mineurs du front vers les mines. Cette hésitation s'est poursuivie en Allemagne jusqu'à la fin de la guerre : les autorités militaires ont vu des personnes ayant des obligations militaires dans l'industrie qui pouvaient être remplacées par des femmes ou des handicapés, tandis que l'industrie essayait de récupérer des travailleurs particulièrement précieux (qui avaient souvent des relations) de l'armée : jusqu'en septembre 1918, alors que l'armée allemande souffrait d'une grave crise de main-d'œuvre, l'industrie enleva 34 769 ouvriers à l'armée et lui donna 24 175 hommes⁵¹. Les besoins industriels représentaient jusqu'à 20 % des pertes totales de l'armée allemande. À la fin de la guerre, alors que l'armée allemande fondait en raison d'un manque d'effectifs, un total de 2 434 000 personnes ayant des obligations militaires, dont 1 888 000 personnes physiquement aptes au service actif, travaillaient dans l'industrie.

L'armée doit être soulagée de ces pertes excédentaires de 20 % par tous les moyens possibles. Nous devons bien réfléchir aux catégories d'ouvriers qui pourraient être enrôlés sur le front parce que leur travail n'est pas essentiel aux intérêts de la guerre ou qu'il pourrait être remplacé par le travail d'ouvriers non qualifiés, de femmes et d'enfants ou d'hommes physiquement inaptes au service⁵². Dans ce processus, nous devons être très stricts et particulièrement pour éviter que l'Armée rouge ne se transforme en une armée 100 % paysanne. Mais là où une main-d'œuvre qualifiée est requise, les travailleurs devraient être immédiatement exemptés de la conscription dans le cadre d'une mobilisation. Bien que nous ne puissions pas recommander d'accorder des ajournements à tous ces travailleurs en temps de paix, nous pouvons exprimer nos doutes quant à l'opportunité de la proposition faite par certaines personnes d'attribuer les premières divisions territoriales aux régions industrielles. Une division de mineurs de Donetsk ou une division de cheminots de Moscou serait militairement sans valeur parce qu'elle ne pourrait pas être mobilisée. Comme l'indique l'expérience de l'Allemagne, 50 % de tous les ajournements doivent être accordés à l'industrie de la pluie, 25 % aux transports et seulement 25 % à toutes les autres industries et aux cols blancs « indispensables ».

Bien sûr, la question de la mobilisation de la main-d'œuvre a bien d'autres aspects, mais ils intéressent moins le stratège.

La ville et la campagne. Dans la mobilisation économique, nous devons maintenir l'équilibre économique existant entre la ville et la campagne, les ouvriers et les paysans. Les cols

50 À la fin de la guerre, seuls 500 000 travaillaient dans l'industrie militaire ; Les autres, sans doute, sont devenus des travailleurs administratifs « nécessaires ». Si l'on observe que la main-d'œuvre masculine qualifiée engloutie par l'industrie en France par rapport à l'Allemagne est incomparablement moindre, cela s'explique d'abord par le fait que la France, ayant perdu avec son nord ses mines, ses puits, ses hauts fourneaux et ses fourneaux à foyer ouvert, a survécu à toute la guerre principalement grâce à l'acier américain ; en Allemagne, cependant, l'industrie minière a englouti une masse d'hommes en âge d'être mobilisés.

51 Ces statistiques sur l'armée allemande sont tirées de Wrisberg, *Heer und Heimat*, 1914-1918, p. 100 et 292. Les chiffres sur l'armée française ont été empruntés à Painlevé, *Comment j'ai nommé Foch et Pétain*.

52 À la fin de la guerre mondiale, il y avait 1 700 000 ouvriers dans 15 000 usines et magasins de l'industrie de guerre française, dont un tiers de femmes et d'enfants (430 000 femmes et 130 000 mineurs).

blancs et les cols bleus vivant dans les villes ne répondent pas directement à leurs besoins personnels par leur propre production et sont beaucoup plus dépendants du marché que les paysans, qui tirent leur nourriture et leur carburant de leurs fermes, réparent leurs propres maisons et fabriquent souvent leurs propres vêtements. Les guerres, qui vident le marché et perturbent le système monétaire, ont tendance à perturber cet équilibre en mettant la population urbaine dans une situation incomparablement plus difficile que la population rurale, qui survit en grande partie grâce à une économie naturelle. Lorsqu'une guerre éclate, l'offre de produits agricoles diminue rapidement, les producteurs cessent de se concurrencer et les prix des denrées alimentaires augmentent. L'industrie, qui a concentré ses efforts sur la production de guerre, est incapable d'approvisionner les marchés ruraux en biens de consommation.

Une politique économique saine devrait maintenir cet équilibre par tous les moyens possibles, et les pénuries de biens pour les campagnes devraient être remplacées par des pressions fiscales appropriées. La mobilisation économique devrait prévoir les types d'impôts de guerre imposés aux paysans qui seront proportionnels à la réduction des salaires réels dans les villes. Nous ne devons pas permettre le moindre symptôme de profit sur la misère sociale de la guerre. La guerre est déjà perdue lorsqu'un grand nombre de personnes ont envie d'en profiter.

La mobilisation économique devrait comporter un certain nombre de mesures énergiques pour maintenir les prix du pain à un bas niveau, bien qu'il puisse y avoir des divergences d'opinions sur l'opportunité de ces mesures avant le début d'une guerre. La mobilisation d'une armée entraîne une augmentation significative de la demande d'avoine, car les chevaux enrôlés dans l'armée reçoivent cinq à six kilogrammes par jour au lieu des deux kilogrammes par jour qu'on leur donne normalement dans une ferme paysanne. La demande globale de nourriture n'augmentera pas, à toutes fins utiles, parce que le public mangera moins pour compenser la plus grande consommation du soldat de première ligne. Mais alors qu'auparavant, ce fourrage et cette nourriture étaient récoltés petit à petit dans différentes fermes, aujourd'hui, la demande est immédiatement évidente en tant que total global. Nous avons besoin d'un haut niveau d'organisation pour résoudre les difficultés qui se présenteront⁵³.

La tâche serait beaucoup plus facile si nous exportions la quantité habituelle de céréales en temps de paix. Mais parce que l'URSS devient progressivement un pays qui n'est plus un grand exportateur de céréales et qu'elle essaie de remplacer ces exportations par des exportations de produits agricoles de plus grande valeur, nous devons peut-être penser à organiser de grands stocks de céréales afin de surmonter l'anarchie du marché paysan⁵⁴.

L'Allemagne a dû recourir à un abattage massif et obligatoire des porcs afin d'approvisionner au moins les villes en pommes de terre.

Mobilisation industrielle. L'industrie n'a toujours pas été mobilisée systématiquement si l'on fait abstraction des préparatifs plutôt douteux de l'Italie dans les dix premiers mois de la guerre mondiale, alors qu'elle n'était pas encore un participant direct aux opérations militaires ; L'expérience historique n'a fait qu'indiquer la nécessité d'une mobilisation industrielle et a fourni

53 La Russie tsariste disposait d'environ 300 000 tonnes de nourriture, dont plus de 100 000 tonnes d'avoine, dans ses dépôts militaires et ses forteresses dans les districts frontaliers de l'ouest. Ce type de stock est très important pour gagner du temps pour les mesures organisationnelles. Le fait de le remettre aux autorités militaires permet de soulager le système de transport du fardeau de l'expédition de ce stock dans les deux premiers mois d'une guerre, qui sont particulièrement stressants pour le transport.

54 Ce que nous avons dit ci-dessus sur la nécessité de maintenir un équilibre entre la ville et le pays s'applique également à l'équilibre entre les différents États et régions de la fédération. La politique économique doit s'efforcer d'assurer une répartition équitable des fardeaux et des privations de la guerre. Le comportement de la Hongrie dans la guerre mondiale fournit un mauvais exemple extrêmement instructif. La Hongrie ne voulait pas se séparer de ses privilèges en tant que producteur et a mis en place une frontière douanière intérieure la séparant de l'Autriche. Sur le plan agricole, la Hongrie est restée relativement prospère tandis que l'Autriche, qui était impliquée dans la production de guerre, était parfois littéralement sans une croûte de pain. Il me semble que ces douanes intérieures se reflétaient dans les différents niveaux de persistance avec lesquels les Autrichiens et les Hongrois se sont battus sur le front. L'égoïsme de la Hongrie était particulièrement évident dans la question ferroviaire : la Hongrie essayait d'éviter de saper l'importance des débouchés ferroviaires vers l'Adriatique, qui étaient aux mains des Hongrois, et interféra même avec la construction d'un chemin de fer à la frontière austro-italienne pendant la guerre. Kraus, *Die Ursachen unserer Niederlage* (1920), p. 28, 62-66, 174.

des informations sur le processus anarchique de conversion de l'industrie à la production de guerre pendant la guerre mondiale. Comptabiliser toutes les matières premières nécessaires et les allouer, comptabiliser et rationaliser l'utilisation de l'équipement des usines, réaffecter les superviseurs techniques et les ouvriers, utiliser pleinement les chômeurs, Obtenir de la main-d'œuvre nouvelle dans les campagnes et fixer des quotas adaptés aux capacités des ressources disponibles et aux besoins de la guerre constituent l'essence de cette mobilisation. Peut-être que l'expérience de la gestion de la vie économique de l'Union soviétique en temps de paix est la meilleure école pour les planificateurs de la mobilisation industrielle.

L'harmonie d'un plan de mobilisation industrielle est particulièrement importante. La croissance de la production militaire doit être uniforme : si la production de munitions d'artillerie est intensifiée mais qu'il n'y a pas assez d'acier ou que le système de transport ne peut pas gérer les expéditions de charbon, le processus sera réduit de moitié. Mais les balles seraient complètement inutiles s'il n'y avait pas assez de poudre, de douilles ou de tubes. Le nombre de coups tirés doit être entièrement coordonné avec la production de canons pour remplacer les canons usés ou détruits. Le développement unilatéral de la production de grenades à main, de fusils ou de bottes et d'uniformes de soldats aura un effet grave sur les ressources matérielles de l'État et ne donnera aucun bénéfice réel à l'armée. Quelle que soit l'ampleur de la demande d'équipement militaire en temps de guerre, il n'y a pas toujours des gens en temps de guerre qui consomment cet équipement militaire et donc des crises de surproduction d'équipement militaire sont possibles en temps de guerre. Si l'on considère le programme Hindenburg entrepris par l'industrie allemande à la fin de 1916 comme un programme de nouvelle mobilisation économique en pleine guerre, on peut en déduire un certain nombre d'indicateurs du danger de surestimer l'aspect militaire du programme de mobilisation de l'économie. En 1916, Ludendorff fixa un quota mensuel de 3000 canons de campagne pour l'industrie allemande, ce qui était beaucoup plus élevé que la demande réelle : il fallait construire de nouvelles usines, produire de nouvelles machines-outils, augmenter la production d'acier, détourner le charbon à cette fin, et les réserves de l'armée devaient être affaiblies afin d'obtenir la grande quantité de main-d'œuvre nécessaire pour extraire les matières premières. faire fonctionner le système de transport, construire les usines et fabriquer les canons. En mai 1917, Ludendorff reconnut l'erreur de son programme et donna des instructions pour ne pas produire plus de 1500 canons par mois ; en septembre 1917, il réduisit le quota à 1 100 et en mars 1918 à 725 canons par mois. Cependant, la production industrielle se caractérise par une grande inertie soutenue par les personnes qui s'y intéressent ; Parfois, la production atteignait jusqu'à trois quotas mensuels par mois et il a fallu beaucoup d'efforts de la part des agences logistiques pour réduire cette production. En juin 1918, la production mensuelle s'élevait à 2 498 canons de campagne. En conséquence, l'arrière allemand a été submergé de canons de campagne flambant neufs ; rien qu'à Cologne, il y avait un stock de 3 500 nouveaux canons de campagne et de 2 500 nouveaux obusiers de campagne. Seul Foch apporta un certain soulagement : désireux de désarmer l'Allemagne avec ses conditions d'armistice, après avoir calculé la quantité d'artillerie allemande qui devait être disponible dans l'armée allemande active, il exigea que les Allemands lui remettent 2 500 canons de campagne et 2 500 canons lourds. Sa demande concernant les canons de campagne a été satisfaite en lui donnant des canons de campagne flambant neufs des dépôts sans emporter les canons qui avaient été livrés sur le terrain. Les commissions d'inspection de l'Entente impliquées dans la destruction des armes allemandes ont ensuite été submergées par les dizaines de milliers de canons allemands qui leur ont été remis pour être grattés⁵⁵.

Il faut bien se rendre compte que l'effort qu'un État est capable de faire à l'avant et à l'arrière constitue une seule entité, et que trop solliciter l'arrière conduit à l'affaiblissement de l'avant. Lorsque l'armée allemande a commencé à fondre à l'été 1918, il aurait été naturel de réduire la quantité de travail de guerre à l'arrière afin de maintenir le front prêt pour la bataille. Quel était l'intérêt de fabriquer suffisamment de munitions en un an pour remplir un train allant de Hambourg à Constantinople s'il n'y avait pas assez de bras sur le front pour les tirer ? On voit

55 Ludwig Wurtzbacher, « L'approvisionnement de l'armée en armes et en munitions », dans M. Schwarte, *La Grande Guerre 1914-1918*, vol. 9, partie 1, p. 131-134 ; Wrisberg, *Wehr und Waffen 1914-1918*, p. 18, 19 et 57.

l'illogisme de Ludendorff, qui a permis à l'Allemagne d'entrer dans la crise de novembre 1918 sans personne au front et avec une industrie de guerre à l'arrière qui fonctionnait à plein régime. Le fait que la Russie ait produit des excédents de dizaines de millions de cartouches en 1917 n'est rien devant ce fait. La production d'équipements militaires nécessite du renseignement, et non le désir de battre des records du monde.

L'industrie militaire doit être techniquement préparée à la mobilisation. En temps de paix, la tendance à maximiser la qualité et la durée de conservation des produits est naturelle. En temps de guerre, il n'y a aucun sens à produire de la poudre coûteuse avec une durée de conservation de 15 ans si elle doit être épuisée en quelques mois, et on peut éviter d'être particulièrement pointilleux sur la qualité s'il n'y a rien avec quoi tirer. Cependant, l'élaboration de spécifications moins rigides est une procédure qui nécessite beaucoup d'attention et de temps, et cette procédure doit être effectuée en temps de paix.

Dans le même temps, nous devons avoir des modèles simplifiés d'équipements à portée de main au cas où des modèles raffinés ne pourraient pas être produits dans les quantités nécessaires. Des explosifs mécaniquement puissants peuvent remplacer le TNT dans les obus, et si nécessaire des grenades en fonte peuvent remplacer celles en acier, et l'absence de mèches complètement sûres ne devrait pas faire taire l'artillerie, car des mèches très simples qui ne sont pas tout à fait aussi sûres peuvent être utilisées pour tirer des armes à feu, et même le laiton traditionnel peut être remplacé par un matériau moins cher pour les douilles. Nous ne devrions jamais permettre que la technologie soit soumise à une attitude bureaucratique dans la détermination des exigences de la guerre, comme ce fut le cas dans l'ancienne armée russe, où l'attitude était que si nous l'avons, c'est bien, mais si nous ne l'avons pas, nous pouvons nous en passer. La technologie doit être appliquée aux conditions de la guerre et leur être subordonnée, et sa flexibilité doit être assurée par les préparatifs de mobilisation. Afin de permettre à une usine qui n'est pas engagée dans la production militaire en temps de paix de faire une transition vers la production militaire de masse en temps de guerre, elle doit recevoir suffisamment d'exemplaires des plans et des spécifications, les moules et les modèles nécessaires, et le stock nécessaire de matières premières, et les remplacements constants, et une main-d'œuvre doit être réunie et formée pour produire le nouveau produit. La production de masse des plans et des modèles exige beaucoup mais cela pouvait être fait ou préparé en temps de paix à faible coût. Les problèmes de matières premières et d'équipement peuvent être résolus beaucoup plus rapidement s'ils sont examinés en temps de paix. Il faut jusqu'à deux mois pour former une main-d'œuvre à la production. Pendant la guerre mondiale, il fallait souvent plus d'un an pour mobiliser une usine métallurgique⁵⁶. Nous pensons que la moindre attention portée à cette question en temps de paix devrait rendre la mobilisation deux fois plus fructueuse.

Surprise technique. Dès la guerre de Sécession, les États-Unis ont fait des progrès majeurs dans des domaines très différents de la technologie militaire, produisant des mines, des navires cuirassés, des canons de 12 pouces, des fusils à répétition, des mitrailleuses, etc. Lors de la guerre de 1870, Napoléon III se prépara secrètement à armer l'armée française de 200 mitrailleuses et était tout à fait confiant de réaliser la surprise technique. Cependant, l'utilisation des mitrailleuses n'a pas été soigneusement étudiée dans un sens tactique et n'a pas été coordonnée avec la tactique des forces françaises ; Les mathématiciens de l'artillerie de champ de tir chargés de préparer les mitrailleuses n'ont réussi qu'à penser à rééquiper certaines de leurs batteries de mitrailleuses et à organiser les batteries de mitrailleuses principalement pour le combat à longue portée. Ce manque de compréhension tactique n'a pas seulement annulé la surprise technique, il a également retardé l'introduction des mitrailleuses en Europe pendant trente ans.

Pendant la guerre mondiale, les Allemands ont partiellement réussi à surprendre techniquement avec l'obusier de 42 centimètres malgré le fait que les Russes, pour leurs propres tests, avaient commandé un échantillon de cet obusier en France avant la guerre, que tout était

⁵⁶ Une opération aussi simple que la mobilisation d'un atelier d'équipement qui disposait d'un cadre de 10 % du nombre requis d'ouvriers et de toute la machinerie requise en temps de paix est néanmoins retardée dans la guerre mondiale. Il a fallu au moins trois à quatre semaines pour commencer la production à grande échelle avec l'effectif complet de 450 travailleurs.

théoriquement clair et que les nouvelles fortifications permanentes russes étaient conçues pour une artillerie de siège de 11 à 16 pouces plutôt que pour des canons de 6 à 8 pouces. et que nous avions mené des expériences approfondies avec le canon de 11 pouces. Néanmoins, toutes les forteresses du monde étaient terriblement confuses lorsqu'elles observaient l'effet des Berthas allemandes, qui avaient été gonflées à des dimensions fantastiques par une publicité habile. D'autres avancées majeures de la pensée technique allemande n'ont pas été mises en œuvre aussi intelligemment : Falkenhayn n'a approuvé l'utilisation de gaz toxiques sur le front que sous la forme d'un essai, et l'artillerie à très longue portée n'a tiré que sporadiquement : le bombardement de Paris à une distance de plus de 100 kilomètres est devenu une sorte d'exercice sportif pour l'artillerie Krupp mais jamais une entreprise sérieuse (303 obus, en 44 jours, dont 183 dans la ville). L'Entente n'a pris l'initiative technique que dans la mise au point de chars : en 1916, elle a commencé des expériences sur le front qui ont été assez infructueuses, et bien que les chars aient été utilisés avec succès en 1918⁵⁷, ce n'est pas parce que les Allemands n'avaient pas eu le temps de s'y préparer, de les repousser et d'acquérir leurs propres chars : la surestimation par le commandement allemand de leur succès sur les premiers chars, le manque d'attention et le mépris pour les efforts techniques de l'Entente, et leur propre équipement, ont été les conditions qui ont créé des conditions propices aux attaques de chars de l'Entente à l'été 1918 avec le début de la désintégration de l'armée allemande.

Dans une guerre future, l'initiative technique sera d'une importance écrasante. Mais l'état-major doit adopter une attitude favorable aux innovations techniques et faire les premiers pas dans l'arrière-pays en toute discrétion. De nouvelles armes aptes au combat peuvent être développées en secret si les techniciens et les tacticiens impliqués sont hautement qualifiés et si les comités académiques militaires, qui sont par leur essence même et leur organisation des bastions de la réaction technique et un cimetière d'idées nouvelles, sont tenus à l'écart de l'opération. Et la haute direction doit être suffisamment confiante pour commencer la production de masse sans d'abord essayer l'équipement au combat. Bien sûr, il y a le grave danger que si la pensée tactique et technique ne sont pas à la hauteur, d'énormes ressources seront dépensées pour rien. Mais ce risque doit être pris consciemment. Un homme vraiment intelligent comme le colonel Bauer de l'état-major général en Allemagne est inestimable à cet égard. Une nouvelle arme doit être introduite en grande quantité immédiatement car c'est aussi une réserve qu'il ne faut pas dépenser goutte à goutte, car il n'y a pas besoin de gradualistes, et d'expérimenter sur le champ de bataille !

L'État-major économique. L'état-major économique général est le reflet de la notion plus large actuelle de la direction d'une guerre. Si une guerre implique des fronts armés, de classe et économiques, les agences militaires chargées de diriger les préparatifs et de se préparer à diriger ces fronts doivent être organisées à l'avance. L'organisation d'un état-major économique militaire est une mesure urgente.

L'expérience du passé a montré que, sans une agence militaire spéciale, l'activité des différentes agences extradépartementales impliquées dans les préparatifs globaux de guerre peut disparaître (le Conseil de la défense nationale organisé en France il y a 20 ans) ou se concentrer exclusivement sur la résolution des problèmes actuels du temps de paix (le Conseil du travail et de la défense dans les années passées en Union soviétique). interventions sporadiques des autorités militaires et attaques sur des questions économiques individuelles. Toutes les grandes mesures économiques, même celles telles que le projet Volkhov, le problème de l'électrification dans son ensemble, ou simplement la fixation des prix du seigle des paysans, peuvent sembler n'avoir aucun rapport direct avec les préparatifs de guerre, mais en fait conduire à des changements économiques qui peuvent avoir un effet positif ou négatif sur les préparatifs de guerre et doivent donc être évalués de manière critique du point de vue de l'économie militaire. Bien sûr, l'importance primordiale du développement et de l'amélioration d'ensemble de l'économie peut assez souvent nous obliger à ignorer temporairement les intérêts des préparatifs de guerre, mais la conscience de ces derniers devrait imprégner toute la vie économique.

57 Nous ne sommes pas du tout d'accord avec le maréchal Haig, qui s'attribue le mérite de la première utilisation de chars au combat à partir de 1916, ce qui a conduit à des améliorations dans leur conception et leur utilisation. Tout cela devait être effectué à l'arrière.

Un état-major économique peut être petit, mais ses membres doivent être très hautement qualifiés. Nous pensons que certains de ses membres devraient être des personnes étroitement liées à l'Armée rouge par leur formation et leur service, diplômées d'écoles supérieures militaires, ayant une expérience dans l'industrie et ayant effectué des travaux individuels sur l'économie militaire, tandis que certains de ses membres devraient être d'éminents économistes et techniciens ayant des vues larges, spécialisés dans les questions économiques liées à la guerre et ayant pris le temps de se familiariser avec l'histoire de l'économie. plusieurs guerres récentes, stratégie et administration. En Allemagne, la question de l'état-major économique s'est posée avant la guerre mondiale mais n'a jamais été résolue, tandis que la France est maintenant dans la première étape de l'organisation d'une telle agence.

5. Le plan diplomatique

Les tâches de la diplomatie. La relation entre les conditions militaires et économiques dans lesquelles une guerre étrangère doit être menée et la politique étrangère est évidente.

Dans une offensive, la diplomatie doit nous donner les avantages de la surprise politique, et limiter nos inconvénients sur la défensive. Les diplomates sont confrontés à la tâche de permettre à un État d'éviter des conflits armés avec ses voisins à des moments indésirables, et, d'autre part, si les objectifs historiques qu'un État s'est fixés ne peuvent être atteints sans l'utilisation de la force armée, la diplomatie doit commencer une guerre au moment le plus opportun en termes de conditions purement militaires et économiques avec les conditions internationales les plus favorables.

Ces conditions internationales favorables comprennent : l'isolement d'un État hostile d'éventuels alliés ; se fournir des alliés actifs ; engendrer des attitudes hostiles de la part des pays neutres envers l'ennemi et des attitudes sympathiques envers soi-même ; priver l'ennemi de la possibilité d'obtenir des prêts et d'acquérir les matières premières et les armes dont il a besoin pour faire la guerre ; et l'ouverture de sources étrangères de coopération économique pour soi-même. L'infamie de déclarer la guerre doit être dirigé loin de soi-même et vers l'ennemi si possible.

Les mots d'ordre de guerre. Les guerres dynastiques appartiennent désormais au passé. À l'heure actuelle, la politique étrangère reflète de plus en plus des motifs économiques et de classe plutôt que des motifs nationaux. L'art de la diplomatie doit provoquer une rupture avec l'ennemi en employant des slogans qui auront un large attrait dans les pays étrangers et seront compris par de larges masses de la population.

La Grande-Bretagne, qui est entrée dans la guerre mondiale afin de détruire son concurrent économique l'Allemagne, a su prendre la posture chevaleresque du défenseur du droit international et des petits pays en particulier, à savoir la Belgique, de la violence des grands pays. L'hypocrisie évidente de cette posture et l'idéalisation nauséabonde d'une « petite nation héroïque » soumise à une attaque des « Huns contemporains » ont permis au point de vue britannique de pénétrer tous les pays du monde pendant la guerre mondiale.

La dépendance de la politique étrangère vis-à-vis de la politique intérieure. La politique étrangère est une extension de la politique intérieure, et est donc loin d'être libre dans ses manœuvres. « L'ordre exige la séparation du ministère des Affaires étrangères et du ministère des Affaires intérieures », a écrit Adam Mueller, politologue du début du XIXe siècle, tout en développant l'opinion que les affaires étrangères et intérieures devraient constituer une seule entité dans l'esprit du gouvernement et de la nation.

En 1870, la politique intérieure du bonapartisme était basée sur une union très étroite avec les éléments catholiques en France, où avait pris racine un fort mouvement libéral qui menaçait le gouvernement du Second Empire. La classe dirigeante, qui s'est unie autour de l'impératrice Eugénie, était encline à abolir la Constitution et à porter un coup destructeur à l'opposition. Mais cette victoire intérieure nécessiterait une victoire militaire préalable, ce qui rendrait la dynastie plus

populaire en France. Ainsi, les éléments réactionnaires du Second Empire ont donné naissance à un parti de la guerre, qui était un partenaire tout à fait souhaitable pour Bismarck, qui avait également besoin d'une guerre avec la France afin d'achever l'unification de l'Allemagne.

La politique étrangère française avait besoin d'une alliance avec l'Autriche pour un conflit commun avec la Prusse. Mais l'Autriche, qui se souvenait de 1866 où elle avait dû mener une guerre sur deux fronts en même temps contre la Prusse et l'Italie, exigea que l'Italie soit incluse dans l'alliance comme condition préalable à sa participation. Le gouvernement italien, très proche de Napoléon III, aurait volontiers conclu une alliance avec la France et l'Autriche, mais exigeait qu'on lui donne l'autorisation d'occuper Rome et de priver le pape de l'autorité séculière comme condition préalable à sa participation, et si cette autorisation n'était pas accordée, le gouvernement italien ne serait pas en mesure de résister à la pression des patriotes et des révolutionnaires italiens qui avaient exigé que l'unification de l'Italie et avait obtenu des promesses d'argent et d'armes de la part de Bismarck. Cependant, pour des raisons de politique intérieure, le Second Empire ne pouvait pas laisser le pape sans soutien, et la diplomatie était donc incapable d'obtenir de bons résultats. La question de la formation d'une alliance n'avait pas dépassé le stade de la négociation lorsque les tirs de canon à Woerth et Spicheren forcèrent toute discussion à ce sujet.

États neutres. Le plan diplomatique doit prendre en compte les relations internationales à l'échelle mondiale plutôt que de concentrer toute son attention sur des ennemis probables. Aujourd'hui, il est plus facile que jamais pour un conflit entre deux États de se transformer en une conflagration mondiale, car les intérêts économiques constituent désormais un réseau mondial intégré. Les intérêts vitaux des États neutres sont affectés par les guerres. L'économie mondiale est une entité unique, peu importe à quel point certains États peuvent essayer de devenir des entités économiques autosuffisantes. Une grande guerre est une entreprise économique colossale qui absorbe une grande quantité de main-d'œuvre, de matières premières, de produits manufacturés et de véhicules et qui modifie totalement la situation de l'économie mondiale. Les prix, les fournisseurs et le crédit, la production, l'échange, les relations et les conditions de la demande changent également.

Parfois, les neutres tombent dans un blocus et sont capables de maintenir le commerce extérieur uniquement avec la permission d'États étrangers. En Suisse, la société commune S.S.S. (Société Suisse de Surveillance) a été créée sous la supervision de l'Entente, tandis qu'une société similaire a été créée en Hollande et était connue sous le nom de N.O.T. TRUST (Nederlansche Overzu-Trust) ; ces sociétés réglementaient tout le commerce extérieur de ces pays. Les pays scandinaves, en particulier la Norvège, étaient dirigés par des représentants diplomatiques de l'Entente⁵⁸. Mais cette pression sur les pays neutres n'a été possible que lorsque les neutres ont reconnu la supériorité écrasante des forces de l'Entente.

En général, il faut s'occuper des neutres et veiller soigneusement à leurs intérêts économiques, en se rappelant que, de leur point de vue, tout ce qui se passe pendant une guerre doit être fait dans leur intérêt et qu'ils doivent faire du profit aux dépens des parties belligérantes.

Préparations diplomatiques à la guerre. Les préparatifs diplomatiques du Japon en vue de la guerre avec la Russie en 1904 ont été exemplaires. Après la victoire japonaise sur la Chine en 1895, les diplomates japonais ont été confrontés à un front uni de la race blanche, à savoir la Russie, la France et l'Allemagne. Tout d'abord, le Japon devait s'assurer que ce front ne se forme jamais. C'est pourquoi le Japon a inclus un traité d'assurance avec la Grande-Bretagne qui obligeait cette dernière à fournir une aide militaire au Japon si le Japon était impliqué dans une guerre avec plus d'un pays. La Grande-Bretagne assumait les fonctions d'un second qui s'assurait que personne ne pouvait aider la Russie dans son duel avec le Japon. Les Japonais ont agi en tant que protecteurs de l'Extrême-Orient contre l'impérialisme russe et en tant que paladins de tous les autres impérialistes souhaitant protéger leurs intérêts en Chine. Les diplomates japonais ont également réussi à établir des relations amicales avec les Chinois, ce qui était très important compte tenu du fait que des

58 M.W.W.P. Consett *Le triomphe des forces non armées 1914-1918* (Londres : 1923). L'auteur affirme que la Grande-Bretagne a perdu les deux premières années dans des tentatives infructueuses de créer un blocus contre l'Allemagne sur la péninsule scandinave.

opérations militaires étaient menées sur le territoire chinois, et n'était pas très facile après la défaite et la violence subies par la Chine en 1895. Il n'a pas été facile pour les représentants de la race jaune de percer le front blanc et de permettre d'obtenir des prêts et des fournitures militaires en provenance des États-Unis et de l'Europe occidentale. Comme nous le savons, pendant la guerre elle-même, le Japon a même pu acheter des mitrailleuses Hotchkiss à l'allié de la Russie, la France.

Ces réalisations majeures ont été le résultat d'une politique étrangère qui s'est fixé un objectif précis et a systématiquement travaillé dans ce sens. La guerre mondiale pour l'Allemagne en 1914 était loin d'être le même type d'objectif que la guerre avec la Russie en 1904 l'était pour les Japonais. C'est pourquoi nous ne pouvons que voir les actions non coordonnées des diplomates allemands, qui étaient souvent contradictoires du point de vue de la guerre. La construction d'une grande marine n'était qu'une menace pour la Grande-Bretagne qui était contrainte de rejoindre la coalition franco-russe. La diplomatie allemande a permis à la Grande-Bretagne d'effectuer beaucoup plus facilement un encerclement diplomatique de l'Allemagne. Vis-à-vis de la Russie, de la France, de la Grande-Bretagne et du Japon, Guillaume II occupait la pire position politique possible, un mouton déguisé en loup⁵⁹.

Dans ce cercle d'États hostiles, la politique étrangère allemande n'aurait pu qu'adopter une position d'extrême apaisement afin d'améliorer la situation concernant la France, la Grande-Bretagne et la Russie et d'attendre la désintégration de l'Entente, ou de choisir un certain moment pour une guerre préventive dans des conditions politiques, économiques et internationales particulièrement favorables. L'Allemagne a pris la troisième voie fatale, la voie du milieu, croyant que son désir de paix rendrait la guerre impossible tout en croyant qu'elle n'aurait pas à faire de concessions et qu'elle serait en mesure d'améliorer sa situation militaire et politique⁶⁰.

La Croisade. Les erreurs de la politique étrangère allemande ont eu un effet grave sur la stratégie allemande. Les diplomates devaient avoir une idée claire de la queue stratégique qui était une extension de la politique étrangère qu'ils avaient créée. La nature et les lacunes de la politique étrangère se transmettent naturellement à la stratégie. La nature irrationnelle et mystique de la politique, qui a conduit aux premières croisades au début de notre millénaire, a engendré la stratégie irrationnelle et antipositiviste des croisades. Ranke était triste que Frédéric Barberousse n'ait pas d'abord saisi la péninsule balkanique pour en faire une base opérationnelle allemande avant de se rendre en Asie. Mais ce genre de mouvement en avant, de phase en phase, dépensant la vie de générations entières et élargissant systématiquement sa base culturelle, économique et opérationnelle, est tout le contraire de ce que nous comprenons d'une croisade. Le destin des croisés était d'avoir leurs traces perdues dans l'océan de terrain qu'ils couvraient de la même manière que toutes les traces d'un navire se perdent en mer...

La pensée d'un véritable politicien⁶¹, comme un stratège, non seulement évite tout mysticisme, mais elle est fermement enracinée dans la réalité ; À partir de là, son imagination grandit, et sa création est déterminée uniquement par le matériau de construction fourni par la réalité. Une certaine dose de mysticisme était caractéristique des dirigeants allemands dans la guerre mondiale. Au début de 1915, dans les cercles politiques allemands, il y avait de vives discussions sur « l'orientation » souhaitable des attaques allemandes, c'est-à-dire contre la France « démocratique » ou la Russie tsariste. Ludendorff soutenait l'orientation russe et recevait un soutien

59 C'est-à-dire une position qui semblait être une position offensive alors que l'Allemagne était en fait sur la défensive politique. La menace d'une campagne contre l'Inde était aussi une peau de loup sur les épaules du gouvernement tsariste de la Russie.

60 B. W. von Buelow, *Die Krisis*, 3e édition (Berlin : 1922), pp. 176-177.

61 Jomini écrit sur les « guerres d'opinions » (dans Jomini, *Précis de l'art de la guerre* (1837), t. 1, p. 54-61), soulignant leur nature particulière et les possibilités qu'elles offrent pour créer la discorde dans un État hostile. Dans ces cas, le stratège doit éviter ce qui pourrait être interprété comme la poursuite d'objectifs nationaux ou impériaux simplement camouflés par de nobles slogans. C'est pourquoi il est nécessaire d'éviter de s'emparer de forteresses et d'occuper une province dans le but d'établir une base d'opération et pourquoi il faut préserver l'administration locale dans les zones occupées et éviter toute sorte de réquisitions et apparaître comme des alliés non rémunérés aux penseurs similaires parmi la population. C'est avec ce style que l'armée française, sous le mandat de la Sainte-Alliance, mena la campagne d'Espagne de 1823 et fut en mesure de réprimer le mouvement révolutionnaire radical sur toute la péninsule en trois mois.

énergique de la part des sociaux-démocrates. Falkenhayn soutenait une orientation occidentale, permettant une offensive contre la Russie avec seulement des objectifs limités. En fait, plus le gouvernement tsariste subissait de revers, plus il était impossible pour la Russie de conclure une paix séparée. Finalement, l'orientation anti-russe a triomphé en raison de l'impopularité de la Russie tsariste parmi les sociaux-démocrates et la bourgeoisie de gauche. La campagne allemande sur le front russe en 1915 ressemblait aux actions de Don Quichotte et était de surcroît politiquement criminelle car elle mettait en danger la vie de la nation allemande. Un contraste avec cette approche antipolitique des sociaux-démocrates allemands, qui classaient leurs ennemis sur la base de leurs sympathies plutôt que de leur implacabilité, est offert par la politique du fasciste Mussolini, qui a établi des relations diplomatiques et commerciales avec l'Union soviétique, des actions loin de toute forme de mysticisme et guidées par des avantages réels sans mélanger sympathies et affaires.

La Société des Nations. La Société des Nations, qui est une sorte de bourse pour les diplomates et les fonctionnaires, et qui est sous la forte influence de la Grande-Bretagne, qui avec ses dominions dispose de six voix à l'Assemblée générale, et de la France, a hypocritement poursuivi l'objectif d'une paix générale. Il ne fait aucun doute que ses réunions offrent des occasions d'accords entre groupes d'États bourgeois ; de plus, compte tenu de la réalité en principe, la Société des Nations cherche des voies politiques pratiques pour parvenir à des accords et ne se positionne pas sur des bases juridiques. Les fondateurs de la Ligue se sont consciemment efforcés de ne pas créer de super-gouvernement, de fédération ou de super-État qui restreindrait la liberté de ses membres. Toutes les obligations ont été minimisées ; toute forme de déclaration claire a été éliminée de la charte, laissant les États appartenant à la Société des Nations libres de former des factions hostiles et d'adhérer à des conventions militaires ; et l'arbitrage de la Ligue en cas de crise est de nature facultative plutôt que contraignante. Bien qu'elle semble accorder une large liberté aux petits pays, la Société des Nations est en fait l'outil de l'hégémonie britannique et française et a facilité la création d'un bloc antisoviétique. Impuissante dans les grandes affaires, la Société des Nations tente d'exercer une certaine autorité dans les petites affaires, telles que l'assainissement, les terres, les postes, les télégraphes et autres accords internationaux. Le manque de sincérité de la Société des Nations est au moins évident dans sa résolution interdisant l'utilisation de substances toxiques en temps de guerre, ce qui n'empêche en rien ses membres de se préparer activement à la guerre chimique sous prétexte que des gaz toxiques seraient nécessaires si un ennemi avait envie d'ignorer la résolution de la Société et commençait à les utiliser. L'arme du boycott économique, qui implique essentiellement un embargo (paragraphe 16) et serait très probablement le sommet de l'activité de la Société des Nations, puis un report de trois mois du début des activités militaires (paragraphe 12) dans le cas de la médiation de la Société des Nations attirent l'attention sur eux : les pays qui ont gagné la guerre mondiale et adopté la charte étaient apparemment intéressés à allonger la période de prémobilisation afin de préparer leurs propres industries militaires à la Guerre. S'il est possible de parler de la Société des Nations comme d'une institution qui permet, dans une certaine mesure, de gagner du temps pour la mobilisation, il est totalement impossible de la considérer comme une agence garante de la paix.

Coalitions. Au XVIIIe siècle, les alliances, comme l'a observé Clausewitz, étaient une sorte de société commerciale à responsabilité limitée : chaque État d'une alliance achetait des actions sous la forme de 30 000 à 40 000 soldats ; et le montant de l'investissement dépendait du danger dans lequel se trouvait un État donné et des avantages qu'il prévoyait d'en tirer. Ces alliances étaient clairement affectées par « les faiblesses et les limites humaines naturelles ». Dès le début du 19e siècle, alors que les guerres étaient devenues des guerres nationales plutôt que des guerres de cabinets, les alliances étaient des structures assez fragiles. Comme le suggérait Clausewitz, « la défaite de l'Europe à l'époque de Napoléon dépendait beaucoup plus d'erreurs politiques que d'erreurs militaires ».

Les difficultés d'une paix séparée. Aujourd'hui, les alliances sont moins fragiles. À l'heure actuelle, les alliés sont souvent endoctrinés et cultivés bien avant le début d'une guerre. L'alliance semble parfois être une forme unique de vassalité de l'époque du développement impérialiste. La

participation du Portugal à la guerre mondiale ne peut s'expliquer que par ses relations vassales avec la Grande-Bretagne. Tous les petits et moyens pays situés à la frontière occidentale de l'Union soviétique essaient de se procurer des sugar daddies. Mais les grands pays sont également liés à des alliances par de solides relations capitalistes. La guerre moderne exige l'intérêt non seulement d'un gouvernement, mais aussi de grands partis politiques qui reflètent les désirs de certaines classes. Ainsi, à l'heure actuelle, les obligations de l'alliance ne sont pas de simples morceaux de papier, elles ont des segments puissants de la population derrière eux, et les gouvernements ne peuvent pas quitter une alliance et conclure une paix séparée avec la même liberté qu'ils le faisaient auparavant. Aujourd'hui, une telle décision ne peut souvent être prise qu'au prix d'une guerre civile de classe ou nationale à l'intérieur du pays, concluant la paix séparée. Pendant la guerre mondiale, le comte Czernin, qui était un éminent homme politique austro-hongrois, a observé comment la guerre prolongée épuisait toutes les forces du gouvernement autrichien et conduirait inévitablement à son effondrement, et à de nombreuses reprises a soulevé la question de la conclusion d'une paix séparée, mais a conclu à chaque fois que c'était physiquement impossible ; parce que l'élément national le plus précieux pour la souveraineté autrichienne, à savoir les Allemands ethniques, aurait soutenu le point de vue allemand, et les Allemands n'auraient pas réfléchi à deux fois avant de renverser le gouvernement autrichien avec des troupes allemandes stationnées sur le front autrichien. De même, nous avons des allégations non vérifiées selon lesquelles le gouvernement français, dans la période entre le conflit frontalier et l'opération de la Marne, discutait de la conclusion d'une paix séparée, mais que la Grande-Bretagne avait dit à la France que son seul choix était la guerre avec l'Allemagne ou la guerre avec la Grande-Bretagne et que cette dernière entraînerait la perte de toutes les colonies de la France. Plusieurs politiciens français qui avaient auparavant soutenu la poursuite inconditionnelle de la guerre, comme Painlevé, essayaient déjà de se démarquer et d'adopter une position indépendante dès septembre 1914, lorsque le gouvernement français a quitté Paris pour Bordeaux.

De son côté, la Russie ne pouvait pas être soumise à la pression directe de ses anciens alliés pour conclure une paix séparée comme l'Autriche-Hongrie ou la France. Cependant, la simple suggestion que le gouvernement tsariste se préparait secrètement à conclure une paix séparée a conduit à une explosion de mécontentement public attisée par les représentants diplomatiques de l'Entente, qui, malgré toutes leurs dénégations, ont ainsi joué un rôle direct dans la création d'attitudes qui ont accéléré le début de la révolution russe. Octobre et la guerre civile qui a suivi ont été nécessaires pour permettre à la Russie de sortir de la guerre.

La Bulgarie, la Turquie et l'Autriche-Hongrie ont toutes quitté la guerre mondiale séparément, mais dans une situation où la défaite des puissances centrales était déjà reconnue et dans des conditions d'effondrement et de soulèvements révolutionnaires⁶².

Égoïsme d'État. Malgré la force politique accrue des coalitions modernes, leurs forces sont inférieures à la somme de leurs parties. Même lorsque les gouvernements d'une alliance sont totalement sincères, n'importe lequel d'entre eux peut revenir sur sa décision sans porter gravement atteinte à sa propre souveraineté. Une coalition est toujours un chariot auquel sont attelés un étalon et une biche tremblante. Un accord honnête est incapable de nous faire oublier notre sain égoïsme national. C'est en partie la raison pour laquelle le gouvernement tsariste n'a pas pu rester dans la guerre avec l'Entente jusqu'à la fin parce qu'il a été trop désintéressé en contribuant à la guerre mondiale et n'a pas pris en compte les intérêts nationaux russes. En guise de conclusion générale de la guerre mondiale, le maréchal Haig a prescrit l'exigence qu'une coalition ne se contente pas d'établir un commandement conjoint pour toutes les forces armées, mais qu'elle nomme un seul politicien pour diriger les affaires politiques de la coalition. À notre avis, il s'agit d'une chimère. Les conditions préalables à une telle coalition font défaut de la même manière que les conditions

62 Il est vrai que l'Italie a trahi la Triple Alliance et n'a pas rempli les obligations de son pacte militaire avec l'Allemagne. Cependant, cette trahison a eu lieu avant que l'Italie ne se soit liée à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie par une déclaration de guerre. En outre, la facilité avec laquelle l'Italie a abrogé le traité peut s'expliquer par le fait que l'influence de la Grande-Bretagne et la dépendance économique et militaire de l'Italie (son long littoral) vis-à-vis de la Grande-Bretagne étaient plus importantes que sa dépendance vis-à-vis de l'Allemagne.

préalables à la création des États-Unis d'Europe. De par son essence même, une coalition n'est toujours pas une fédération.

Vassaux de l'époque impérialiste. Bien sûr, une coalition moderne n'est pas seulement une alliance militaire. Maintenant, nous ne pouvons pas limiter notre discussion sur la guerre de coalition à la coordination des efforts militaires. Une aide financière et économique doit être accordée aux membres les plus faibles de l'alliance ; les navires à la disposition de l'Alliance doivent être intégrés et attribués selon les besoins ; des marchés neutres pour l'approvisionnement en équipements militaires et en matières premières doivent être répartis entre les alliés ; des principes généraux doivent être établis pour l'agitation et la propagande ; et certains domaines d'activité doivent être attribués à chaque État. Il ne fait aucun doute que la guerre doit être menée par des cartels. Cette cartellisation explique la force des alliances modernes. Les États économiquement plus faibles dépendent des capitaux des autres alliés. En 1915, bien avant que la puissance soviétique n'établisse le monopole du commerce extérieur, Kitchener a établi un tel monopole pour la Russie en instituant un contrôle allié sur toutes les commandes et tous les achats russes sur les marchés étrangers. Nous avons été obligés de faire un rapport sur nos besoins et nos exigences en devises fortes et nous avons dû faire appel à Kitchener comme intermédiaire pour passer nos commandes en Grande-Bretagne et aux États-Unis (J. P. Morgan) ; nos inspecteurs ont été facilement compromis et éliminés ; nous n'avons pas obtenu ce que nous voulions et avons reçu des marchandises de mauvaise qualité ; et nous ne pouvions pas refuser d'acheter des obus pour nos canons de campagne à l'étranger alors que notre propre industrie satisfaisait nos besoins sous la menace d'un soupçon de réticence à mener une guerre énergique⁶³. L'effet de division des missions militaires étrangères, à savoir les contrôleurs stratégiques et techniques, était évident en Russie avant et après la révolution de février 1917.

La perte d'indépendance économique entraîne naturellement une perte d'indépendance stratégique. Comme nous le savons, nos alliés menaient une guerre d'usure depuis octobre 1914 sans en informer la Russie, et ils encourageaient la Russie à mener une guerre énergique et active contre l'Allemagne en promettant une transition rapide vers une offensive décisive. C'est pourquoi, lorsqu'une conférence alliée se réunit à Pétrograd le 1er février 1917, le président russe, le général Gurko, posa la question : « La campagne de 1917 doit-elle être de nature décisive ? Ou devrions-nous éviter d'essayer d'atteindre nos objectifs ultimes cette année ? Cette question naturelle du président, qui exprimait son désir de mettre la Russie sur un pied d'égalité avec la France et la Grande-Bretagne dans l'activité de la guerre, provoqua la surprise et le mécontentement des représentants de l'Entente. » Les Russes se sont permis d'exprimer une opinion ! Il faut lire cette agitation dans les mémoires de Maurice Patéologue⁶⁴ afin de se faire une idée de la situation des «Nègres stratégiques».

Un pays économiquement faible doit se méfier des tentatives d'asservissement de la part d'alliés économiquement forts. D'ailleurs, les formes contemporaines d'aide économique favorisent ces tentatives. Il ne fait aucun doute que le succès d'une coalition exige l'utilisation la plus complète possible de toutes les forces, y compris les forces économiques, et que ces dernières nécessitent la généralisation de la base économique d'une alliance et le versement de tout l'argent dans un pot commun.

Un État plus riche doit soutenir un allié plus pauvre. Les sacrifices économiques plus importants consentis par un État riche sont justifiés dans la plupart des cas par le fait qu'il a un plus grand intérêt économique dans l'issue de la guerre. Dès l'époque napoléonienne, l'Autriche, la Russie, la Prusse et la Suède commerçaient avec l'Angleterre, promettant d'envoyer un certain nombre de soldats contre Napoléon et exigeant une certaine subvention pour chaque mois de la guerre. Le montant du paiement versé par l'Angleterre pour chaque soldat dépendait des possibilités de chaque pays de se retirer de la guerre. En 1813, la Suède, puis la Russie, reçurent les subventions

63 La Russie avait déjà perdu une certaine indépendance dans l'alliance franco-russe en 1907, lorsque la France avait accordé des prêts pour permettre au gouvernement tsariste de sortir des difficultés causées par la guerre et la première révolution. Avant cette date, la Russie avait défendu énergiquement ses intérêts au sein de l'alliance.

64 Maurice Paléologue, *Tsarskaïa Rossiia nakanune revoliutsii* [La Russie tsariste à la veille de la Révolution], p. 314.

les plus importantes, tandis que la Prusse reçut les plus petites. Ce type de subventions, qui ont été établies à l'aube du capitalisme, est devenu gênant après l'introduction d'obligations militaires universelles, et l'idéologie contemporaine s'oppose à la circulation ouverte du sang de ses citoyens. C'est pourquoi, au lieu de subventions, nous avons maintenant des prêts avec des conditions de paiement très faciles. Cependant, les dettes entre les mains d'un allié économiquement fort, même si elles ne peuvent jamais être remboursées, constituent un moyen de pression, d'asservissement et ainsi de suite. L'ancienne méthode était meilleure et plus honnête. Cette catégorie de subventions de prêts comprend à la fois les dettes de guerre de la Russie et certains des prêts qu'elle a contractés avant la guerre dans le cadre de ses obligations conventionnelles et utilisés dans les préparatifs de guerre requis par le traité.

Aujourd'hui, nos voisins les plus proches ont largement recours à l'aide de missions militaires étrangères et ne remarquent apparemment pas leurs effets néfastes. Incidemment, une classe dirigeante ne peut pas démontrer sa servilité envers les étrangers sans infliger de graves dommages à sa propre autorité. N'est-ce pas la raison pour laquelle la Pologne est morte en tant qu'État à la fin du XVIII^e siècle ? Ludendorff, qui a essayé de subordonner l'armée autrichienne au commandement allemand, ne comprenait pas cela. Malgré tous les avantages de placer les forces autrichiennes sous commandement allemand, nous reconnaissons que c'est la vérité, et pas simplement l'égoïsme, qui est à l'origine des objections formulées par Konrad, le chef de l'état-major autrichien. Konrad croyait que la perte de tout vestige d'indépendance par les armées autrichiennes et la reconnaissance explicite de l'hégémonie allemande constitueraient une nouvelle phase dans la maladie de la souveraineté autrichienne sur la voie d'une fin fœtale, et que cela servirait de nouveau stimulant pour le développement de tendances centrifuges au sein de l'État et affaiblirait le moral sur les lignes de front. La tentative de Ludendorff de recycler les soldats autrichiens sous le commandement d'officiers allemands n'aboutit pas. La tentative de Souvorov en 1799 de recycler les troupes autrichiennes qui étaient passées sous son commandement en utilisant des officiers russes en deux ou trois jours, ce qui était clairement offensant pour les Autrichiens, était à notre avis également douteuse. Mais Souvorov ne s'intéressait qu'aux questions tactiques, tandis que Ludendorff se penchait sur les conditions de vie des unités. Il est remarquable que, malgré le choix très minutieux des officiers et des hommes des forces russes envoyées en France et malgré toutes les possibilités punitives sur le front français, à l'été 1917, les forces russes sur le front occidental se sont désintégrées plus rapidement qu'elles ne l'ont fait sur le front oriental. Napoléon oblige l'Autriche et la Prusse à prendre part à la guerre contre la Russie en 1812. En les entraînant dans la guerre contre leur gré, Napoléon se trompait lui-même ; les accords secrets rendaient illusoires les actions hostiles des forces de ces États allemands, et cette apparence trompeuse de coopération ne pouvait éviter de transformer l'échec de la campagne en catastrophe. Jomini avait tout à fait raison de reprocher à Napoléon de ne pas s'être assuré un soutien effectif, et pas seulement formel, de la part de l'une de ces grandes puissances aux vieilles traditions militaires en attirant l'une d'entre elles dans cette guerre avec des concessions et des conquêtes majeures, mais a préféré s'appuyer sur l'état illusoire de la Pologne qu'il avait lui-même créée.

Cependant, sous le stress politique intense de la guerre moderne, la violence sera souvent employée pour transformer les pays neutres en alliés récalcitrants. La Grèce fut contrainte par la force des armes à rejoindre l'Entente. Au cours de l'hiver 1915-1916, les puissances centrales discutèrent de la question de savoir si elles devaient contraindre la Roumanie à les rejoindre par la force des armes, en utilisant leurs troupes concentrées dans les Balkans après la défaite de la Serbie ; le gouvernement roumain a entamé des pourparlers avec le commandement russe pour obtenir de l'aide si cela devait se produire. Bien sûr, il est incomparablement plus avantageux que la contrainte soit créée par la corruption de la presse et des politiciens de premier plan, la conclusion d'accords avec des factions politiques, l'exercice d'une pression économique et ainsi de suite plutôt que par la menace de guerre. Les états neutres sont l'objet d'une pression intense. Dans cette guerre diplomatique, l'Entente fut vaincue en Turquie et en Bulgarie et triompha en Italie et en Roumanie. La guerre cartellisée permet de faire des États entraînés dans une mauvaise affaire des alliés fidèles, même si parfois capricieux.

Grandes puissances et petits alliés. Les idées ci-dessous semblent indiquer l'opportunité d'une paix extrême pour les petits États dont le destin en temps de guerre est de renoncer à leurs intérêts et à toute dépendance et de suivre la voie des grandes puissances et d'assumer le rôle ingrat de leurs instruments obéissants. Un petit État n'a de valeur pour faire la guerre que lorsqu'il subordonne inconditionnellement son armée au commandement d'une grande puissance⁶⁵. La seule exception est la nécessité d'avoir le territoire d'un petit État sur lequel la grande puissance peut manœuvrer ses forces armées ou la nécessité d'utiliser ses ports, en particulier dans les colonies, pour baser la marine de la grande puissance. Mais en général, un petit allié qui opère seul et poursuit ses propres objectifs particuliers avec sa propre armée a plus de points négatifs que de points positifs. En prenant la direction de ses forces armées, le commandement d'une grande puissance est obligé de considérer les intérêts du petit allié comme les siens et de ne pas faire de distinction entre la défense de son propre territoire et celui de son allié. Si un petit allié essaie de poursuivre ses propres objectifs dans une guerre et garde la direction de son armée entre ses propres mains, alors cet État devrait être considéré comme un compagnon de route envers lequel il n'est pas du tout lié militairement plutôt que comme un allié. En 1866, le Hanovre, la Bavière, la Hesse, le Bade, le Wurtemberg et les autres alliés allemands de l'Autriche n'ont pas fait de bien à l'Autriche et n'ont distrait que trois divisions prussiennes, car elles ont mené une guerre prudente et parallèle de leur propre chef. D'autre part, l'armée saxonne, qui a abandonné son propre pays à l'occupation prussienne et s'est liée aux forces principales autrichiennes, a apporté à l'Autriche un soutien perceptible et, en concluant la paix, l'Autriche a placé à juste titre les intérêts saxons sur un pied d'égalité avec les siens et n'a pas cédé un pouce du territoire saxon, tout en laissant ses autres alliés se débrouiller seuls. Avant la guerre de 1870, Moltke convainquit les contingents sud-allemands de devenir entièrement subordonnés au commandement prussien. En 1916, Alekseïev partageait les vues de Moltke et était sceptique quant à l'entrée en guerre de la Roumanie en tant que puissance militaire indépendante capable de vaciller et d'imposer certaines conditions à l'aide russe. En 1916, la Roumanie s'est comportée comme un compagnon de route, à qui nous sommes stupidement devenus des obligés par nos promesses de soutien. Ce n'est que lorsque Valakhin a été perdu que la Roumanie a reconnu la nécessité d'unir ses forces avec les Russes et a accepté de former un front russo-roumain uniquement sous le commandement nominal du roi roumain. L'aventure de l'ancienne alliance roumaine et ses échecs se sont avérés être un coup dur pour l'ancien État russe. Nos actions dans cette affaire ont été imposées par les puissances de l'Entente, qui avaient une mauvaise idée des exigences stratégiques et ne se souciaient pas de placer l'entrée en guerre de la Roumanie dans le meilleur cadre possible, mais se préoccupaient principalement d'impliquer un nouveau pays dans la guerre contre les puissances centrales et de donner aux Allemands de nouvelles raisons de s'inquiéter.

Conventions militaires. La nature spécifiquement militaire des conventions militaires exige un accord direct entre les représentants des hauts commandements militaires des deux parties pour les conclure, puis cet accord doit être examiné par des diplomates et ratifié par les autorités suprêmes de l'État. Étant donné que l'essence des conventions militaires est étroitement liée aux préparatifs de guerre et aux plans opérationnels des deux parties, les conventions doivent être révisées au fur et à mesure que ces plans et préparations sont mis à jour et modifiés, ce qui oblige les chefs des états-majors à se réunir périodiquement. Les voyages des chefs d'état-major dans des pays amis, même sous prétexte de vacances, sont des événements qui nécessitent une surveillance attentive.

Il est douteux que des obligations militaires qui ne sont régies par aucune convention militaire, telles que les obligations qui, dans certains cas, découlent du paragraphe 16 de la Charte de la Société des Nations et concernent une action militaire contre un État qui a violé la paix, aient

65 Nous sommes cependant loin de prôner l'arrogance des grandes puissances envers les petites puissances. En 1706, la Savoie était la peau de banane sur laquelle glissaient les plans de conquête de Louis XIV. Il est impossible de nier l'importance militaire de la Serbie en 1914 pour le front russe. Mais si la Russie a été entraînée dans la guerre mondiale à cause de son petit allié, la Russie n'avait-elle pas le droit de contrôler sa politique et sa stratégie ? Et si la pression du haut commandement russe sur la stratégie serbe a parfois été déraisonnable et erronée, ces erreurs, comme toute autre erreur, ne peuvent être opposées au principe lui-même.

une valeur pratique, car elles ne donnent aucune indication sur le moment et le nombre d'hommes avec lesquels chaque État est tenu de prendre part à l'opération ; Et naturellement, tout État ne s'engagera à s'acquitter de cette obligation que s'il envisage d'en tirer des avantages particuliers.

La convention militaire franco-russe, conclue en 1892, intervient sept ans avant la conclusion d'une alliance formelle entre la France et la Russie⁶⁶.

Avant la guerre mondiale, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie n'ont pas conclu de convention militaire concernant des opérations conjointes sur le front russe. À partir de 1909, le général Konrad, chef de l'état-major autrichien, a essayé d'amener l'Allemagne à prendre des obligations spécifiques. L'Autriche-Hongrie, qui a été contrainte de mener son opération principale sur le front russe avec 40 à 48 divisions, était intéressée à réglementer au préalable la coopération des forces. L'Allemagne, qui préférait ne laisser que 13 divisions au maximum contre la Russie, a évité de prendre des obligations spécifiques. En fait, compte tenu de cet équilibre des forces, l'intégration du commandement ne pouvait aller que jusqu'à la subordination de la 8e armée allemande au commandant en chef autrichien, et l'intégration des efforts aurait impliqué de sacrifier les intérêts locaux de la Prusse orientale au profit de la puissance d'une attaque conjointe menée avec les Autrichiens. Cependant, il était désavantageux pour les Allemands de refuser catégoriquement de conclure un accord avec les Autrichiens, car cela aurait signifié que les Autrichiens auraient commencé immédiatement les préparatifs d'une défense au-delà des San et des Carpates, sacrifiant la Galicie orientale, ce qui aurait privé l'Allemagne de la possibilité de défendre la Prusse orientale. Ainsi, le jeune Moltke essaya d'amener les Austro-Hongrois à passer à l'offensive entre le Bug et la Vistule et promit de son côté de garder au moins 13 divisions dans la 8e armée⁶⁷. Au cours de l'opération galicienne, Konrad insista énergiquement, en particulier après l'opération Samsonov, sur le mouvement promis de la 8e armée à travers la Narev jusqu'à Sedlets. L'envoi de deux corps d'armée du front français en Prusse orientale après l'échec allemand à Gumbinnen pourrait être considéré comme portant la 8e armée au nombre stipulé de divisions de campagne et de réserve (qui était initialement de neuf au lieu de 13). Cependant, après l'opération contre Samsonov, les Allemands commencèrent leurs opérations contre Rennenkampf. La seule aide que les Allemands apportèrent dans le secteur décisif du front russe, la Galicie, fut le corps de la Landwehr de Woyrsch. Dans l'ensemble, en profitant de l'absence d'une convention militaire, les Allemands provoquèrent Konrad dans une opération offensive qui éloigna les forces russes de la Prusse orientale et permit aux Allemands de remporter un certain nombre de victoires au détriment de la perte du noyau de l'armée autrichienne. Les Allemands ont agi pour défendre leurs intérêts locaux, c'est-à-dire la Prusse orientale. En fin de compte, l'effondrement de l'Autriche-Hongrie a été le prix que les Allemands ont payé pour cette provocation⁶⁸.

Frontières politiques. Auparavant, la frontière politique entre deux armées jouait un rôle majeur dans la lutte contre une coalition. La carrière de Napoléon démarre brillamment en 1796 avec sa percée de la frontière politique entre les armées savoyarde et autrichienne à Montenot. Les intérêts divergents des alliés les obligent à se retirer dans des directions différentes, vers Turin et Milan, ce qui permet à Napoléon d'obtenir facilement le retrait des Savoyards de la guerre et de forcer les Autrichiens à se retirer au Tyrol. Il avait capturé l'Italie avec un minimum d'effort en déchirant la résistance ennemie à la couture politique. Aujourd'hui, la nature cartellisée de la guerre a rendu les frontières politiques plus solides, mais elles sont toujours importantes. En mars 1918, l'attaque de Ludendorff sur la frontière du front anglo-français faillit obliger les Français à se regrouper pour défendre Paris et les Britanniques à se regrouper pour défendre la côte nord de la France, ce qui ferait perdre le contact direct aux alliés. En général, l'importance des frontières politiques est particulièrement évidente à des moments critiques où les choses vont mal sur le front. Mais même lorsqu'il n'y a pas de crise dans la défense de leurs intérêts, les alliés peuvent ignorer la

66 N. Valentinov, « Voennye soglasheniia Rossii s innostrannymi gosudarstvami » [Les accords militaires de la Russie avec des États étrangers] dans *Voенно-istoricheskii sbornik. Trudy Komissii po issledovaniiu i ispol'zovaniiu opyta voiny 1914-1918* [Collection d'histoire militaire. Travaux de la Commission sur l'étude et l'utilisation de l'expérience de la guerre de 1914-1918], vol. 2 (Moscou : 1919), pp. 104-128.

67 Reichsarchiv, *Der Weltkrieg 1914-1918*, pp. 3-14.

direction la plus importante en faveur de directions secondaires, et une guerre de coalition a toujours une certaine tendance à devenir une guerre d'usure.

L'art de la stratégie dans la lutte contre une coalition ne se manifestera que lorsque les intérêts vitaux de chaque État formant une coalition hostile seront clarifiés ; en temps de guerre, ces intérêts s'expriment dans les différences dans la compréhension qu'ont les Alliés de leurs missions et de leurs intérêts, ainsi que dans la poursuite d'objectifs politiques et militaires différents. Il faut être capable de prévoir et être prêt à tirer parti des différences entre alliés. Certaines entreprises, comme une guerre de démonstration sur un front, qui serait une erreur dans une guerre contre un seul État, pourraient être optimales dans une guerre contre une coalition si elles sont appropriées aux différences d'intérêts politiques représentés par la coalition.

Une stratégie de coalition coordonnée. Les différentes orientations politiques des alliés sont évidentes non seulement dans les échecs, mais aussi dans les opérations offensives. La Prusse, la Russie, l'Angleterre et l'Autriche poursuivent des objectifs politiques différents en 1813 et 1814 ; il est extrêmement instructif d'examiner comment ces différences se sont exprimées dans une discussion sur la stratégie par le commandement allié, chaque camp, sans révéler son jeu politique, a étayé ses vues par les théories stratégiques les plus étranges, qui ont ensuite été prises au sérieux par certains étudiants en stratégie⁶⁹.

Les difficultés de coordination stratégique des opérations des forces armées de membres égaux d'une coalition résultent, outre les différences d'objectifs politiques, dans le fait que les forces armées de chaque pays sont uniques en ce qui concerne le temps qu'il leur faut pour se préparer à des opérations décisives, leur capacité à résister à des contraintes prolongées, leurs capacités offensives et ainsi de suite. La taille et la structure du territoire, le niveau de développement économique et culturel d'un État et le système de classes affectent tous le caractère d'une armée donnée et déterminent des méthodes stratégiques spéciales qui conviennent à cette armée et à cette armée seule. Dans les opérations de coalition, la stratégie de chaque allié doit prendre en considération les caractéristiques de son propre pays et de la coalition dans son ensemble, et l'armée est privée de la possibilité de démontrer ses points forts. L'harmonie de sa préparation et de ses capacités stratégiques est perturbée. L'alliance franco-russe a contraint la Russie à passer à l'offensive le 15^e jour après la déclaration de guerre, ce qui était complètement contre nature dans les conditions russes et ne pouvait être accompli que par une pause intentionnelle dans le développement de l'armée russe et en dépensant des ressources colossales dans des préparatifs de guerre qui permettraient de soutenir la France, bien qu'avec la moitié de ses forces, dans la troisième semaine de la guerre. Il y a certaines limites au-delà desquelles ce genre de rupture et de sacrifice en faveur de ses alliés est préjudiciable à la cause commune de la coalition. L'opération Samsonov a montré que la Russie avait dépassé les limites rationnelles en subordonnant ses intérêts à ceux de la France. Il en fut de même pour l'offensive serbe à travers la Save sur le territoire autrichien à l'automne 1914, sur l'insistance du haut commandement russe, en raison des qualités purement défensives de l'armée serbe, qui n'était qu'une bonne milice au début de la guerre mondiale. De telles offensives ne peuvent conduire qu'à la défaite.

6. La politique en temps de guerre

Manœuvre politique. Seule la surprenante capacité d'erreur de l'intelligence humaine peut expliquer l'opinion d'éminentes autorités militaires qui, bien qu'elles reconnaissent le rôle de la politique dans la préparation à la guerre et l'élaboration du plan initial, excluent la possibilité que la politique puisse affecter la stratégie une fois qu'une guerre a commencé. Le plan n'est pas un décret

68 En janvier 1915, lors d'une conversation avec le comte Stuerghk, Konrad qualifie les Allemands de « notre ennemi intérieur ». Stuerghk, *Im deutschen Hauptquartier* (Leipzig).

69 Pour un livre très intéressant, voir : Gustav Roloff, *Politik und Kriegsführung waehrend des Feldzuges von 1814* (Berlin : 1891).

dont l'exécution est confiée à des bureaucrates. Le plan exige de la créativité dans son exécution, qui dépend de l'évolution de la situation politique. Les états-majors politiques et militaires sont appelés à l'exécuter, et non les bureaucrates, comme on les appelle parfois en raison de l'ignorance philologique. Les préparatifs politiques doivent être complétés par des manœuvres politiques appropriées pendant une guerre.

Une politique qui renoncerait à conserver son autorité sur la direction d'une guerre et reconnaîtrait la primauté des spécialistes militaires et se conformerait silencieusement à leurs exigences reconnaîtrait elle-même sa propre faillite. Aux yeux d'un politicien, même la stratégie devrait être de la technologie militaire, et la direction technique d'une guerre devrait être subordonnée à la direction politique, parce que la guerre fait partie de la politique. La stratégie peut être comprise comme la coordination des opérations militaires avec les exigences de la politique.

La politique intérieure devrait s'efforcer de maximiser l'utilisation des forces d'un État pour atteindre les objectifs de la guerre. La politique intérieure doit peser les rapports entre le front et l'arrière et décider quels efforts peuvent être exigés de la population pour la guerre, les limites qui doivent être fixées pour les mobilisations et les fournitures obligatoires de chevaux et de charrettes et comment réguler le fardeau fiscal et les salaires et les prix.

Les politiciens doivent éliminer tout ce qui pourrait opposer les masses à la guerre et maintenir leur volonté de conflit, qui est la base du succès. Les dirigeants doivent être sensibles et perspicaces et étudier attentivement le cours de la vie politique du pays et dans le monde entier pour éviter de dériver ou de prendre un certain nombre de mesures palliatives et exercer un leadership politique efficace au cours d'une guerre. Des mesures économiques énergiques pour réguler la faim, les besoins et les privations de la population ne sont concevables que si les masses ont une attitude consciencieuse à leur égard. La politique économique doit être interprétée et expliquée intelligemment à la population.

Politique d'occupation. La politique d'occupation, en tant que prolongement direct de la politique intérieure, doit être soigneusement réfléchie afin d'éviter des complications pour la conduite des opérations militaires. L'occupation du territoire par l'armée russe en 1813-1814 est assez instructive. Toutes les questions de l'occupation étaient décidées par un haut conseil administratif spécial dirigé par Stein, un politicien et réformateur prussien exceptionnel qui avait été nommé par Alexandre Ier et avait dirigé notre agitation à l'arrière de l'Allemagne en 1812. La relation entre l'agitation dans les zones hostiles et leur occupation est évidente : cette dernière est une extension de la première lorsque nos forces occupent le territoire ennemi. Le but du conseil d'administration était de rassembler des ressources dans le territoire occupé pour continuer la guerre contre Napoléon et de former de nouvelles unités militaires dans les régions allemandes pour renforcer notre armée. Stein aurait pu obtenir des résultats encore plus grands s'il avait proclamé avec certitude le mot d'ordre de la lutte pour l'unité allemande et de l'expulsion des vassaux de classe allemands de Napoléon, mais dans ce cas, certaines limites avaient été tracées en relation avec les tendances générales de la politique étrangère russe. Dans plusieurs principautés allemandes, comme la Saxe, des postes de gouverneurs généraux dirigés par des aristocrates russes avec des Allemands de premier plan dévoués à Stein comme conseillers ont été organisés. Là où Metternich avait tenté de préserver un dirigeant allemand qui était passé de l'Alliance du Reich de Napoléon à la coalition, Stein plaça son propre agent avec des pouvoirs de commissaire plénier à côté du souverain. Dans la salle de réception du conseil d'administration, des poignées, sinon des foules de souverains allemands attendent des heures pour voir Stein.

En 1814, avant l'attaque de Napoléon, les forces russes occupaient le territoire français d'une population de 12 millions d'habitants. Des essais de nobles émigrés français offrirent leurs services à Alexandre Ier dans l'administration de la France occupée. Si leurs demandes avaient été satisfaites, cela aurait renforcé la main de Napoléon, car les Français auraient immédiatement compris la nécessité de s'unir pour défendre les acquis de la révolution. Il est probable que le recours à des émigrés aristocratiques aurait rapidement conduit à de grands soulèvements à l'arrière de l'armée russe. Par conséquent, malgré la volonté évidente d'aider les Russes contre Napoléon, malgré leur connaissance de la langue et du pays, et malgré la présence de certains éléments de la

population tels que le clergé qui aurait soutenu les émigrés, leurs offres ont été refusées ; et Stein reçut la directive de n'utiliser que des fonctionnaires russes et allemands pour organiser l'occupation en France.

En 1914, lors de l'occupation de la Galicie, la russification artificielle a eu un effet néfaste sur les relations entre les autorités et la population et a été en général un revers pour la cause russe en Galicie. L'implication de bureaucrates non qualifiés dans le processus a transformé la russification en caricature et en corruption.

Pendant une guerre, il n'est pas toujours avantageux d'intensifier la lutte de classe dans les zones occupées avec un rapport de forces particulier ; il faut obtenir un afflux de forces plutôt que de pousser de larges segments de la population dans le camp ennemi au moyen de techniques rudimentaires. Il faut aussi fixer des limites à l'utilisation des ressources locales afin d'éviter la ruine complète de la population et la création de matériel pour les bandits et les forces partisans à l'arrière.

Dès le XVIII^e siècle, lorsque les troupes russes occupaient la Prusse orientale, nous supposons que le fait que le pouvoir réel était passé entre nos mains équivalait à notre accession au pouvoir suprême et que la population prussienne était passée sous le règne de la tsarine Élisabeth. Le droit international moderne, tel qu'il est régi par les Conventions de La Haye de 1899 et de 1907, défend un point de vue différent et exige (article 43) « le respect des lois en vigueur sur un territoire donné, à moins que cela ne soit absolument impossible ». Ainsi, le décret du 17 décembre 1792, par lequel la Convention nationale a ordonné aux généraux de la république de proclamer le pouvoir suprême du peuple à l'époque précédant la guerre mondiale, a été considéré comme une violation du droit international. Cependant, le droit international a manifestement été écrit par des juristes spécialement pour être enfreint ; dès 1863, Lincoln adopta le point de vue opposé, et sa position idéologique intéresse toujours les juristes et les diplomates soviétiques. Le drame réside dans le fait que le droit international repose sur une position de principe qui rejette toute intervention dans les affaires intérieures étrangères et condamne toute intervention. Mais parce que les guerres d'un avenir proche, au moins en partie, impliqueront inévitablement une intervention dans les affaires de ses voisins, tous les décrets du droit international s'avéreront inacceptables. L'Allemagne a violé le droit international en novembre 1916 lorsqu'elle a proclamé l'indépendance de la Pologne⁷⁰.

Élargissement de la base de la guerre. Les questions d'occupation ont fait l'objet d'une attention particulière au sein de l'Armée rouge. Si la guerre est menée dans des conditions européennes normales et n'implique pas une activité énergique sur un front purement politique, avec des classes fortes ou des mouvements nationaux, aller de l'avant deviendra très coûteux ; lors d'une attaque sur une vaste zone, le camp attaquant perd plus d'hommes et de ressources que les hommes et les ressources qu'il pourrait extraire des territoires occupés et s'approprier pour son propre usage. C'est pourquoi les auteurs stratégiques très éminents de la pensée bourgeoise européenne, à savoir Buelow et Jomini, indiquent tous deux les difficultés des invasions à longue portée et sont très modestes dans l'évaluation des avantages qui peuvent être tirés des territoires occupés⁷¹. Clausewitz a même inclus le principe du point culminant d'une offensive après laquelle

70 L'Allemagne a toujours laissé de la place pour des directives concernant les normes existantes du droit international dans une profession dans sa réglementation de domaine. Dans l'introduction (p. 84) du règlement de campagne allemand concernant la direction et le combat des forces armées combinées (1924), il est dit qu'« après le comportement déshonorant et illégal des Français dans l'occupation de la Ruhr en temps de paix, il serait « étrange » de mentionner la Convention de La Haye dans les règlements de campagne allemands ».

71 Sur les questions d'occupation, voir : Raymond Robin, *Des occupations militaires en dehors des occupations de guerre* (1913) ; V. Bernier, *De l'occupation militaire en temps de guerre* (1881) ; Lorriot, *De la nature de l'occupation de guerre* (1906) ; ainsi que tous les principaux traités de droit international. Le travail de Stein en tant que directeur de l'occupation russe en 1813-1814 est examiné dans la monographie de Max Lehmann qui lui est consacrée. Il existe une grande quantité de littérature sur des cas individuels d'occupation (comme l'occupation de la Ruhr). Les techniques d'organisation du service militaire dans un pays occupé hostile sont examinées dans le traité quelque peu dépassé mais splendide du cardinal von Widdem, *Der Kleine Krieg und der Etappendienst* (1894). En ce qui concerne les méthodes britanniques d'administration des régions coloniales occupées, le « service politique » et le travail des officiers politiques qui sont des agents civils en uniforme dans l'histoire des campagnes

les forces de l'attaquant diminueraient dans l'essence même de sa théorie. La pensée stratégique européenne a considéré le territoire d'un État hostile comme une source de faiblesse pour l'attaquant.

Ce point de vue a été opposé dès le Moyen Âge par la perspective asiatique fondée sur les succès de Gengis Khan et de Tamerlan. Si l'ennemi, en termes de souveraineté, de culture et d'économie, se situe aux échelons inférieurs du développement, et si, en particulier, il n'a pas encore abandonné un mode de vie nomade, nous sommes dans une situation où aller de l'avant dépensera moins d'hommes et de ressources que « l'exploitation » des territoires occupés : les troupeaux changeront de propriétaires sans résistance et resteront sur les mêmes pâturages. La population est en partie passée au fil de l'épée et en partie incorporée dans les rangs de l'armée attaquante. Le principe de Clausewitz est radicalement renversé : une armée devient plus forte à mesure qu'elle parvient à capturer un territoire occupé. Il s'agit d'un phénomène bien réel. Pas plus d'un vingtième des hommes des hordes de Baty qui ont vaincu la Rus' de Kiev étaient des Mongols ethniques, et les deux tiers des hordes étaient constitués de tribus qui avaient vécu dans l'Oural et sur la Volga et qui venaient d'être conquises par Baty sur le chemin du Dniepr. Bien que par la suite un grand nombre des Russes survivants aient formé des détachements spéciaux dans l'armée de Baty, apparemment, cet afflux de forces en provenance des territoires occupés était incapable de compenser les pertes de l'attaquant dans l'Europe agricole, et en Hongrie, l'avalanche asiatique a été stoppée parce que la doctrine Clausewitz était vraie pour l'Europe.

Nous nous sommes permis de nous attarder sur cette stratégie asiatique parce qu'en période de révolution, les conditions sont également créées en Europe, où la conquête de territoires devient moins coûteuse et où la possibilité d'exploiter les hommes et les ressources des territoires occupés est plus grande. La stratification de classe de la population des provinces occupées peut s'avérer si importante qu'une armée d'attaque rencontrera des segments de la population qui l'accueillent avec joie et qui fournissent un afflux de volontaires, maintiennent l'ordre à l'arrière, reconstruisent l'économie et rassemblent les ressources dont l'armée a besoin. Pendant la Révolution française, la prise de territoires sur le Rhin et en Italie était un accroissement réel plutôt qu'imaginaire de la puissance française. La sagesse du philosophe chinois qui a inspiré Gengis Khan et défini les qualifications d'un chef militaire sur la base de sa capacité à faire payer une guerre à un État hostile reprend vie dans une situation révolutionnaire.

Il ne fait aucun doute que dans les guerres futures, avec les luttes de classe intenses qui y sont associées, il y aura aussi des conditions plus favorables à l'exploitation des territoires occupés qu'il n'y en avait dans la guerre mondiale. L'expérience de 1920 a montré qu'il était nécessaire de se préparer soigneusement pour tirer parti de la situation existante. Une grande partie de la place s'ouvre aux rêves de faire des poussées comme Tamerlan sur des milliers de kilomètres. Mais à notre époque, les rêves sont plus dangereux qu'ils ne l'ont jamais été auparavant. Une surestimation des possibilités d'utilisation de la main-d'œuvre et des ressources des territoires occupés peut déformer la perspective et conduire à une vision de la guerre comme une expansion de la base globale. Ce type de doctrine serait dangereux en raison de son caractère unilatéral, de sa caractérisation de la capture du territoire par tous les moyens possibles comme les tâches fondamentales du front armé, de sa tendance à mesurer les victoires par le nombre de kilomètres capturés en dehors des frontières de l'État, de sa sous-estimation de l'importance de l'oiseau dans la main représentée par l'arrière existant et ses lignes de communication, et sa poursuite de l'oiseau dans la brousse de « la base avancée »,

L'économie de l'Europe moderne est extrêmement complexe et a eu du mal à faire face aux changements de frontières, sans parler des changements sur les lignes de front des pays hostiles. Les nouvelles frontières (telles que déterminées par le traité de Versailles) ont entraîné des perturbations économiques générales en Europe. Les usines de Vienne, Lodz et Riga n'ont pas encore réussi à s'intégrer dans leurs lits de Procuste dix ans après l'établissement des nouvelles frontières. Cette économie est complètement différente de celle sur laquelle Gengis Khan a basé ses conquêtes.

coloniales, voir, par exemple, Buhner, *L'Afrique orientale allemande et la guerre de 1914, 1918* (1922), pp. 414-415.

L'utilisation intelligente, et non prédatrice, des ressources d'une zone occupée nécessite une organisation économique de la zone, ce qui prend des mois plutôt que des jours. On peut piller l'inventaire d'une usine et y piller les produits finis, mais cela ne servira pas à grand-chose et aliénera les ouvriers du conquérant ; mais l'approvisionnement en carburant, en matières premières et en denrées alimentaires, le maintien de la capacité de production et son orientation dans la direction nécessaire sont des tâches qui exigent des efforts systématiques et à long terme. Avant qu'une zone occupée puisse générer une augmentation notable des ressources, l'attaquant lui-même devrait consacrer une main-d'œuvre importante et hautement qualifiée à l'administration de la zone laissée derrière ses lignes de front.

La main-d'œuvre et les ressources du territoire capturé peuvent être utilisées avec beaucoup plus de succès s'il existe un plan d'occupation préliminaire et si un cadre de responsables politiques et économiques a été formé. Cependant, les programmes administratifs et économiques se développent à un rythme beaucoup plus lent que les opérations militaires et il faut un certain temps aux nouvelles autorités pour que la population croit en leur force, et ce n'est que s'il y a une longue pause entre les opérations (comme pendant l'hiver) que l'on peut s'attendre à une augmentation significative de notre puissance par le territoire capturé lors d'une opération pour l'opération suivante. Si les opérations militaires se déroulent selon une stratégie de destruction et que les opérations se succèdent continuellement et se fondent en une seule opération, il n'est pas nécessaire de compter sur un afflux de nouveaux effectifs et de ressources en provenance des territoires occupés, à l'exception de la nourriture, du fourrage, des logements et d'importants stocks visibles de biens directement utilisés par les troupes.

Évacuation et réfugiés. Avec l'introduction du service militaire universel et compte tenu de l'intensité acquise par la guerre mondiale, l'ensemble de la population adulte apte au travail d'un pays ennemi devait être considérée comme un élément de la force de l'ennemi, devait être prise en compte pendant une occupation et lors de l'évacuation d'un pays devait être considérée comme un prisonnier de guerre et expulsée. C'est ainsi que les Allemands ont agi en France pendant la guerre mondiale. Dans les zones qu'ils ont abandonnées, ils n'ont laissé que des bouches supplémentaires pour se nourrir, mais pas de mains actives. Les Russes ont négligé de le faire en Prusse orientale. Il va de soi que, dans les conditions de la lutte de classe actuelle, les attitudes envers la population seront basées sur d'autres principes, et que la frontière entre amis et ennemis sera marquée non pas par des frontières mais par des divisions sociales. Cependant, il ne fait aucun doute que, dans certains domaines, nous devons faire face à des mouvements nationaux dominants.

Parfois, l'évacuation est comprise comme les Scythes et les Huns l'entendaient. Il y a la tendance à transformer les territoires abandonnés en désert, à déstabiliser les villages, à détruire les récoltes et à emporter la population et son bétail. Non seulement le mouvement naturel des réfugiés n'est pas restreint, mais il est causé artificiellement et même forcé.

Nous devons garder à l'esprit que le châtement massif d'un territoire, comme le Palatinat, qui a été rendu complètement désolé par les troupes françaises sur ordre de Louis XIV, survit dans la mémoire de la population pendant de nombreuses décennies, sinon pendant des siècles, et rendra par la suite tout travail politique sur ce territoire extrêmement difficile. De plus, le trafic de réfugiés affaiblit plutôt qu'il ne renforce un pays en guerre parce qu'il n'est absolument pas préparé à faire face à un afflux massif de réfugiés compte tenu des conditions de crise du logement, du transport et de la nourriture qui accompagnent toujours une guerre. En août 1914, une vague de 800 000 réfugiés allemands⁷² causée par l'invasion russe de plusieurs districts de la Prusse orientale entrave considérablement les manœuvres des troupes allemandes. Tandis que 100 000 réfugiés avec leurs biens, leurs charrettes et leur bétail bloquaient les routes de Prusse orientale, 400 000 réfugiés avaient déjà traversé la Vistule et la tête de la colonne avait atteint Berlin, bloquant les gares et créant une très grave impression. Si l'offensive russe avait progressé un peu plus loin, le troupeau des réfugiés aurait menacé de faire s'effondrer toute l'organisation de l'Allemagne et de rendre l'Allemagne sans défense.

72 Reichsarchiv, *Der Weltkrieg 1914-1918*, vol. 2, p. 329.

En juin et juillet 1915, lorsque les armées russes se retirèrent de Pologne, le but de l'évacuation fut compris par beaucoup comme laissant derrière soi un désert pour les Allemands. Mais le réseau de voies de communication existant, surtout en temps de guerre, était totalement inadapté à la migration massive de la population, notamment compte tenu de sa densité à l'époque. Heureusement, les forces russes ont rapidement reçu l'ordre de laisser la population là où elle se trouvait, car sinon nos forces auraient été totalement incapables de manœuvrer, car la population aurait obstrué tous les carrefours et les routes à l'arrière immédiat. Jusqu'en 1919, il y avait jusqu'à trois millions de réfugiés en Union soviétique qui avaient abandonné leur patrie lorsque les Russes se sont retirés en 1915.

Une politique inappropriée en matière de réfugiés peut accélérer la perte d'une guerre. En 1878, après que les Russes aient traversé les Balkans, les Turcs ont été contraints de se retirer précipitamment à Constantinople. En partie parce qu'ils craignaient des représailles de la population chrétienne contre les musulmans pour régler de vieux comptes et en partie parce qu'ils voulaient rendre le territoire devant les Russes désolé, les Turcs ont organisé un vaste trafic de réfugiés parmi les musulmans. Les forces turques, qui n'avaient pas la possibilité de battre rapidement en retraite, subirent des pertes excessives et le flot de réfugiés submergea Constantinople. La maladie et la faim parmi les réfugiés de la capitale rendirent les Turcs incapables de toute résistance et les forcèrent à accepter toutes les conditions russes.

Une guerre de classe à l'avenir conduira également à un afflux de réfugiés, à savoir la bourgeoisie, d'un côté, et les ouvriers et les communistes, de l'autre.

En 1919, le problème des réfugiés était déjà critique pour les Rouges et les Blancs. Il a fallu le résoudre avec une extrême prudence, et les politiciens ont dû faire un bon compte des possibilités de transport et de prise en charge des réfugiés.

Il faut aborder l'évacuation économique avec une extrême prudence pour éviter de provoquer un trafic de réfugiés paniqués. Elle nécessite une préparation attentive et réfléchie pour éviter d'obstruer et de paralyser le système de transport et d'empêcher les marchandises précieuses de pourrir en cours de route (comme le cuir au stade du tannage lors de l'évacuation des tanneries en 1915). Il semblerait que le bétail soit plus facile que toute autre chose à évacuer. C'est dans cet esprit que les Allemands ont eu cet esprit lors des deux invasions russes de la Prusse orientale en 1914, mais ils n'ont réussi à évacuer que 20 000 chevaux et 80 000 têtes de bétail (3,5 % et 55 % respectivement du nombre total de chevaux et de bovins sur la rive droite de la Vistule). Les pertes agricoles allemandes subies à la suite de l'invasion russe de la Prusse orientale ont été calculées à 135 000 chevaux, 250 000 têtes de bétail et 200 000 porcs. Apparemment, dans une guerre de manœuvre, l'évacuation économique est incapable de produire des résultats notables.

Changements dans le but politique de la guerre. La politique étrangère ne peut pas se reposer sur les lauriers des succès obtenus avant le début d'une guerre. Les objectifs politiques établis lors de la préparation d'une guerre ne peuvent en aucun cas être considérés comme inaltérables. Au contraire, ces objectifs peuvent être restreints, élargis ou complètement modifiés, selon le cours de la guerre. Si une guerre est menée par une coalition, il est très difficile de changer les moyens politiques dans les pays neutres et dans les arrières de l'ennemi et, dans ce cas, nous devons également mettre dans un ordre logique défini tous les objectifs privés particuliers que nous visons ; Nous avons besoin d'une ligne de conduite politique commune qui découle d'une analyse de la situation politique globale.

Les échecs et les succès majeurs peuvent parfois servir de raison à la révision de nos objectifs politiques. Par exemple, en 1870, après les premiers succès prussiens et l'encerclement de Metz par l'armée de Bazaine, il ne fait plus aucun doute qu'une révolution se produira en France qui renverserait le Second Empire. La question fondamentale à laquelle étaient confrontés les chefs de la guerre était de savoir si les Allemands devaient s'arrêter en Lorraine et laisser les Français mijoter dans leur propre jus. Faut-il avancer sur Paris, qui sera désormais révolutionnaire ? Toute réponse à cette question changerait ou préserverait l'objectif politique ; la relation entre les objectifs stratégiques et la résolution de cette question est claire, et cette dernière dépendait d'une évaluation approfondie des situations politiques intérieures en France et en Allemagne, des positions des autres

puissances et du degré de désir d'annexion du territoire français. Ce désir fut décisif pour que la Prusse conserve ses anciens objectifs politiques et poursuive son avance sur Paris.

Si une guerre s'avère clairement contradictoire avec les conceptions qui ont guidé les planificateurs de la guerre dans leurs directives initiales, elle peut nécessiter une révision radicale des fondements mêmes de la conduite politique. La guerre de Sécession a été déclenchée par le chef du Nord, le président Abraham Lincoln, comme une guerre dont l'objectif politique était de forcer les États sécessionnistes du Sud à revenir dans la fédération par la force des armes et à établir des bureaux de douane sur leurs côtes, ce qui permettrait à l'industrie du Nord de conserver un marché intérieur et une source de matières premières extraordinairement précieuses. Au départ, il n'y avait pas de plan pour interférer dans la structure sociale interne des États esclavagistes du Sud, car la Constitution laissait l'ordre social à la discrétion de chaque État. Lincoln, ayant fixé un objectif politique modeste, pouvait rester sur une base juridique solide et garantir le soutien de nombreux démocrates du Nord, ce qui était particulièrement important parce que pratiquement tout l'appareil militaire et administratif était entre leurs mains.

L'objectif politique modeste devait être atteint par une destruction rapide, car seulement 150 kilomètres séparaient Washington de Richmond, la capitale du Sud. Aucun appel au sacrifice ne devait être lancé aux larges masses. L'armée devait être formée uniquement de volontaires, et le conflit à venir serait censé être si court que les volontaires n'ont d'abord été appelés à s'enrôler que pour trois mois.

À la fin de la deuxième année de la guerre, Lincoln se rendit compte que la résistance cohésive de la noblesse sudiste ne pouvait pas être vaincue par des techniques de destruction et qu'une lutte prolongée et féroce et la destruction de toutes les sources de subsistance du Sud seraient nécessaires pour remporter la victoire. Les volontaires ne produisaient pas une main-d'œuvre suffisamment forte et leur nombre était devenu insuffisant. En raison des dépenses de guerre, le pouvoir d'achat du dollar avait considérablement diminué et l'inflation avait augmenté. Le Parti démocratique du Nord, qui représentait l'intelligentsia, ou les classes dirigeantes en général, devenait de moins en moins fiable à mesure que le conflit et les contradictions sociales qui lui étaient associées devenaient plus larges et plus profonds, s'opposait aux opérations énergiques et appelait à des négociations avec le Sud.

Le passage à une guerre d'usure a rendu nécessaire la révision des principes politiques fondamentaux qui avaient été établis sur la base d'une victoire rapide de la destruction. Avec ses objectifs politiques précédents, Lincoln fut incapable d'instituer une conscription dans les États du Nord, ce qui était si important pour la victoire militaire, et il fut incapable d'exiger de plus de sacrifices de la part des larges masses. Dans ces conditions, Lincoln décida de rompre avec les démocrates, de donner à la guerre un caractère extrêmement classiste et anti-gentry, de déclarer l'émancipation de tous les Noirs, de les provoquer à attaquer les possessions de la noblesse dans le Sud et de s'appuyer sur les sentiments anti-nobles des fermiers et des ouvriers du Nord. Tous les aspects de la guerre sont devenus très différents. Si, sur le front armé, la situation en était arrivée à un point tel qu'il était nécessaire d'enfermer toute la population sudiste dans des camps de concentration et de détruire toutes les capacités économiques des États du Sud, et si les conduites d'eau étaient détruites et les bâtiments publics incendiés dans les grandes villes du Sud que les Nordistes ne pouvaient pas compter tenir, quel était l'intérêt de s'accrocher au mot d'ordre politique de non-ingérence dans les affaires intérieures du Sud ? Cet exemple est particulièrement intéressant du fait que le passage d'une stratégie de destruction à une stratégie d'usure sur le front armé ne signifie en aucune façon une réduction des objectifs politiques de la guerre. La coordination de la politique et de la stratégie est une question compliquée qui ne peut être résolue en établissant des proportions entre les échelles politiques et opérationnelles.

Sheridan, de retour de son attaque sur la vallée de Shenandoah au cours de la quatrième année de la guerre, rapporta qu'il avait détruit pour 37 millions de dollars de biens de la noblesse. Au début de la guerre, ce genre d'activité aurait été totalement inacceptable et considéré comme de la barbarie, mais au cours de la quatrième année de la guerre, ce fut un exploit majeur qui a rapproché la guerre d'une fin décisive. La ligne de conduite politique de Lincoln avait été

intelligemment appliquée aux conditions de guerre objectivement modifiées. L'humble Lincoln, avec son idéologie petite-bourgeoise étroite, a complètement changé au cours de la guerre, et se déplaçant aussi loin que nécessaire vers la gauche, il a renforcé sa dictature et, à la fin de la troisième année de la guerre, a eu recours à la terreur dans les États du Nord et a échangé des salutations avec Karl Marx à la Première Internationale. Sa politique était suffisamment souple pour gagner la guerre parce que ses objectifs politiques avaient été révisés en temps opportun. La nouvelle orientation de sa politique, qui a été saluée par la classe ouvrière britannique, l'a protégé d'une intervention imminente des Britanniques du côté sudiste.

Toute tentative d'approfondir les questions de politique étrangère et intérieure qui découlent de la guerre nous entraînerait sur une tangente et nous détournerait de notre objectif principal. Nous avons même évité d'énumérer ces questions et nous nous sommes tournés vers le point le plus intéressant : comment la politique affecte le leadership des opérations militaires au cours d'une guerre. Ce point a deux aspects : les directives émises par la politique et l'orientation qu'un stratège essaie d'obtenir de la politique pour prendre ses propres décisions. Dans ce cas, nous nous intéressons principalement au premier aspect ; le deuxième aspect imprègne tout notre travail, qui considère que toutes les opérations militaires découlent de la base politique constituée par les deux parties à un conflit.

La politique et la liberté de la manœuvre de retrait. Chaque moment d'une guerre représente un large éventail d'intérêts politiques et chaque décision fondamentale est prise sous la pression d'un certain nombre d'exigences politiques. La guerre ne se fait pas dans le vide. L'idée que la guerre est un conflit libre entre deux armées ne comprend rien à la nature de la guerre⁷³. Comparons les actions de Koutouzov en 1805 et en 1812. Dans les deux cas, l'armée russe était largement inférieure à celle de Napoléon, et l'on aurait pu prédire une issue défavorable aux décisions tactiques dans les deux cas. Mais en 1812, Koutouzov nous donna la bataille de Borodino, tandis qu'en 1805, il se retira rapidement de la frontière bavaroise vers la Moravie. « Il est toujours facile de jouer le rôle de Fabius dans un pays allié où il n'y a pas besoin de se préoccuper de la capitale ou des provinces menacées et où l'on ne peut être guidé que par des considérations militaires. » Ces paroles de Jomini ne reconnaissent-elles pas l'importance du climat de pression politique qui détermine essentiellement les décisions stratégiques ? French, qui a retiré l'armée britannique entre la bataille de la frontière et l'opération de la Marne en 1914, battant les armées françaises d'un ou deux jours de marche, n'était pas plus lâche que les généraux français et n'était pas plus stupide dans son analyse de la guerre avec l'Allemagne. Leurs décisions différentes peuvent s'expliquer par des différences d'évaluation de la situation stratégique qui découlent des différentes attitudes des généraux britanniques et français à l'égard de l'acte politique de sacrifier le territoire français.

Borodino. Borodino était un acte de politique intérieure. Le remplacement de Barclay par Koutouzov, qui était grandement inférieur au premier en termes militaires et n'était pas très apprécié par Alexandre Ier, était le résultat de la pression de la classe dirigeante, qui ne faisait pas confiance à Barclay et ne pouvait imaginer le risque sous lequel Barclay battait en retraite, et exigeait que l'invasion de Napoléon soit arrêtée. Les conditions politiques exigeaient une bataille majeure de la stratégie. Cet ordre politique donné à l'armée par la cour et la nation entière agissait comme une loi pour la stratégie et était la raison de l'opportunité de la bataille de Borodino. Koutouzov est entré dans l'armée avec cet ordre politique, bien qu'il comptait encore moins sur une victoire tactique sur Napoléon que Barclay. Il a organisé Borodino non pas comme une lutte pour la victoire, mais comme une grande effusion de sang requise par la politique. Après avoir fait ce sacrifice, Koutouzov a essayé de tirer le maximum d'avantage politique de la bataille. Il a fait tout son possible, allant même jusqu'à utiliser de faux ordres de Napoléon, pour dépeindre Borodino comme une victoire ou du moins pas comme un désastre total. Koutouzov a maintenu la confiance

73 C'est le principe de base de la doctrine de Clausewitz et le leitmotiv de tous ses traités. L'œuvre de Clausewitz nous a permis d'éviter de passer beaucoup de temps à expliquer la nature politique de la guerre qui détermine ses lignes fondamentales de développement. Une brochure de Clausewitz, *Osnovy strategicheskogo resheniia* [Principes de la décision stratégique] (Moscou : Vysshei voennyi redaktsionnyi sovet, 1924), p. 31, est très intéressante.

du peuple dans la victoire malgré l'abandon de Moscou : avec un culot sans faille, il s'est présenté comme le vainqueur après Borodino, a saisi toutes les occasions d'annoncer la disparition imminente de l'armée ennemie, a agi jusqu'à la dernière minute comme s'il était prêt à livrer une deuxième bataille pour sauver Moscou, et n'a jamais hésité à se vanter. C'est ainsi qu'il a encouragé un sentiment de fierté parmi l'armée et le peuple et a essayé de renforcer la confiance, bien qu'artificielle, mais basée sur des circonstances réelles, à savoir le mauvais état de l'armée française. Et cette désinvolture et cette publicité mensongère du vieux renard étaient plus utiles à la cause que l'honnêteté de Barclay⁷⁴.

Koutouzov était un homme politique et il a magnifiquement guidé les opérations militaires de 1812 dans la direction la plus favorable et la plus appropriée pour les objectifs de guerre et les ressources de la Russie.

Les opérations militaires consistent à résoudre des questions historiques fondamentales les armes à la main. Le processus historique est régi par des considérations économiques et l'équilibre des forces des nations et des classes, mais dans certaines conditions, à un certain stade, ces forces économiques n'opèrent pas directement mais sont mesurées à l'aune précise du champ de bataille ; de la même manière que l'univers entier se reflète dans une goutte d'eau, toute politique se reflète finalement dans une opération. Lors de la bataille de Waterloo, Napoléon continua d'insister sur des attaques frontales contre les troupes de Wellington malgré le fait que les Prussiens de Bluecher avaient déjà atteint le flanc et une partie de l'arrière de l'armée française. L'action de Napoléon était-elle une grossière erreur qui a fait que l'échec français s'est transformé en désastre ? Non, car la situation politique de Napoléon, après son retour de l'île d'Elbe et l'expulsion des Bourbons, pendant les 100 jours de son second règne, était telle que seule une série de victoires lui permettrait de se maintenir au pouvoir. Un échec mineur contre Wellington l'aurait également contraint à abdiquer le trône et à se préparer à un voyage à Sainte-Hélène. À Borodino, il n'envoya pas à la bataille la vieille garde, son appui politique et ses troupes les plus dévouées, mais à Waterloo, il lança sa vieille garde dans une dernière attaque désespérée, parce qu'il devait soit vaincre, soit fermer tous les comptes⁷⁵.

L'Opération Sedan. Sedan, cette folie stratégique du Second Empire, le Waterloo de Napoléon III, ne peut être compris que comme les dernières étapes du bonapartisme logiquement en faillite et de son édifice pourri⁷⁶. Dans les tout derniers instants de la mort de l'armée française, nous pouvons voir la personnification de la politique bonapartiste à Sedan dans le général Wimpffen, qui avait reçu son mandat de commander l'armée et avait éliminé Ducrot dans sa tentative de sauver l'armée en se retirant à Mézières et avait tenté d'organiser une percée non pas vers Paris mais vers Metz. Il n'a même pas réussi à persuader Napoléon III de se tenir à ses côtés à la tête de la dernière tentative de percée, parce que le bonapartisme se préoccupait seulement qu'une balle perdue ne tue pas Napoléon III dans une attaque afin de protéger les intérêts dynastiques à l'avenir après l'inévitable révolution à Paris.

Le plan Schlieffen. Le plan d'un large tournant à travers la Belgique, auquel l'Allemagne s'était essentiellement tenue pendant la guerre mondiale, était peut-être justifié par la situation politique à l'époque où il a été conçu (à l'époque de la guerre russo-japonaise et de la première révolution russe). Mais en 1914, le plan Schlieffen était basé uniquement sur des considérations militaro-techniques, à savoir le renforcement de la frontière française, les fronts actuels et les déploiements russes pour un retrait de Pologne. Le plan n'a pas été discuté politiquement, et les politiciens le connaissaient à peine. Tous les éléments destructeurs de la pensée de Moltke père (1871-1882), selon laquelle les considérations principalement militaires constituaient les lignes

74 Clausewitz, *Hinterlassene Werke*, 2e édition, vol. 7, p. 117.

75 On y voit que Napoléon refusa de répondre aux conditions de ses alliés dès 1813 lorsqu'il dit à Metternich : « Vos monarchies légitimes sont dans une situation différente. Ils peuvent perdre des batailles et des campagnes entières. Un 'parvenu' ne peut pas se permettre ce luxe. A. von Boguslavski, *Betrachtungen ueber Heerwesen uria Kriegsfuehrung*, p. 9.

76 Voir A. Svechin, *istorila vænnogo iskusstva*, vol. 3, p. 154-164 ; aussi Ibid., pp. 97-101 sur les vues de Clausewitz et le conflit entre Moltke et Bismarck.

directrices pour le cours d'une guerre (Moltke père lui-même procédait toujours de considérations politiques dans ses plans), étaient évidents dans l'exécution du plan très techniquement solide de Schlieffen pour une stratégie de destruction. La politique, qui avait été laissée de côté dans le plan, ne pouvait que changer le cours des opérations militaires.

La ligne de conduite de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne dans la guerre mondiale.

La stratégie allemande n'a jamais eu de ligne politique claire à aucun moment de la guerre. La principale erreur politique de l'Allemagne a été de considérer l'ennemi principal, à savoir la Grande-Bretagne, comme une force auxiliaire de la France. Nous pouvons observer de nombreuses incohérences dans le développement des opérations dans les deux secteurs où les Allemands auraient pu tenter de briser la volonté de la Grande-Bretagne de continuer la guerre. Dans le secteur de Bagdad, il s'agit notamment de l'arrêt temporaire de la construction du tunnel sur le chemin de fer de Bagdad, du raid plus qu'idiot sur le canal de Suez, de l'échec de la prise de Salonique lors de la campagne serbe de l'automne 1915⁷⁷ et de l'importance secondaire accordée à ce secteur, qui a d'ailleurs coupé 85 % de la capacité de la Russie pour les transactions extérieures. Dans l'autre secteur, à savoir le blocus sous-marin de la Grande-Bretagne, on peut voir que les Allemands avaient toutes les occasions de s'emparer de la côte nord-ouest de la France au début de la guerre, une opportunité qu'ils ont laissée passer, et lorsqu'ils ont par la suite entrepris des opérations à cet effet (par exemple, la bataille de l'Yser en octobre 1914), elles étaient sporadiques et non systématiques, et il y avait tant d'hésitations et d'indifférence avant qu'ils ne décident d'entreprendre une guerre sous-marine que l'Angleterre a réussi à s'y préparer pleinement. Le manque de clarté politique a conduit à une situation dans laquelle la pression allemande sur l'Inde et le blocus de la faim contre la Grande-Bretagne étaient des opérations rigides similaires aux raids des zeppelins allemands sur Londres : la ferveur et l'énergie des Britanniques ont été excitées à l'extrême, et la préparation au combat des Britanniques a augmenté plutôt que diminué.

D'autre part, dans le cas des Britanniques, nous trouvons parfois des solutions tactiques pitoyables aux problèmes auxquels ils sont confrontés, mais une ligne politique très claire : une vaste offensive économique impliquant la capture de toutes les colonies allemandes et des points forts du globe dans le but de détruire un concurrent ; le blocus de la faim contre l'Allemagne ; la formation de l'armée de Kitchener, conçue pour durer trois ou quatre ans ; la bataille pour la côte du nord de la France et de la Belgique, qui était la position stratégique la plus menaçante pour les Britanniques ; et la guerre dans le secteur de Bagdad en Mésopotamie, en Syrie, dans les Dardanelles et à Salonique. Il faudrait être très naïf pour supposer que Churchill a sacrifié 300 000 soldats anglais, principalement des sujets coloniaux dans les Dardanelles, pour livrer Constantinople à la Russie.

L'Opération de la Marne. Attardons-nous sur la manœuvre française sur la Marne en septembre 1914 ; on peut la caractériser comme : 1) le début d'un conflit décisif avec les Allemands, en particulier sur le très important flanc gauche français à l'intérieur de la France ; et 2) une tentative d'envelopper le flanc droit allemand. Des considérations de politique intérieure, qui étaient fondamentalement vraies mais dont l'importance était exagérée, obligeaient Joffre à faire tous les efforts pour déplacer le centre de gravité de l'opération vers la bataille frontalière et s'opposer à la retraite vers la Marne ; alors que le général Lanrezac, l'initiateur du repli, a même été déchu de son commandement. L'aide allemande sous la forme de puissants assauts frontaux aida Joffre à surmonter cette interprétation erronée des exigences politiques. Dès le 25 août, dix jours

⁷⁷ L'idée des stratèges allemands selon laquelle les puissances centrales ne devraient pas tenter de vaincre les forces de l'Entente dans les Balkans parce que la conservation de Salonique par l'Entente laisserait un objectif militaire à l'armée bulgare était assez douteuse. Ils pensaient que si les forces anglo-françaises s'étaient éloignées de la péninsule balkanique, l'armée bulgare, qui ne souhaitait pas opérer sur d'autres théâtres de la guerre, aurait cessé de se battre et les puissances centrales auraient été obligées d'en retirer deux douzaines de leur registre. Cependant, il ne fait aucun doute que la situation politique, économique et stratégique des puissances centrales se serait grandement améliorée si elles avaient réussi à s'emparer des Balkans. De telles idées – éviter la victoire finale pour laisser quelque chose à faire à son allié – ont été rencontrées dans l'histoire. C'était la position française dans la guerre d'indépendance américaine contre la Grande-Bretagne en 1775-1783 : la France aidait les États-Unis mais était intéressée à les empêcher de vaincre complètement les Anglais, car si cela s'était produit, l'Angleterre aurait cessé de combattre les Américains et aurait pu diriger toutes ses ressources contre les Français.

après que l'opération de la Marne eut été projetée, le ministre de la Guerre Messimy donna un ordre à Joffre : « si les efforts de nos forces ne sont pas couronnés de victoire et que l'armée est obligée de se retirer, vous détacherez une armée composée d'au moins trois corps d'armée de campagne qui devront être envoyés au camp fortifié de Paris pour lui assurer la sécurité. » À la suite de cet ordre, qui était entièrement la conséquence d'exigences de politique intérieure, l'armée de Manoury ne recula pas avec le reste du front, mais fut retenue à Paris et se retrouva sur le flanc allemand. Ainsi, nous pouvons clairement discerner des lignes politiques dans la manœuvre de Marne.

La stratégie de destruction de Nivelle. La politique étrangère détermine le développement de la stratégie, tout comme la politique intérieure. L'affaiblissement de la Russie au début de 1917 et la possibilité qu'elle quitte la guerre ont été la raison du changement de la France vers une stratégie de destruction, qui a été représentée par la stratégie de Nivelle et s'est terminée par une défaite le 16 avril 1917 ; et l'entrée en guerre des États-Unis détermina la décision de Foch et Pétain de rester sur la défensive pendant 14 mois jusqu'en juillet 1918 et détermina la décision de Ludendorff de mettre fin au front occidental dans la première moitié de 1918⁷⁸.

L'aide de la politique pour mettre fin à une guerre. La relation étroite entre la politique étrangère et la stratégie découle également du fait que, dans la plupart des cas, la stratégie est incapable de mettre fin à une guerre par des moyens uniquement militaires. Même le plus grand représentant de la stratégie de destruction, Napoléon, a été incapable de mettre fin à ses guerres les plus réussies par le seul moyen de la violence armée et a été contraint de faire un usage intensif des moyens politiques pour conclure une paix favorable. La popularité de Napoléon parmi la paysannerie française était principalement due à sa réputation de pacificateur. Seul Napoléon a pu conclure des guerres révolutionnaires par des traités de paix, la première fois en 1797 et la seconde fois en 1800. Des techniques telles que la concession de la Vénétie à l'Autriche vaincue en 1797, la création de l'Alliance du Rhin, les avancées vers l'Autriche avant Austerlitz et la division du pouvoir en Europe avec Alexandre Ier, qui avait été sévèrement battu à Friedland, sont les splendides réalisations politiques de Napoléon qui ont sorti sa stratégie de situations difficiles à des moments où la guerre menaçait de le mener au-delà du point culminant de son succès. Lorsque Napoléon a perdu ses talents politiques, ses entreprises militaires ont commencé à se terminer par des catastrophes, à savoir les désastres espagnol, russe et allemand.

Bismarck a également gardé plusieurs astuces politiques pour sortir sa stratégie des ennuis et rendre un ennemi plus favorable à la paix. Par exemple, en 1866, lorsqu'il organisait une révolution nationale en Hongrie au cas où l'Autriche resterait implacable et conclurait une alliance avec la France, il ne la lancerait que s'il en avait besoin parce qu'il s'appuyait sur le parti Junker (agriculteur) et voulait garder la dynastie de guerre dans la nature⁷⁹. Bismarck a maintenu des liens avec les révolutionnaires italiens pour pouvoir déjouer les actions hostiles du roi italien en 1870. Et en 1870, alors que Moltke croyait que la guerre était presque terminée après Sedan, Bismarck était sérieusement inquiet parce qu'il craignait de devenir politiquement sans défense contre la Révolution française.

La guerre mondiale a également démontré qu'il faut savoir avec qui faire la paix et, à cet égard, la stratégie doit suivre aveuglément les diktats de la politique et préparer le terrain pour celle-ci. Bethmann-Hollweg, le chancelier allemand, a commis une erreur politique en cherchant un partenaire pour les pourparlers de paix. Il a essayé de faire la paix avec la Grande-Bretagne aux dépens de la Russie sans comprendre que la Grande-Bretagne était l'ennemi le plus implacable de l'Allemagne, ce qui explique l'échec des efforts allemands. En 1916, il répondit sans enthousiasme aux propositions de tenter de conclure une paix séparée avec la Russie. Lorsqu'il fit cette tentative, il décida de ne pas s'en remettre aux partis réactionnaires russes, qui avaient vraiment peur de continuer la guerre et étaient prêts à la paix, mais aux libéraux de gauche, qui étaient de tout cœur du côté de l'Entente. Cela explique les erreurs politiques de la fin de 1916 et du début de 1917, la

78 A. Svechin, « Integral'noe ponimanie voennogo iskusstva » [Une compréhension intégrale de l'art de la guerre], *Krasnye Zori*, n° 11 (novembre 1924).

79 Le 11 juillet 1866, Bismarck annonça qu'une légion hongroise avait été formée sous le commandement du meilleur général révolutionnaire, le Hongrois Klapka. À la suite du traité de paix, la légion n'a pas été en mesure de participer à des opérations militaires.

stupidité de son approche d'une paix séparée, les campagnes des journaux contre les irréductibles politiques russes qui étaient prêts à tendre la main aux Allemands, la proclamation de l'indépendance de la Pologne et l'application stupide des astuces de Bismarck.

La politique et le choix d'une direction opérationnelle. Au XVIII^e siècle, à l'époque des armées recrutées, qui avaient une forte tendance à désertir, le choix d'une direction opérationnelle devait tenir compte de considérations telles que le couvert forestier le long de la route de l'armée. Une armée restait plus intacte sur un terrain découvert, tandis que sur un terrain boisé, le nombre de déserteurs augmentait considérablement.

Dans les guerres civiles modernes, le territoire sur lequel se déroulent les opérations de combat est également très important. Dans une guerre civile, le système logistique désorganisé et souvent faible rend les ressources locales très importantes pour répondre aux besoins d'une armée. Dans une guerre civile, il arrive assez souvent que la zone d'opérations militaires non seulement nourrisse une armée, mais l'habilite et même fournisse ses armes et, en particulier, représente une source de main-d'œuvre très importante. La structure de classe d'une population se reflète clairement dans le taux de désertion et l'afflux de nouveaux hommes dans une armée. La force d'une armée qui s'est déplacée dans une zone « mourante » fond rapidement, tandis que la puissance d'une armée qui s'est déplacée dans une zone avec une structure de classe favorable augmente rapidement ; une telle armée peut non seulement s'en sortir sans l'aide de son centre économiquement faible, mais peut souvent lui envoyer des cadeaux précieux du front. L'offensive contre Koltchak fut essentiellement menée par les seules forces et ressources de la Sibérie qui s'étaient rassemblées autour de cadres envoyés de Russie. Lougansk et l'ensemble du Donbass étaient très précieux pour les armées soviétiques.

C'est la raison de la grande tentation de choisir les premières directions des offensives uniquement sur la base de considérations politiques. Mais nous devons mentionner que plus le centre est puissant et plus l'approvisionnement par l'arrière est ordonné et plus la discipline et le moral des troupes sont fermes, moins les armées d'attaque sont dépendantes de la coloration politique du territoire qu'elles traversent. L'importance de la main-d'œuvre et des ressources fournies par le lieu est moindre par rapport au soutien majeur fourni par l'arrière. Plusieurs dizaines de milliers de volontaires, qui doivent encore être pourvus d'officiers, d'uniformes, d'armes et d'une formation, peuvent être d'une importance décisive dans une guerre civile si la force totale du front ne dépasse pas le nombre de volontaires, mais peuvent être comparativement insignifiants lorsque le front engloutit 150 000 soldats bien entraînés et disciplinés envoyés en renfort du centre sur une base mensuelle.

L'élément de la géographie politique, dans la mesure où il n'est pas une composante importante de l'objectif politique ultime, doit être évalué par les commandants militaires de la même manière que tout autre élément géographique. Il ne s'agit là que d'une condition de la situation globale. La surestimation de l'élément géographique aboutit toujours à des monogrammes stratégiques, en l'occurrence des monogrammes politiques.

L'objectif géographique des opérations. La conduite d'un conflit sur le front économique ou de classe peut souvent être facilitée par la prise de certains points géographiques, ou, au contraire, peut être rendue beaucoup plus difficile par leur perte. L'embouteillage turc et allemand dans les Dardanelles a rendu beaucoup plus difficile pour la Russie de participer à la guerre mondiale. Il est probable que le comte von Schlieffen, qui a déplacé la direction de la poussée principale vers le front français à travers la Belgique, n'était pas complètement exempt de motifs économiques, car il n'y avait rien à prendre à la Russie, alors que les Français avaient des capitaux et des colonies et que la capture de la Belgique et du nord de la France avec leurs richesses industrielles était à la fois un gain précieux pour faire la guerre et un pion précieux pour conclure la paix. La richesse attire toujours la foudre. Mais la question même de la meilleure façon de gagner une guerre nous met toujours dans un état d'esprit ultra-offensif, et il aurait été plus logique pour les Allemands de se concentrer sur la façon d'éviter de la perdre. La Galicie était plus attrayante pour le commandement russe que la Prusse orientale, incomparablement plus riche, pour des raisons

politiques. En 1917, les Allemands ont lancé une opération réussie contre les Roumains riches en céréales et en pétrole.

Pendant la guerre civile, lorsque la Russie soviétique a senti la « main osseuse de la faim » l'étrangler, la lutte pour l'Ukraine avec ses céréales, pour le charbon du Don et le pétrole de Bakou et pour toute la Volga, qui à un moment donné avait conduit la Moscovie hors de son isolement historique vers l'arène mondiale plus large, était une question très urgente. Des nécessités économiques urgentes guidèrent la fuite de l'Armée rouge. L'importance des objectifs géographiques augmente dans la mesure où la base économique d'une personne est détruite. La prise de Varsovie en 1920 aurait amené des centaines de milliers de prolétaires dans les rangs de la révolution.

La politique est généralement la servante des intérêts économiques et géographiques d'une classe. De là, cependant, il ne s'ensuit pas que les objectifs géographiques doivent invariablement primer sur l'objectif vers lequel l'attention d'un stratège est particulièrement attirée : les forces vives de l'ennemi. Si la politique établit une frappe destructrice comme objectif de la guerre, alors elle ne fournira probablement qu'une indication très générale de l'objectif géographique, peut-être en termes de pays si nous sommes encerclés par des ennemis, ou en termes d'États s'ils forment une seule clôture solide, en termes de frontières entre eux ou en termes de capitales. Si l'objectif politique est orienté vers l'attrition sur un théâtre, il peut inclure des objectifs géographiques pour des opérations individuelles. Ce que la politique inclut dans l'objectif politique de la guerre est une loi stricte et rigide pour la stratégie. En ce qui concerne d'autres questions importantes pour le front économique et le front de classe, le stratège n'est plus un subordonné mais un représentant du front armé, doté de droits égaux, et il doit s'impliquer dans l'évaluation des idées politiques et économiques dans la mesure où elles sont possibles et souhaitables par rapport à notre ligne de conduite stratégique, qui est orientée vers l'objectif politique le plus important de la guerre.

Un stratège sera implacable dans la poursuite de la destruction. Si une frappe destructrice est prévue, alors son inquiétude pour l'ensemble de la base devrait passer au second plan. Schlieffen était tout à fait logique en n'affectant que des forces négligeables pour défendre les principaux intérêts économiques allemands en Lorraine, en Alsace et en Prusse orientale. L'erreur fondamentale commise par le jeune Moltke, qui a essayé de conserver l'idée d'une frappe destructrice, a été d'accorder trop d'attention à la protection des intérêts économiques de ces régions.

Le désir de défendre sa base globale et de nuire économiquement à l'ennemi est naturel dans une guerre d'usure. Il faut chercher un compromis et rendre compatibles la guerre contre les hommes de l'ennemi et la défense des intérêts géographiques.

Un point géographique important pour l'ennemi est particulièrement adapté à une offensive si notre but est d'engager l'ennemi, de le forcer à se battre et de lui faire livrer une bataille de matériels dans des conditions défavorables (par exemple, Verdun). C'était le problème des Russes avec Sébastopol dans la guerre de Crimée : il aurait été bien préférable pour les Russes de combattre les Anglo-Français, qui craignaient de pénétrer sur le territoire russe pas si près des côtes, mais l'importance de Sébastopol, la base de la flotte de la mer Noire, nous a obligés à nous engager dans la bataille au bord même de l'eau où l'ennemi avait les lignes de communication les plus avantageuses et où nous avions les pires. Leningrad pourrait jouer le même rôle à l'avenir. L'abondance de points géographiques vitaux à l'ouest, tels que les grandes villes et les centres industriels, rend la stratégie inflexible à l'extrême. D'autre part, l'absence de points géographiques vitaux sur le front polono-biélorusse rend la stratégie très flexible là-bas. Dans ce lieu, la liberté de retrait ne pouvait être entravée que par l'encombrement de l'équipement militaire. Un grand nombre de dépôts militaires constitue également un objectif géographique. S'il n'y avait pas eu les dizaines de milliers de trains de fournitures militaires qui ont dû être acheminés de l'arrière de l'Allemagne et dont les embouteillages échappaient souvent au contrôle de l'état-major allemand, Ludendorff aurait eu une plus grande liberté de retrait en septembre et octobre 1918 et aurait pu éviter les batailles de retraite féroces et désavantageuses qu'il a dû mener.

Une politique sage serait très prudente dans la défense des intérêts géographiques, en particulier ceux de nature locale et paroissiale. Souvent, il se limitera à indiquer une stratégie à des fins comptables sans mettre l'accent sur la nécessité de les défendre. Bien sûr, la politique ne peut pas considérer la stratégie comme un instrument universel pour satisfaire tout le monde. Les paroles écrites par Pierre le Grand dans son manuel sur le rôle du quartier-maître général dans le cantonnement des troupes s'appliquent particulièrement au stratège : « Il n'y a jamais eu d'homme qui ait pu rendre tout le monde heureux. » C'est pourquoi nous devons garder une stratégie indépendante des autorités locales et la mettre en contact direct avec l'autorité suprême de l'État. La politique et la stratégie ne resteront sur la bonne voie que si elles exposent des objectifs et des intérêts communs de portée purement nationale et rejettent les sollicitations privées dans la mesure où elles menacent de nous distraire de notre but ultime.

Opérations aériennes et navales indépendantes. Dans leurs opérations indépendantes, la marine et l'armée de l'air sont principalement des armes de pression économique. La supériorité navale interdit des routes commerciales maritimes très importantes. Les opérations militaires en mer sont particulièrement importantes dans une guerre prolongée, en particulier lorsque la guerre vise la supériorité mondiale (par exemple, Carthage et Rome ; l'Angleterre et l'Espagne ; l'Angleterre et la Hollande ; l'Angleterre et la France de Louis XIV et Napoléon Ier). La flotte de cuirassés se contente de couvrir les opérations économiques des navires moins armés par des blocus et des mines et par la surveillance de la navigation commerciale, et coopère avec eux pour bombarder les objectifs côtiers. Les forces aériennes sont capables d'effectuer des raids de bombardement de plus en plus énergiques sur des points géographiques importants à des distances de plus en plus grandes du front terrestre. Les raids aériens systématiques sont capables de réduire considérablement l'efficacité des artères de transport importantes et de paralyser partiellement la production des centres industriels qui ne sont pas trop éloignés.

Les bombardements sont irritants mais pas toujours efficaces. La ville de Dar es Salaam, capitale de l'Afrique orientale allemande, a été soumise à 27 bombardements navals anglais au début de la guerre mondiale, mais parce que la population s'est mise à l'abri et que la marine n'avait pas de canons à trajectoire élevée, une seule personne blanche a été tuée. Les bombardements aériens seront un peu plus efficaces. Cependant, nous devons peser leur opportunité stratégique, car elles pourraient avoir des conséquences négatives. Les bombardements de Paris et de Londres détruisirent des dizaines de maisons et paralysèrent plusieurs centaines d'habitants. Les dépenses économiques consacrées aux bombardements (en particulier la construction des zeppelins) ont probablement dépassé les pertes infligées à l'ennemi, et des centaines de braves aviateurs sont morts. Et pour l'Entente, compte tenu de sa forte volonté de victoire, ces bombardements n'étaient que des piqûres d'épingle qui ont conduit à des explosions de fureur et ont permis aux gouvernements hostiles d'acquérir plus facilement les ressources dont ils avaient besoin pour mener la guerre avec plus d'énergie. Ce jeu ne peut pas non plus être justifié par l'idée allemande que leurs raids ont immobilisé d'importantes forces de défense aérienne dans les capitales ennemies. Les pertes étaient clairement supérieures aux gains possibles.

Une équipe qui subit des revers à l'avant évitera les bombardements par peur d'augmenter le prix qu'elle devra payer. Ludendorff ordonna l'arrêt des bombardements au cours des trois derniers mois de la guerre.

Si la lutte sur le front politique devient particulièrement intense, il faut être particulièrement prudent dans l'utilisation des bombardements. Plusieurs bombes toxiques d'un avion pouvaient complètement ruiner le terrain de l'agitation politique en remplissant les infirmeries de victimes. Une consultation politique est nécessaire chaque fois que cette arme est utilisée. L'importance des bombardements dépend fortement de l'intensité de la guerre : les résultats punitifs des raids britanniques en Irak, compte tenu de la faible intensité de la guerre là-bas, ont été assez significatifs, tandis que les bombes larguées par les Espagnols et les Français, qui étaient tout aussi meurtrières et tout aussi toxiques que les bombes britanniques, se sont avérées inefficaces en raison du haut niveau d'enthousiasme des Marocains.

Les opérations militaires qui poursuivent des objectifs économiques doivent être soigneusement réfléchies, mais leur planification est parfois un problème économique d'une grande complexité. Le blocus sous-marin de la Grande-Bretagne était un problème de ce genre. L'état-major de la marine allemande et les experts économiques auxquels ils ont fait appel sont arrivés à la conclusion qu'au rythme où les sous-marins allemands coulaient des navires livrant des fournitures à la Grande-Bretagne (500 000 tonnes par mois), six mois plus tard, il ne resterait plus assez de navires dans le monde pour répondre aux besoins britanniques et, menacée par la famine et économiquement ébranlée, la Grande-Bretagne devrait faire la paix.

Parce que la déclaration de la guerre sous-marine ne pouvait que conduire à l'intervention des États-Unis dans la guerre, la décision de s'engager dans ce type de guerre était extrêmement importante. Le décideur devait tenir compte de la pression exercée sur le transport maritime mondial par la guerre mondiale ; la capacité des chantiers navals du monde entier à remplacer les navires coulés ; la possibilité que la flotte océanique desservant la Grande-Bretagne puisse être renforcée en prenant des navires de lignes secondaires, en utilisant des navires obsolètes et en affrétant des navires neutres et enfin en réduisant le besoin de transport maritime en limitant la consommation et en passant à un système économique dans lequel le commerce extérieur serait considérablement réduit et chaque État essaierait de couvrir la plupart de ses besoins avec ses propres produits. Les Allemands se sont trompés : les États-Unis se sont lancés dans un vaste programme de construction de la marine marchande ; Les États neutres réduisirent considérablement leurs exigences ; et la Grande-Bretagne, à l'aide de tracteurs américains, a lancé un important programme d'expansion agricole et, en même temps, en passant à un système de rationnement, a considérablement réduit sa propre consommation. Malgré le fait que les Britanniques aient pris un grand nombre de contre-mesures bien planifiées, les sous-marins allemands justifiaient la composante militaire du plan : en onze mois en 1917, ils coulèrent 9 125 000 tonnes, soit 66 % de tonnage de plus que la moyenne théoriquement calculée, et même en 1918, alors que la guerre sous-marine touchait à sa fin, Ils ont coulé 5 198 000 tonnes en neuf mois. Apparemment, les Allemands se sont trompés dans leurs calculs de l'efficacité des opérations des sous-marins de plus du double. La détermination avec laquelle les Allemands ont poursuivi leur objectif peut être jugée par le fait qu'ils ont affecté tous leurs sous-marins allemands à l'accomplir malgré les indications autrichiennes sur l'opportunité de couler des transports de troupes américains. Les Américains se pavanaient en vain pour organiser avec succès leur sécurité, en fait personne ne les chassait. De la même manière, les Allemands, afin de renforcer leur blocus de la Grande-Bretagne, évitèrent d'envoyer des sous-marins en Méditerranée, ce qui facilita grandement les efforts de l'Entente pour approvisionner le front de Salonique.

L'influence de la politique étrangère au début et à la fin de la guerre. Des considérations diplomatiques particulières doivent être prises en compte principalement au début et à la fin d'une guerre. Le 6 août 1870, au tout début de la guerre franco-prussienne, des unités d'avant-garde du 5e corps prussien et du 2e corps bavarois engagent la bataille française à Woerth. Parce qu'une attaque générale était prévue pour le 7 août, le prince héritier prussien commandant la 3e armée donna l'ordre de se désengager. Le général Kirchbach ne reçut cet ordre que lorsque la bataille fut vraiment devenue chaude. Gardant à l'esprit que le désengagement du 5e corps prussien pourrait donner aux Français des raisons de revendiquer la première victoire, et considérant l'impression qu'un bulletin de victoire français pourrait faire sur l'Autriche et l'Italie chancelantes, le général Kirchbach décida d'ignorer l'ordre, la bataille se poursuivit et se termina par une défaite française, la politique énergique de Bismarck s'incarna dans la tactique.

Parfois, un État neutre ne peut être empêché de se joindre à nos ennemis que par un succès majeur, qui nous oblige à mettre une épée à moitié nue dans notre fourreau. Dans un cas comme celui-ci, nous devons prendre un risque que nous aurions autrement évité. Mais il faut savoir où s'arrêter.

Alors que le général Kirchbach orientait ses opérations tactiques à Worth vers l'impression qu'elles feraient sur les États neutres hésitants, au printemps 1915, toutes les opérations sur le front russe étaient orientées vers l'entrée prochaine de l'Italie dans la guerre. Le général Falkenhayn

décida d'éviter de poursuivre son offensive en France en 1915 et déplaça le centre de gravité de ses efforts vers le front russe dans l'espoir d'utiliser un succès majeur en Galicie pour maintenir l'Italie en dehors de la guerre, après avoir démontré l'illusoire totale de l'espoir que les armées russes atteindraient la plaine hongroise⁸⁰. Une évaluation correcte des préparatifs de guerre de l'Italie aurait dû indiquer au commandement russe que, dans un avenir proche, le théâtre français deviendrait secondaire et qu'ils devraient conserver leurs forces, car l'entrée en guerre de l'Italie attirerait l'éclair vers le front russe plutôt que de s'en éloigner. Le front du Sud-Ouest, après avoir appris que l'Italie, comptant sur l'effondrement imminent du front austro-hongrois, était prête à signer des traités d'alliance et à procéder à la mobilisation, entreprit l'aventure des Carpates, qui était censée maintenir l'illusion que les Russes préparaient activement une campagne contre la Hongrie jusqu'à ce que l'Italie s'engage enfin.

L'état-major, qui comprenait toute l'indésirabilité militaire de cette opération et la pénurie de matériel pour celle-ci (armes, munitions), surestima l'importance provocatrice de cette offensive des Carpates pour l'Italie, ne comprit pas l'importance de l'entrée en guerre de l'Italie pour le front russe et ne prit pas de mesures drastiques pour arrêter l'initiative du général Ivanov. En conséquence, nous avons payé un prix beaucoup plus élevé pour l'entrée en guerre de l'Italie (par une percée sur le Danube à Gorlice) que la valeur de la participation de l'Italie à la guerre.

Le 10 juillet 1866, le commandant de l'armée principale prussienne Falkenstein met en déroute les Bavares à Kissingen. Il aurait été naturel de poursuivre l'ennemi. Mais Bismarck avait des raisons de croire que les opérations militaires seraient terminées quelques jours plus tard et que les Prussiens ne pouvaient pas compter sur des acquisitions en Bavière. Ainsi, au lieu de poursuivre les Bavares vers Werzbourg, à la demande directe de Bismarck, Falkenstein se dirigea dans la direction opposée vers Francfort afin de capturer cette riche ville, berceau des Rothschild, jusqu'à ce qu'un armistice soit signé. Ce genre de combat pour la « carte de la ligne de front » est typique de la fin d'une guerre. L'absence d'attention suffisante de la part de certains officiers de l'Armée rouge a conduit à l'abandon de certains points, dont Lunints, à la veille de la conclusion d'une trêve avec les Polonais en 1920, ce qui s'est évidemment reflété dans le traité de Riga.

Parfois, la diplomatie n'est capable de garder une tierce partie neutre que si nous respectons ses intérêts dans la conduite d'opérations militaires, par exemple en gardant les opérations militaires hors de certains territoires. Par exemple, en 1912, la Grande-Bretagne a pris l'obligation de défendre les intérêts français dans l'océan Atlantique et donc, même sans s'engager dans la guerre, elle empêchait la marine allemande d'entreprendre des actions hostiles contre la France⁸¹. Au début de la guerre, l'Italie exigea et obtint une garantie de neutralité pour le canal de Suez de la part des puissances centrales et de la Turquie en échange de sa neutralité (avec la Grande-Bretagne derrière elle). Les Turcs n'ont attaqué le canal qu'après l'entrée en guerre de l'Italie. Alors qu'ils étaient neutres, les États-Unis entravaient considérablement la liberté d'opération des sous-marins allemands et donnaient ainsi à la Grande-Bretagne le temps de se préparer à la guerre sous-marine.

80 Falkenhayn, *Verkhovnoe komandovanie* [Le haut commandement], p. 84.

81 Au début de la guerre en 1914, la Grande-Bretagne exigea de l'Allemagne qu'elle respecte la neutralité de la Belgique. L'état-major prussien n'écoula pas, car il croyait que la Belgique n'était qu'un prétexte et que la Grande-Bretagne serait entraînée dans la guerre quoi qu'il arrive. Néanmoins, la violation de la neutralité belge a été l'une des plus grandes erreurs politiques de l'Allemagne, une erreur qui a lié les mains de ses amis et délié les mains de ses ennemis dans le monde entier. La Belgique doit son existence en tant qu'État à la politique britannique constante, vieille de huit siècles, visant à protéger l'indépendance du territoire de l'Escaut inférieur vis-à-vis de toute grande puissance.